

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



La IV^e Internationale a tenu son VIII^e Congrès mondial



N° 78

Nouvelle série (n° 684) - juin 2013 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **La IV^e Internationale a tenu son VIII^e congrès mondial**
 - Déclaration finale du congrès : p. 5
 - Le VIII^e Congrès a réuni 150 délégués
venus de 50 pays : p. 7
 - Dans la discussion du congrès : p. 10
 - Intervention de clôture : p. 33

- **Mustapha Ben Mohamed** p. 37
(Par Lucien Gauthier)

- **Pierre Lambert et la reproclamation de la IV^e Internationale** p. 45
(Par Daniel Gluckstein)

- **Où va le Venezuela ?** p. 61
(Par Julio Turra)

- **Le bilan désastreux du socialisme dans un seul pays....** p. 71
(Par Jean-Jacques Marie)

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La IV^e Internationale a tenu son VIII^e Congrès mondial

Dourdan, 26-29 avril 2013



Déclaration finale

Aux travailleurs, aux jeunes, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique

Le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale vient de clore ses travaux. Nous, délégués de 50 pays, qui avons participé à ce congrès, voulons soumettre nos principales conclusions à la discussion.

L'ordre du jour de notre congrès prévoyait une large discussion consacrée à la lutte contre la guerre et les interventions et occupations militaires, qui, partout, menacent l'humanité.

Mais, alors même que se poursuivait cette discussion, une dépêche de presse tombait :

« Le gouvernement de Mariano Rajoy a autorisé les Etats-Unis à déployer sur le territoire espagnol une force d'intervention rapide, en prévision d'un chaos généralisé prévu en Algérie. A la base de Moron de la Frontera, située dans la province de Séville, en Andalousie, se déploieront dans les jours qui viennent un demi-millier d'éléments des forces spéciales, relevant du corps des marines de l'US Navy, ainsi que 8 avions militaires américains.

Cette force d'appoint américaine sera investie de la mission d'intervenir en Algérie, où les prémices d'un chaos généralisé se font de plus en plus précises, notamment dans le sud du pays et à l'approche de la présidentielle par lesquelles l'actuel président, Abdelaziz Bouteflika, compte s'éterniser au pouvoir en se confectionnant un scrutin le faisant succéder une quatrième fois à lui-même.

Selon le journal londonien Al-Quds arabi, qui a rapporté cette information, la décision espagnole d'autoriser les Etats-Unis à déployer leurs forces s'est prise inhabituellement vite. En effet, quelques jours ont suffi à Mariano Rajoy

pour transmettre son feu vert à Washington pour dépêcher ses forces et ses avions, témoignant ainsi par sa hâte de l'imminence du danger couvant en Algérie, le régime pouvant tomber en désuétude à tout moment. »

Ainsi donc, l'impérialisme américain procède à des préparatifs d'intervention en Algérie. A cet effet, une nouvelle fois, il fabrique de toutes pièces un scénario pour « justifier » une intervention militaire imminente, et cela au nom de « la démocratie » et de la lutte contre « le chaos ».

La véritable raison n'est-elle pas le refus de l'Algérie de faire participer son armée nationale à la guerre de l'impérialisme français au Mali et de la financer ? La véritable raison n'est-elle pas à chercher d'abord dans le refus légitime de l'Algérie de céder aux exigences des multinationales, en préservant un contrôle majoritaire de l'Etat sur le gaz et le pétrole ?

La véritable raison n'est-elle pas le refus ferme et clair de l'Etat algérien de toute ingérence, qu'il s'agisse de l'ingérence étrangère dans la politique intérieure du pays ou d'une ingérence algérienne à l'extérieur ?

La menace qui se précipite contre la nation algérienne est d'une gravité majeure. Elle porte en elle la dislocation totale de la région. Saisi de cette information, le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale a modifié son ordre du jour. La guerre devient désormais la forme permanente d'un système d'exploitation capitaliste en pleine crise de décomposition, qui ne parvient plus à survivre que par la des-

truction massive des forces productives, au premier rang desquelles la destruction de la force de travail, et cela, alors que l'ensemble du système de domination politique de l'impérialisme est totalement ébranlé.

La classe ouvrière, le mouvement ouvrier, entraînant avec eux toutes les couches populaires, refusant dans la clarté toute forme de soutien aux politiques guerrières, ont la capacité de contraindre l'impérialisme à reculer. Dans ce but, la IV^e Internationale déploiera tous les efforts pour contribuer au déploiement de la plus large campagne dans l'unité qui s'impose pour empêcher l'intervention, campagne qui concentre aujourd'hui le combat pour en finir avec le système d'exploitation.

Venus de tous les continents, les délégués au VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale ont, d'une seule voix, affirmé : « Cette guerre d'agression contre l'Algérie ne doit pas avoir lieu ! Bas les pattes devant l'Algérie ! Non à l'intervention ! » et pris les dispositions pour appuyer et déployer sans délai à l'échelle internationale et dans chaque pays les plus larges initiatives d'unité sur ces mots d'ordre.

Un délégué a rappelé :

« En 2003, le président Bush avait annoncé le plan américain dit de Grand Moyen-Orient, et en 2006, Condoleezza Rice annonçait le nouveau plan du Moyen-Orient. C'était le dépeçage de toutes les nations sur des bases ethniques, religieuses et communautaires. Aujourd'hui, ces plans sont étendus dans toute la région du Sahel.

L'Algérie, qui s'est dressée comme nation dans la lutte révolutionnaire victorieuse contre le colonialisme français, devenue aujourd'hui le plus grand pays d'Afrique qui recèle des richesses et qui reste un Etat souverain, devient un obstacle. »

C'est un fait : c'est bien cet « obstacle » que la menace d'intervention impérialiste imminente voudrait balayer.

L'urgence de la situation née de cette menace contre l'Algérie exprime la profonde unité des problèmes auxquels les travailleurs et les peuples sont confrontés sur tous les continents.

Un délégué a souligné :

« Concernant les pays opprimés par l'impérialisme, bien évidemment, c'est à la classe ouvrière qu'il revient de prendre en charge les questions démocratiques nationales. Mais le front uni anti-impérialiste appelle, y compris, à passer des accords, à réaliser l'unité avec des organisations petites-bourgeoises, voire nationalistes-bourgeoises, ou même des fractions de l'appareil de l'Etat dès lors qu'il s'agit de résister à l'impérialisme.

Mais la politique de front uni anti-impérialiste exige au préalable une politique indépendante. Parce que nous sommes pour la défense de la nation et de la souveraineté nationale, nous soutenons tout pas qui va dans ce sens. Partisans de la souveraineté du peuple, nous nous battons pour la démocratie véritable parce que nous sommes indépendants et que, pour nous, la rupture avec l'impérialisme implique de restituer la parole au peuple, et la réappropriation de toutes les richesses. Pour nous, cette politique s'inscrit dans le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan. »

Les travaux du congrès de la IV^e Internationale ont, comme prévu, dans un ordre du jour modifié, examiné tous les aspects de la situation mondiale : les guerres qui se multiplient et s'étendent en Afghanistan, en Irak, l'occupation militaire qui se poursuit en Haïti, les menaces d'interventions militaires impérialistes contre l'Iran et la Syrie, l'ingérence de l'impérialisme américain au Venezuela, tout cela intervenant après l'intervention militaire impérialiste en Libye ; mais aussi les puissantes mobilisations révolutionnaires, qui, après la Tunisie et l'Egypte, ont marqué le continent européen et ouvert la voie à un ébranlement généralisé de toutes les institutions, les puissantes grèves et manifestations en Grèce, en Espagne, au Portugal contre les plans destructeurs de la troïka et les obstacles auxquels elles se heurtent. Le congrès de la IV^e Internationale a bien passé en revue les différentes initiatives de front unique dont ses sections sont partie prenante sur les différents continents.

Le congrès a conclu à la nécessité de travailler partout à construire et renforcer les sections de la IV^e Internationale, en inscrivant la construction de partis révolutionnaires dans l'action, sous des formes

appropriées à chaque pays, pour l'indépendance des organisations ouvrières, par la construction de partis ouvriers indépendants ou de regroupements ouvriers politiques indépendants dont la IV^e Internationale revendiquée d'être une composante.

De tout cela, il sera largement rendu compte dans le prochain numéro de *La Vérité* (il s'agit donc de ce numéro — NDLR), qui sera consacré au compte rendu du congrès.

Pour l'heure, nous voulons concentrer la conclusion de cette déclaration sur cette appréciation : l'engagement révolutionnaire des sections de la IV^e Internationale — à savoir l'émancipation des travailleurs des chaînes de l'exploitation et de l'oppression par les travailleurs eux-mêmes — se concentre aujourd'hui dans l'engagement inconditionnel dans la campagne contre l'intervention en Algérie, pour la défense de son intégrité et de sa

souveraineté. Cet engagement concentre en cet instant précis la position de principe de la IV^e Internationale, qui, en toutes circonstances, combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier : contre la guerre, contre toutes les interventions militaires étrangères et les politiques d'ingérence, pour le retrait de toutes les troupes, pour le respect de la souveraineté de toutes les nations.

Travailleurs, militants et jeunes de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique, en cette heure de l'histoire de l'humanité où tout semble s'accélérer, la IV^e Internationale vous invite à prendre connaissance de ses propositions, à poursuivre avec elle la discussion engagée et à rejoindre son combat.

**Adoptée à l'unanimité par
le VIII^e Congrès mondial
de la IV^e Internationale**

Le VIII^e Congrès mondial a réuni 150 délégués venus de 50 pays

La rédaction de La Vérité

Le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale s'est réuni du 26 au 29 avril 2013. Il a rassemblé pendant quatre jours 150 délégués venus de cinquante pays, membres du conseil général (1) sortant, observateurs de groupes sympathisants et invités associés aux travaux du congrès mondial. Il avait été convoqué par le conseil général réuni en juillet 2012, sur la base d'un document préparatoire intitulé « *Les enjeux du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale* » (publié dans *La Vérité*, n° 75, et adopté à l'unanimité par le congrès mondial). Soulignons que — dans une situation mondiale marquée par une brusque aggravation de la crise de décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, par une extension des guerres

contre-révolutionnaires organisées par l'impérialisme sur tous les continents pour tenter de vaincre les soulèvements révolutionnaires des peuples —, le congrès mondial a pu se réunir d'abord parce que l'ensemble des sections de la IV^e Internationale ont assuré, durant onze mois, une campagne financière permettant de rassembler auprès des militants ouvriers, des travailleurs et des jeunes les moyens financiers nécessaires à sa tenue.

Revue théorique de la IV^e Internationale, *La Vérité* se doit de rendre

(1) Le conseil général est l'instance de direction élue par le congrès mondial. Le conseil général a désigné en son sein un secrétariat international composé de camarades, militants de neuf sections nationales.

compte des travaux de ce congrès qui, de l'avis unanime des délégués, a représenté un pas en avant, dans la voie de la réalisation de l'objectif fixé par le document « *Les enjeux du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale* », qui précisait :

« *L'objectif du VIII^e Congrès mondial est d'orienter l'activité des sections à partir de cette appréciation de la situation mondiale pour franchir une étape dans la construction, répondant ainsi à ce que le Programme de transition caractérise comme "la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat". Nous le savons, le parti révolutionnaire dirigeant ne sera pas construit avant la crise révolutionnaire. Mais pour qu'il puisse se construire au cours de la crise révolutionnaire, il faut un groupe de la IV^e Internationale, menant une politique de front unique visant à aider les masses, par leur mobilisation révolutionnaire sur des revendications transitoires, à avancer sur la voie de la solution à la question du pouvoir.* »

L'ANNONCE DE PRÉPARATIFS MILITAIRES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN CONTRE L'ALGÉRIE SOUVERAINE VIENT BOULEVERSER L'ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

A l'origine, l'ordre du jour adopté par les délégués devait s'articuler autour de deux axes majeurs.

Le premier devait être consacré à la question centrale :

« *Guerre et révolution, ingérence et offensive de destruction des nations. Construction de la IV^e Internationale et de ses sections sur la ligne de la transition dans la construction du parti et de l'Internationale sur l'orientation du front uni anti-impérialiste et du front unique ouvrier.* »

Le second devait, lui, être consacré à

« *la marche à la crise révolution-*

nnaire sur le continent européen, concentré de l'impasse du régime de la propriété privée », et donc à la question : « *Quelle stratégie de construction des sections de la IV^e Internationale en Europe ?* »

A peine la discussion était-elle engagée sur le combat contre les guerres et les interventions militaires qui s'étendent à l'échelle mondiale, que tombait la dépêche de presse informant que :

« *Le gouvernement de Mariano Rajoy a autorisé les Etats-Unis à déployer sur le territoire espagnol une force d'intervention rapide, en prévision d'un chaos généralisé prévu en Algérie. A la base de Moron de la Frontera, située dans la province de Séville en Andalousie, se déploieront dans les jours qui viennent un demi-millier d'éléments des forces spéciales, relevant du corps des Marines de l'US Navy, ainsi que 8 avions militaires américains. Cette force d'appoint américaine sera investie de la mission d'intervenir en Algérie où les prémices d'un chaos généralisé se font de plus en plus précises, notamment dans le sud du pays et à l'approche de la présidentielle par laquelle l'actuel président, Abdelaziz Bouteflika, compte s'éterniser au pouvoir en se confectionnant un scrutin le faisant succéder une quatrième fois à lui-même. Selon le journal londonien, Al-Quds al-Arabi qui a rapporté cette information, la décision espagnole d'autoriser les Etats-Unis à déployer leurs forces s'est prise inhabituellement vite. En effet, quelques jours ont suffi à Mariano Rajoy pour transmettre son feu vert à Washington pour dépêcher ses forces et ses avions, témoignant ainsi par sa hâte de l'imminence du danger couvant en Algérie, le régime pouvant tomber en désuétude à tout moment.* »

Difficile de donner une expression plus concentrée de la période et des contradictions dans lesquelles nous sommes entrés à l'échelle mondiale.

Le congrès décidait alors de modifier son ordre du jour, et de reprendre la discussion politique ouverte sur la base du

rapport qui venait de lui être présenté sur les guerres de dislocation des nations, en lui donnant immédiatement son expression la plus concrète possible.

En prenant cette décision, le congrès choisissait d'orienter ses travaux vers la recherche du dégagement d'un levier pour l'action politique pratique, pour permettre à toutes les sections de mettre en œuvre — sous les formes adaptées à chaque situation nationale — une orientation unifiée de combat pour le front uni anti-impérialiste, reliée au combat pour le front unique ouvrier. En cela, il inscrivait la discussion qu'il avait initialement programmée sur la stratégie de construction des sections de la IV^e Internationale en Europe dans son véritable cadre, celui qui fait de la « crise européenne » un maillon de la marche à la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale.

UNE DÉCISION QUI CONCENTRE L'ESSENCE DE NOTRE PROGRAMME

Le congrès unanime a décidé de se saisir de cette « information » sur les préparatifs militaires de l'impérialisme américain, pour s'adresser « *aux travailleurs, aux jeunes, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique* » et pour les appeler à prendre toutes les initiatives susceptibles de contribuer à réaliser l'unité la plus large pour empêcher l'intervention contre la souveraineté de l'Algérie.

Le fait que les délégués venus d'Afrique du Sud, engagés dans les plus grands combats de classe, dans le prolongement du séisme politique — d'une importance majeure pour la classe ouvrière mondiale — provoqué par la grève des mineurs de Marikana ; que les délégués du Bangladesh, aux premiers rangs du combat contre l'atroce surexploitation que les multinationales imposent à leur pays, et dont le crime commis contre les mille ouvrières qui venaient d'être écrasées par l'effondrement de leur usine constitue un acte d'accusation implacable ; que les camarades d'Afghanistan invités à ce congrès, qui défendent le drapeau de

l'internationalisme et des droits ouvriers depuis des décennies malgré la plus atroce des guerres imposée à leur pays ; que les délégués européens, qui agissent sur le terrain de la lutte de classe dans le contexte du basculement de l'ensemble de leur continent, d'une tentative de destruction sans précédent de toutes les conquêtes ouvrières sous la pression directe de la troïka (BCE, Commission européenne, FMI), instrument du capital financier... Le fait, donc, que tous aient, unanimement décidé de faire de cette menace contre la souveraineté de l'Algérie l'axe d'une campagne internationale et qu'ils aient matérialisé par cet acte leur compréhension commune de « l'unité mondiale de la lutte des classes » et de ce qu'elle implique sur le terrain de l'action, témoigne de la maturité politique qui a marqué ce VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Il n'est pas inutile, dans cet article, de souligner les considérants politiques qui ont conduit à cette décision.

DEVANT UN NOUVEL AJUSTEMENT STRATÉGIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Pour le congrès de la IV^e Internationale, les menaces immédiates qui pèsent sur la souveraineté de l'Algérie concentrent toutes les contradictions du nouveau tournant stratégique tenté par l'impérialisme américain.

Confronté à la crise insurmontable que provoque jusque dans ses sommets la résistance grandissante provoquée à l'échelle mondiale par le déchaînement de la barbarie impérialiste — résistance qui s'est exprimée avec une vigueur nouvelle aux Etats-Unis mêmes, marqués par les puissantes grèves et actions de classe des enseignants de Chicago, des mouvements du Wisconsin et de l'Ohio —, Washington est contraint de poursuivre l'ajustement de sa stratégie d'intervention contre-révolutionnaire. C'est en cela que l'annonce de préparatifs militaires contre la souveraineté d'une nation clé pour tout le Maghreb prend une signification qui dépasse le seul continent africain et concerne le prolétariat international.

Depuis la guerre d'Irak, l'impérialisme américain a été contraint, par l'ampleur des tâches qui découlent de l'occupation du pays (notamment pour un pays, aussi puissant soit-il, qui est miné par un déficit phénoménal), de tenter un réajustement de sa stratégie.

Ses dirigeants ont publiquement reconnu que les Etats-Unis ne pouvaient plus se permettre de jouer ouvertement le rôle du « gendarme du monde » intervenant directement sur tous les continents. Occuper un pays et l'administrer, comme ils ont essayé de le faire pour l'Irak, provoquerait — dans cette situation où couvent de véritables soulèvements populaires sur tous les continents — une situation dangereuse pour eux, et donc pour la domination de l'ordre impérialiste mondial dont ils sont les garants. Sous la pression de cette résistance grandissante et afin de la combattre plus efficacement, ils ont cherché à adapter leur stratégie à la nouvelle situation, révélant leur incapacité à s'ériger en « super-impérialisme » imposant sa loi aux peuples ainsi qu'à leurs alliés impérialistes européens.

Dans la guerre de Libye, au nom de la stratégie de la « direction de l'arrière », ils s'étaient cachés derrière leurs alliés impérialistes français et britannique, tout en conservant le contrôle de la coordination des opérations aériennes.

En Syrie, une nouvelle étape est franchie. L'Etat doit y être démantelé pour pouvoir déstabiliser toute la région, menacer toutes les populations dans leur existence même, protéger l'Etat d'Israël tout en resserrant l'étau sur l'Iran. Des soulèvements armés y ont été minutieusement planifiés et organisés. Objectif : entraîner les différentes composantes de la nation syrienne dans une guerre civile sans fin, jusqu'à leur épuisement, mais avec tous les risques de dérapage inhérents à cette stratégie. Des risques de dérapage qui provoquent une crise sans précédent au sein même de l'administration américaine, sur laquelle viennent converger toutes les contradictions de la crise du système à l'échelle mondiale, ainsi que des tensions vives avec ses « alliés », notamment européens, sommés de financer et d'engager des

troupes dans toute la zone sahélienne, sans garanties d'être payés en retour pour cet engagement.

Le financement par le Qatar de groupes mercenaires djihadistes constitue le principal instrument de cette opération, ce qui n'exclut pas le surarmement de l'Etat d'Israël et des Etats du Golfe via les contrats de centaines de milliards de dollars consentis aux entreprises d'armement américaines (les affaires sont les affaires).

Les horreurs et atrocités de la guerre sont complaisamment diffusées dans le but évident de mobiliser les opinions « démocratiques » des pays impérialistes, les pousser à faire pression sur leurs propres gouvernements pour qu'ils s'engagent, à leur tour, dans un soutien financier et militaire actif à ces groupes, et ainsi faire « partager » le fardeau financier du maintien de l'ordre mondial aux impérialismes secondaires, notamment européens.

En prenant la décision de tirer toutes les conséquences de cette dépêche de presse sur les préparatifs américains, le congrès a indiqué qu'il ne s'agissait pas, pour lui, de guerres limitées au continent africain (ou même au Moyen-Orient), mais d'une des manifestations majeures de la crise de tout le système, et donc bel et bien de guerres dont l'extension prend, un peu plus chaque jour, un caractère « mondial ».

La guerre au Mali, qui participe de l'opération engagée contre la souveraineté algérienne — préparée par la dislocation de la Libye, réalisée par les gouvernements français et britannique —, ne concerne plus seulement l'Afrique subsaharienne. Elle intègre désormais le continent européen dans son champ d'action direct. L'attentat contre l'ambassade de France à Tripoli ne peut être compris que comme un « avertissement » et une menace d'intervention directe sur le territoire d'un Etat engagé dans la guerre du Mali.

La lutte contre la guerre s'invite, d'ores et déjà, comme un élément de la vie politique quotidienne des travailleurs et des peuples de pays impérialistes comme la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Elle est plus que jamais étroitement reliée à la lutte de classe contre l'exploitation.

LE COMBAT POUR LE FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE ET LE COMBAT POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER SONT INDISSOLUBLEMENT LIÉS

Pour les militants de la IV^e Internationale, il n'y a pas, d'un côté, la guerre — les guerres contre-révolutionnaires de dislocation des nations, des Etats et des peuples — et, de l'autre, la « guerre économique » que se livrent sans pitié les différents gangs impérialistes (au demeurant alliés dans la répression des peuples et le maintien de l'ordre mondial) pour le contrôle des matières premières et des marchés, ainsi que pour la « compétitivité ». De même n'y a-t-il pas d'un côté les guerres contre-révolutionnaires de dislocation des nations, des Etats et des peuples et, de l'autre, la véritable guerre sociale que mènent les gouvernements impérialistes contre leurs classes ouvrières respectives et contre la démocratie, tentant d'y associer les directions des organisations ouvrières. Tous ces éléments sont totalement imbriqués, et forment le terrain d'intervention et de construction des sections de la IV^e Internationale.

Impossible par exemple, d'isoler la pression exercée par les Etats-Unis sur la France pour qu'elle assume toutes ses responsabilités militaires au Mali (et prenne sa part de l'allègement des charges militaires de l'impérialisme américain), de la pression renforcée qu'ils exercent sur tous les Etats européens pour la signature d'un « accord de libre-échange » entre l'Europe et les Etats-Unis. Washington en a besoin pour ouvrir au forceps les marchés qu'il lui faut conquérir pour garantir les profits des groupes qu'il représente, et pour tenter de repousser, autant que faire se peut, le krach qui menace l'économie mondiale.

Si la résistance, sans cesse renaissante, des peuples à l'agression permanente dont ils sont l'objet a contraint l'impérialisme américain à s'engager dans un périlleux ajustement stratégique, la résistance de la classe ouvrière et des peuples à sa politique d'ajustement structurel le contraint à tenter d'opérer un ajustement du même type sur un tout autre plan.

Obama mène la danse, et il est secondé par Lagarde, ex-avocate d'affaire de Chicago, devenue en France ministre de Sarkozy et actuellement présidente du FMI. Confronté dans le monde entier aux menaces d'explosion sociale — tout particulièrement en Europe —, l'état-major du capital financier fait mine de réajuster ses plans d'austérité, de les « alléger », pour pouvoir porter jusqu'au bout les « réformes structurelles » dictées par le FMI. Une sorte de front tente de se constituer autour d'une « gauche » européenne, chargée de canaliser les masses en les enfermant dans le carcan de « l'objectif » d'infléchir les plans de la tristement célèbre troïka FMI-BCE-Commission européenne.

Ces deux plans ne font qu'un, et appellent à lier étroitement le combat pour le front uni anti-impérialiste et le front unique ouvrier dans les pays dominés au combat pour le front unique ouvrier dans les pays impérialistes. C'est ce qu'a explicitement voulu affirmer le congrès en adoptant son appel et soulignant la place qui doit être celle des sections européennes dans le processus d'ouverture de crises révolutionnaires qui se prépare à embraser tout le continent.

LA SIGNIFICATION MONDIALE DE L'OFFENSIVE PROGRAMMÉE PAR L'IMPÉRIALISME CONTRE LA SOUVERAINETÉ DE L'ALGÉRIE

Pourquoi ce qui se trame aujourd'hui contre l'Algérie représente-t-il un chaînon majeur de ce tournant mondial ?

La nation algérienne s'est constituée, il y a cinquante ans, au terme d'une guerre révolutionnaire qui a infligé une défaite cuisante à l'impérialisme français, ancienne puissance coloniale, au prix terrible d'un million et demi de martyrs algériens. La révolution algérienne déclenchée le 1^{er} novembre 1954 a inscrit jusqu'à ce jour des conquêtes nationales, démocratiques et sociales qui ont subsisté et résisté à la « décennie noire » de terrorisme (1992-2002) qui a coûté la vie à 200 000 citoyens. Ces conquêtes

démocratiques garantissant la souveraineté nationale se sont manifestées récemment par le refus de l'Algérie de mettre son armée et ses ressources au service de l'intervention française au Mali, opération de dislocation de l'ensemble du Sahel menée au compte de l'impérialisme américain (c'était notamment le but de la visite du président français en Algérie, quelques semaines avant que la France ne s'engage dans l'opération militaire au Mali).

La préservation de la souveraineté nationale se matérialise également dans la règle des 51/49, une règle particulièrement contestée, depuis des années, par les représentants directs de l'impérialisme.

Rappelons ainsi ce qu'en mars 2013 publiait la presse algérienne, à la veille de la visite de M^{me} Lagarde, directrice générale du FMI :

« La règle 49/51 régissant l'investissement étranger en Algérie doit être éliminée ou tout au moins limitée. C'est ce que suggère un haut conseiller au Fonds monétaire international (FMI), appelant également à budgétiser les subventions implicites, stopper l'augmentation des salaires et relancer le crédit à la consommation. (...) Le conseiller et chef de mission au FMI, Zeine Ould Zeidane, avait plaidé hier à la résidence El-Mithak pour l'amélioration de l'attractivité de l'Algérie aux investissements directs étrangers. D'où la nécessité d'une diminution des restrictions persistantes sur les échanges avec l'extérieur, dont celle liée à la règle 49/51 régissant l'investissement étranger. A ce propos, le conseiller du FMI, qui intervenait lors d'une conférence sur le thème "croissance et création d'emplois en Algérie", a appelé à éliminer la règle 49/51 ou tout au moins à la limiter à quelques secteurs stratégiques » (Le Soir d'Algérie, 13 mars 2013).

La raison qui amène l'impérialisme à faire un pas de plus dans la mise en place d'un dispositif d'agression contre la nation algérienne n'est-elle pas parfaitement résumée dans cet article de presse ?

Sous cet angle, les préparatifs militaires de l'impérialisme engagés contre l'Algérie sont inévitablement dirigés contre toutes les nations qui auraient la prétention de vouloir défendre leurs

prérogatives, liées à l'exercice plein et entier de la souveraineté nationale. Toutes les nations... et, pour ne parler que de l'Amérique latine : le Venezuela après la mort de Chavez, la Bolivie ou même le Brésil.

La défense de la souveraineté de la nation algérienne s'impose comme un devoir pour tous les partisans de la défense de la souveraineté de toutes les nations menacées par l'impérialisme, au premier rang desquels se trouve bien évidemment la classe ouvrière. Ce combat constitue la meilleure préparation à la lutte que l'impérialisme en pleine décomposition contraint inévitablement les peuples à engager sur tous les continents.

Mais il existe une dimension particulière, peut-être encore plus directement politique, à cette décision prise par l'impérialisme de s'attaquer à l'Algérie pour la faire sauter, avec les méthodes qu'il a expérimentées en Syrie. Une dimension qui nous ramène au cœur des processus révolutionnaires qui ont commencé à ébranler les pays de la région, à commencer par la Tunisie.

La guerre en Libye a été le « contre » opposé par l'impérialisme aux développements des processus révolutionnaires qui avaient lieu en Tunisie et en Egypte. La IV^e Internationale a réfuté, à l'époque, l'argument selon lequel nous assistions à un « printemps arabe » ou à des « révolutions arabes ». Pour elle, les processus en cours, en Tunisie comme en Egypte, s'inscrivaient dans la chaîne des soulèvements révolutionnaires dressant les peuples contre l'oppression impérialiste ; ils marquaient le franchissement d'une nouvelle étape dans le développement de la révolution mondiale.

En Tunisie, la jeunesse, la population se sont mobilisées massivement. Dans ce mouvement, le peuple s'est naturellement saisi de l'organisation historique qui avait joué un rôle central dans sa lutte de libération nationale contre l'impérialisme français. Le soulèvement populaire s'est tourné vers les militants, les cadres de l'organisation syndicale Union générale tunisienne du travail (UGTT). L'UGTT est une organisation qui a été fondée en 1946, qui s'est constituée pour défendre

les droits des travailleurs tunisiens. Mais en défendant les droits des travailleurs tunisiens, elle s'est dressée contre le colonialisme, parce que les patrons étaient les colons français. Elle s'est construite en reliant étroitement les revendications sociales aux revendications nationales. Et, quels qu'aient été les compromis de la direction de l'UGTT avec le pouvoir national durant des décennies, l'organisation syndicale indépendante a été préservée comme organisation syndicale de classe. Et cela, malgré la politique de ses dirigeants. Quand la masse a surgi, elle s'est tournée vers ces militants. Elle s'est tournée vers ce cadre d'organisation. Et la classe ouvrière avec son organisation a été au cœur des processus révolutionnaires en Tunisie. C'est précisément ce qui permet de comprendre la distinction entre la profondeur des processus en Tunisie, qui ont abouti à une liquidation partielle, mais importante, du régime de Ben Ali et ne se sont pas limités à la chute du régime de Ben Ali. A la différence des processus en cours en Egypte, où la classe ouvrière, la population ont pu, certes, chasser Moubarak, mais sans réussir à abattre le cœur du régime constitué par l'armée. L'absence d'une organisation de classe a pesé, même si la classe ouvrière égyptienne a cherché et cherche aujourd'hui à constituer des syndicats indépendants.

La situation actuelle en Tunisie (où la classe ouvrière dispose d'une telle organisation) prouve qu'il serait néanmoins illusoire de croire que les processus révolutionnaires pourraient se développer de manière linéaire, remettant spontanément en cause le pouvoir de la classe capitaliste et de l'impérialisme pour ouvrir la voie à une réorganisation totale de la société. C'est un combat à mort qui est engagé. Il exige que se construise un parti dans le combat pour la défense de l'indépendance de l'organisation de classe que représente l'UGTT, clé de voute de la défense de la souveraineté nationale. Un

parti qui agisse en intégrant dans son action la dimension vitale pour la défense du processus révolutionnaire en Tunisie, le combat contre l'offensive de l'impérialisme contre la souveraineté du peuple frère algérien. La profondeur du processus révolutionnaire n'a pas disparu ; s'il a dû refluer, il continue de mûrir et les états-majors de l'impérialisme le savent. La dislocation de la Libye n'a pas suffi, l'infiltration de groupes djihadistes dans le sud de la Tunisie et de l'Algérie n'a pas suffi. Il faut à l'impérialisme franchir un nouveau cran dans la politique de dislocation de la région, pour tenter d'endiguer le processus révolutionnaire qui couve et menace de resurgir à tout moment en embrasant tout le Maghreb. Il lui faut tenter de mettre l'Algérie à feu et à sang.

LES DÉCISIONS DU VIII^e CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

C'est dans le cadre de cette appréciation des développements d'ensemble de la situation mondiale, de la crise provoquée au sein même des états-majors de l'impérialisme provoquée par la résistance immense de la classe ouvrière et des peuples — en dépit de la politique de leurs directions traditionnelles — sur tous les continents, que le VIII^e Congrès mondial a décidé de se réorganiser autour de bureaux continentaux de la IV^e Internationale. L'objectif de cette réorganisation : faciliter l'élaboration concrète de l'articulation entre la lutte pour le front uni anti-impérialiste dans les pays dominés et pour le front unique ouvrier dans les pays impérialistes, donc la construction des sections de la IV^e Internationale, en relation étroite avec les formes concrètes prises par la résistance des travailleurs et des peuples sur tous les continents.

Dans la discussion du VIII^e Congrès mondial

Dominique Ferré

Saisi des menaces contre l'Algérie, le VIII^e Congrès mondial (voir article précédent) a longuement discuté des tâches de la IV^e Internationale face à ces menaces. Un camarade a notamment tenu à rappeler :

« Dans le manifeste de la conférence d'urgence qui a été convoquée par le Parti des travailleurs et l'UGTA à Alger à la fin de l'année 2011, les participants ont mis l'accent sur la défense de l'Algérie comme nation, la défense de sa souveraineté. Défense de l'Algérie qui commémore le 50^e anniversaire de son indépendance, considérant qu'il était évident pour tout le monde que l'agression contre le Mali prépare l'agression contre toutes les nations du Sahel et particulièrement l'Algérie.

Hier, dans leurs interventions, des camarades ont cité un certain nombre d'éléments qui expriment une résistance. Une résistance certes partielle et qui met l'Algérie dans l'œil du cyclone. Le camarade rapporteur avait abordé la question du front uni anti-impérialiste telle qu'elle s'est exprimée en Algérie, telle que le Parti des travailleurs l'a mise en œuvre. (Il nous revient) à mon avis, de discuter de la manière la plus précise de comment mettre en œuvre la politique de front uni anti-impérialiste pour la défense des souverainetés nationales contre les guerres, parce que la guerre impérialiste, cela va faire bientôt un siècle qu'elle est la ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier.

Le même site qui publie La dépêche "Des Marines et des avions de combat américains en Espagne en prévision d'un chaos généralisé en Algérie" rappelle aussi les déclarations faites par un certain Bruce Riedel, un ex-conseiller présidentiel américain qui a annoncé en 2012 à Madrid, dans une conférence, que l'Algérie souffre d'un régime policier, que sa société est renfermée et qu'aucune volonté réformatrice chez les tenants du pouvoir n'est à l'horizon. Selon lui, les mêmes conditions ayant conduit à l'explosion populaire en Egypte sont réunies en Algérie : une pression démo-

graphique grandissante et mal maîtrisée, une jeunesse en désarroi, désespérée et l'absence totale de toute ouverture politique.

Alors ce Bruce Riedel explique que dépenser des milliards de dollars pour acheter un silence provisoire du peuple, c'est-à-dire créer des emplois, c'est-à-dire protéger les populations qui sont les plus démunies, cela ne sert à rien, ce ne sera plus d'aucun effet dans un avenir proche. Il conclut que le processus est enclenché et que le soulèvement populaire généralisé arrivera sous peu.

L'AGRESSION EN LIBYE : UN POINT DE DÉPART POUR CIBLER L'ALGÉRIE

Ce sont là, je pense, des extraits très significatifs de ce qui est en train de se mettre en place. Parce que l'agression française en Libye était le point de départ d'un tournant qui mettait au centre, comme cible principale, l'Algérie.

Ce qui est en cause, c'est le refus de l'Etat algérien de faire participer l'armée nationale dans la guerre impérialiste française au Mali. C'est le refus de financer cette guerre. C'est le refus de devenir un Pakistan bis ou un Qatar, ou une Turquie dans la région. C'est aussi le refus, jusqu'à maintenant en tous cas, de remettre en cause des décisions souveraines dont la règle de 51-49 (1), la préférence nationale, le droit de préemption pour l'Etat. C'est le fait d'avoir décidé la reconstruction du pays et une réorientation économique. Et c'est le fait qu'il y a un refus clair de toute ingérence, de toute interférence dans la politique intérieure algérienne ; et le refus, en même temps, de l'Etat d'intervenir à l'étranger.

En 2003, le président Bush avait annoncé le plan américain dit de "Grand Moyen-Orient" et, en 2006, Condoleezza

1) Voir article précédent.

Rice annonçait le nouveau plan de Moyen-Orient. C'était le dépeçage de toutes les nations sur des bases ethniques, religieuses et communautaires. Aujourd'hui, ces plans sont étendus dans toute la région du Sahel, et effectivement, l'Algérie, devenue le plus grand pays d'Afrique, qui recèle des richesses, qui est un Etat souverain, devient un obstacle. Parce que cela constitue un point d'appui. »

unique ouvrier), un autre camarade rappelait :

« C'est une déclaration de la IV^e Internationale, ce n'est pas un document sur la base duquel une campagne de front unique pourrait s'engager, c'est donc notre position. Une position que nous avons tout intérêt à partager et à faire partager. Il ne manquera pas de se développer dans les jours qui viennent, sur Internet, dans les médias bourgeois mais aussi de "gauche" et "d'extrême gauche", une campagne sur le thème qu'il faudrait condamner un "autocrate", un "semi-dictateur", qui veut s'accorder un quatrième mandat présidentiel... Pour notre part, nous affirmons que c'est au peuple algérien et à personne d'autre de décider de son sort. Notre position a été exprimée à de nombreuses reprises par Trotsky, lorsqu'il a défendu le Négus d'Ethiopie contre l'invasion italienne, ou

NOUS REVENDIQUONS PLEINEMENT LA STRATÉGIE DU FRONT UNI ANTI-IMPÉRIALISTE

Dans la discussion sur le projet de déclaration qui développe une orientation de front uni anti-impérialiste (combiné au front

Les Thèses générales sur la question d'Orient du IV^e Congrès de l'Internationale communiste (1922)

Il est en effet indispensable de rappeler que la IV^e Internationale n'a, de ce point de vue, rien inventé et qu'elle s'inscrit complètement dans l'élaboration des III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste de Lénine et Trotsky. Dans le cadre du reflux de la vague révolutionnaire qui avait suivi Octobre 1917 en Europe, les III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste dégagent et articulent les stratégies du front unique ouvrier, et du front uni anti-impérialiste. En particulier, les *Thèses générales sur la question d'Orient* du IV^e Congrès en 1922 affirment que *« l'Internationale communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Toutefois, elle ne perd pas de vue en même temps que, seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire. »*

Invitant les communistes d'Orient à combiner front uni anti-impérialiste et front unique ouvrier, les Thèses mettent en garde contre deux écueils : *« Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de "défense" exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une "unification nationale" ou d'une "paix sociale" avec les démocrates bourgeois. »*

Les thèses poursuivent : *« Dans les pays occidentaux qui traversent une période transitoire caractérisée par une accumulation organisée des forces, a été lancé le mot d'ordre du front prolétarien unique ; dans les colonies orientales, il est indispensable, à l'heure présente, de lancer le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique. L'opportunité de ce mot d'ordre est conditionnée par la perspective d'une lutte à longue échéance contre l'impérialisme mondial, lutte exigeant la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires. »*

Seize ans plus tard, le *Programme de transition*, de la IV^e Internationale (1938) précisera (à propos de la lutte contre la guerre impérialiste) : *« Tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront, sans aucun doute, d'utiliser cette guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste, mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. (...) La défaite de tout gouvernement impérialiste dans la lutte contre un Etat ouvrier ou un pays colonial est le moindre mal. »*

lorsqu'il a établi qu'en cas de conflit entre la dictature militaire au Brésil et la Grande-Bretagne "démocratique", nous serions inconditionnellement du côté du Brésil. Dans un passé plus récent, rappelons que, bien que n'ayant jamais caché le rôle de Saddam Hussein lors de la guerre réactionnaire de l'Irak contre l'Iran, nous avons défendu inconditionnellement l'Irak contre l'agression impérialiste, tant en 1991 qu'en 2003. Cette question avait d'ailleurs fait l'objet d'une discussion lors de la Conférence mondiale ouverte de Barcelone en janvier 1991, et nous avons convaincu les camarades qui formulaient des objections à ce propos. En 1927, lorsque Trotsky polémique contre la direction stalinienne de l'Internationale communiste sur sa politique erronée en Chine, il ne reproche pas d'avoir préconisé que le Parti communiste chinois soit rentré dans le Guomindang (le parti nationaliste de Chang Kaï-shek) mais que le parti se soit dissous dans le Guomindang, qu'il ait renoncé à son indépendance politique.»

COMBATTRE LA PRESSION DES MILIEUX "DÉMOCRATIQUES" PRO-IMPÉRIALISTES

Concernant la participation inconditionnelle de la IV^e Internationale à toute campagne de front unique pour la défense de la souveraineté des nations, et en l'occurrence de la nation algérienne, un camarade précisait :

« Il est indispensable de bien distinguer deux phases dans notre mobilisation. La première phase consiste à faire discuter largement de la déclaration adoptée par le congrès, dans les sections et autour de nous, et de l'utiliser comme un élément de renforcement, de recrutement à la IV^e Internationale. L'installation d'une base militaire américaine en Andalousie, explicitement en vue d'une intervention militaire en Algérie, ne signifie pas obligatoirement qu'une intervention aura lieu demain matin. Mais elle vise immédiatement à susciter, à provoquer des troubles en Algérie. Et dans ces conditions, il est clair que la pression viendra des milieux "démocratiques", en particulier des bonnes âmes de "gauche" et "d'extrême gauche" qui, on le voit sur la Syrie, n'hésitent pas à tenter de mobiliser "l'opinion publique" en faveur

d'une intervention impérialiste "démocratique". »

Signalons, au sujet de la Syrie, que de nombreux délégués ont fait remarquer le rôle réactionnaire joué par des courants politiques tels que le Secrétariat unifié pabliste (dont le Nouveau parti anticapitaliste en France) et différents regroupements morénistes, qui réclament une intervention internationale en Syrie et « l'armement des insurgés » de l'Armée syrienne libre financée par le Qatar, la Turquie et l'Arabie Saoudite. Un délégué du Liban apportait pour sa part le témoignage suivant :

« Ce qui se passe au Liban est lié à ce qui se passe en Syrie. En effet, tous les événements dans la région sont liés. C'est une partie de la guerre que mènent l'impérialiste américain et ses valets européens et arabes contre les peuples et pays de la région. Les Libanais vivent en ces jours un état d'effervescence et d'attente. La région nord, qui s'étend de Tripoli jusqu'au frontières syriennes, est tombée sous le contrôle des islamistes. Cette région a été vidée de tous partis, organisations et courants qui leur sont hostiles. Chaque jour on entend parler de barrages sur la route de Tripoli, d'assassinats et de tirs de snipers. L'"Armée syrienne libre" est massivement présente sur les lieux. C'est le cas aussi des renseignements américains et de l'ambassadeur américain qui ne cesse de visiter cette région, où il se rend bien plus souvent que les responsables officiels libanais. Depuis une semaine, des combats se déroulent le long de la frontière syrienne. La ville libanaise de Hermel a été bombardée par l'opposition syrienne présente dans le village syrien d'Al-Qussair. Ce bombardement a fait plusieurs victimes. (...) On ne compte plus les millions de dollars et d'euros en provenance des grandes puissances occidentales pour pousser à la discorde en créant des tensions confessionnelles et communautaires et faisant régner la peur parmi les citoyens, fonds qui, par des tours de passe-passe, atterrissent dans les poches de l'Armée syrienne libre pour finir enfin entre les mains du Front al-Nosra. »

Dans la même discussion, un camarade avait souligné l'importance de notre indépendance politique vis-à-vis de tous ceux qui accompagnent les ingérences impérialistes :

« Il est difficile, il est impossible de constituer des organisations ouvrières

indépendantes, de construire des sections de la IV^e Internationale sans une position claire sur la guerre, sous des formes évidemment qui tiennent compte des conditions légales dans chaque pays. Camarades, vous savez que l'impérialisme américain n'a pas hésité à faire ressurgir le problème du Sahara occidental pour déstabiliser le Maroc. Ainsi en avril, la représentante américaine à l'ONU a posé le problème de la mission de l'ONU en demandant d'élargir ses missions (2). Quelques semaines avant s'est réuni à Tunis le Forum social mondial, qui rassemblait toute la "gauche", de la Gauche européenne au Forum de Sao Paulo. Il y avait deux questions au centre : la Palestine (en réalité, l'utilisation de la question palestinienne, sur la ligne des prétendus "deux Etats") et le Sahara occidental ! Pas un seul mot sur l'intervention impérialiste au Mali ! Voilà ce qui caractérise ce rassemblement. A l'inverse, nous affirmons que le combat contre la guerre, cela signifie le combat contre notre propre impérialisme, et le combat contre l'union nationale qui tente de se réaliser autour du soutien à certaines interventions dites "humanitaires" comme l'intervention impérialiste au Mali ».

SAISIR TOUS LES POINTS D'APPUI POSSIBLES DANS UNE CAMPAGNE DE FRONT UNIQUE

A l'inverse, souligne un camarade du Portugal, il revient aux sections de la IV^e Internationale de chercher, avec la plus grande audace, dans chacun des pays où elles interviennent, les points d'appui pour l'aide à la résistance des masses et à la défense de la souveraineté des nations.

Ainsi, indique-t-il :

« Une des conquêtes de la révolution du 25 Avril 1974, inscrites dans la Constitution portugaise, c'est l'inviolabilité de l'espace aérien portugais, ce qui a empêché, en particulier lors de l'invasion de la Libye et de la guerre en Libye, le passage des avions militaires dans l'espace aérien portugais, malgré le soutien direct du gouvernement portugais à cette intervention. Camarades, la délégation portugaise à la Conférence d'urgence à Alger a eu l'occasion de le souligner et de dire que malgré le soutien du gouvernement portugais, il n'a pas été possible de faire passer les

avions militaires directement par le Portugal, comme prévu, vers là-bas.

Aujourd'hui, la nécessité de la politique de guerre comme une chose inévitable et une question essentielle pour l'impérialisme dans sa phase décadente, implique actuellement la destruction des conquêtes du 25 Avril inscrites dans la Constitution portugaise. (...) Un autre aspect important aussi, et qui nous permet ici de faire le lien avec le rôle exact de la bataille pour balayer ce gouvernement comme instrument du plan d'application du mémorandum de la troïka, c'est la question clairement, nettement, qui a été approuvée en 2013 par ce gouvernement, au moment de sa discussion, le fait que la hiérarchie militaire actuelle a invoqué la nécessité d'augmenter substantiellement les crédits pour les forces militaires, justifiant le rôle qu'elles doivent assumer directement comme gardiens de l'Europe, comme gardiens et fidèles soutiens de l'intervention de l'impérialisme français et du rôle que l'armée portugaise devrait assumer dans la guerre qui s'approche au Maghreb, comme eux-mêmes le disaient. Mais camarades, en même temps, cette volonté des forces militaires et du gouvernement, de la hiérarchie actuelle, se heurte à la position de l'Association 25 Avril dont le porte-parole a déclaré officiellement qu'il était opposé à la politique militaire de ce gouvernement qui préparait et aidait une guerre dans le Maghreb, qui prépare une guerre aux portes de l'Europe. Et camarades, cela a fait que les manifestations qui ont eu lieu au Portugal ces derniers temps et encore hier, 25 avril, ont vu défiler aussi les militaires de bas rang, les sous-officiers, en solidarité avec la position de l'Association 25 Avril et contre la position de l'actuel gouvernement et des commandements militaires. »

(2) Une question également reprise par un camarade du Maroc, qui l'inscrit dans une politique d'ingérence impérialiste d'ensemble visant à détruire les nations du Maghreb, et qui prend la forme au Maroc d'une offensive visant à « la régionalisation en utilisant la question du Sahara et la question berbère », tout cela afin de créer les conditions indispensables à l'offensive anti-ouvrière des institutions FMI-Banque mondiale visant non seulement les retraites, mais également le droit de grève et l'existence même de l'Union marocaine du travail (UMT).

LA GUERRE ET LA RÉVOLUTION

La marche généralisée à la guerre et les menaces contre l'Algérie ont pour origine le refus par les masses d'accepter le sort qu'on veut leur imposer, qui nourrit partout l'incapacité de l'impérialisme à « stabiliser » quoi que ce soit. Comme l'a souligné le camarade rapporteur :

« Ce qu'a révélé les processus révolutionnaires en Tunisie, suivis par les développements en Egypte, c'est une accélération et l'expression que la situation mondiale est marquée par la crise de la classe dominante américaine. Il y a quelques semaines, à l'occasion du deuxième mandat d'Obama et de l'entrevue des futurs secrétaires d'Etat devant les sénateurs américains, il a été révélé que, d'une part, le chef de la CIA, le chef de l'état-major, la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hillary Clinton, étaient pour armer l'Armée syrienne libre, mais qu'Obama avait mis son veto. L'important n'est pas tellement qu'il y ait eu ce désaccord, mais qu'il soit révélé publiquement. Comme, de la même manière, il a été révélé publiquement les contradictions de la classe dominante américaine avec l'impossibilité de parvenir à un accord sur le budget entre républicains et démocrates. La classe dominante américaine a besoin d'un pouvoir fort. Elle voudrait une dictature qui s'impose à l'échelle mondiale et à l'échelle américaine. Mais la classe dominante américaine divisée, déchirée par les contradictions, a un pouvoir faible, un pouvoir en crise. Un pouvoir qui se déchire face aux développements de la situation mondiale. Elle est incapable d'établir le talon de fer sur la classe ouvrière américaine. De la même manière qu'elle est incapable d'établir le talon de fer sur les peuples à l'échelle mondiale. Cela ne veut pas dire qu'elle ne porte pas de coups à la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'elle ne déclenche pas une série de guerres contre-révolutionnaires. Bien évidemment elle le fait. Elle le fait dans une situation de crise. Elle le fait dans une situation dans laquelle l'impérialisme américain est incapable de s'ériger en "super-impérialisme" imposant sa loi aux peuples, mais également à ses alliés impérialistes européens. Elle le fait dans une situation de crise de dislocation généralisée à l'échelle mondiale. Et elle ne peut chercher à préserver son pouvoir et sa domination à

l'échelle mondiale qu'en déclenchant plus avant et plus encore des guerres contre-révolutionnaires. La marque de la situation mondiale, elle est donnée dans le fait que, contre les processus révolutionnaires, contre la résistance des peuples, l'impérialisme n'a d'autre voie que le déclenchement de guerres contre-révolutionnaires. Depuis vingt ans, il a multiplié les guerres. Mais il y a une nouvelle situation qui s'est ouverte. La guerre en Libye a été une matérialisation de la conjugaison de l'impérialisme contre les processus révolutionnaires qui avaient lieu en Tunisie et en Egypte. Et contrairement à ce qui était expliqué avec beaucoup de force à l'échelle mondiale, nous avons réfuté l'argument selon lequel nous assistions à un printemps arabe ou à des révolutions arabes. »

Dans cette situation, les masses, confrontées aux conséquences insupportables du maintien de la subordination à l'impérialisme qui menacent leur survie, cherchent à reprendre leurs affaires en main, malgré les obstacles, en Tunisie comme en Egypte. En Tunisie, explique un camarade au nom du groupe que le congrès mondial a décidé unanimement de reconnaître comme « section tunisienne de la IV^e Internationale », ces processus révolutionnaires qui voient les masses se dresser contre la subordination du gouvernement tripartite à l'impérialisme met à nouveau « en son centre l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), organisation historique de la classe ouvrière fondée en 1946 par Farhat Hached, unifiant hier comme aujourd'hui les revendications sociales et la revendication de l'indépendance nationale. Position qui s'est concentrée au dernier congrès de l'UGTT dans le mot d'ordre "Ni Qatar ni Etats-Unis". C'est en comprenant cette question que notre groupe a récemment engagé une campagne de front unique pour la défense de l'UGTT. »

En Egypte, souligne un camarade invité au congrès :

« Alors que l'on assassinait Chokri Belaïd en Tunisie, les Frères musulmans égyptiens, au compte de l'impérialisme américain, ont commencé une politique d'assassinats ciblés contre toute une série de jeunes révolutionnaires. Notre révolution pour la paix, la dignité et la justice sociale continue mais se heurte à

des obstacles, dénoncés par le slogan : "Le peuple sait très bien qui gouverne l'Égypte." Le FMI a accordé un prêt au gouvernement des Frères musulmans en exigeant en retour l'arrêt des prix subventionnés par l'État sur le pain et l'essence. Dans son livre, Morsi prétend qu'il n'y a plus de file d'attente devant les boulangeries en Égypte, mais c'est tout simplement parce qu'en Égypte aujourd'hui, les boulangeries sont vides. Lorsque l'armée est intervenue pour interdire les manifestations des cheminots, et les menacer de réquisition, les cheminots ont continué la grève. »

LE COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Ces questions ramènent aux responsabilités de la IV^e Internationale au cœur de l'impérialisme américain. Un camarade des États-Unis a tenu à rappeler que,

« en 1991, un groupe de militants américains issus du Socialist Workers Party des États-Unis a considéré de sa responsabilité d'envoyer une délégation à la Conférence mondiale ouverte de Barcelone, afin de combattre, avec des forces venues du monde entier combattant sur le terrain de la lutte de classe, sur une orientation de front unique ouvrier dans les pays impérialistes, et de front uni anti-impérialiste combiné au front unique ouvrier dans les pays opprimés. C'était une première tentative visant à briser l'isolement dans lequel nous nous trouvions. Nous venions avec les meilleures traditions du vieux SWP, l'une en particulier : le combat contre la guerre du Vietnam, le combat de centaines de milliers de jeunes Américains, qui, malgré la position de soutien à la guerre de la plupart des directions syndicales, s'étaient engagés dans le combat sur l'orientation d'un mot d'ordre qui concentrait une position de défaitisme révolutionnaire sur une orientation de front unique : "Out now !", "ramenez les troupes à la maison maintenant". C'est cette tradition que nous avons maintenue après avoir rejoint la IV^e Internationale à son congrès de reproclamation (1993) : luttant contre l'intervention en Irak, étant pleinement partie prenante de la constitution de US Labor Against the War, la coalition de syndicats qui a joué un rôle crucial dans la lutte contre la guerre en Irak, contre l'occupation de

l'Afghanistan. Un combat qui pose aujourd'hui la nécessité de s'opposer à toute intervention américaine en Syrie, en Iran, et, bien entendu, au Mali et en Algérie. Nous combinons cette orientation de lutte contre la guerre dans le mouvement ouvrier, au combat pour une action politique indépendante des Noirs aux États-Unis, au combat dans les organisations ouvrières pour l'unité contre les coupes budgétaires de l'administration Obama, etc. C'est à ces secteurs du mouvement ouvrier et du mouvement noir avec lesquels nous travaillons sur ces questions que nous allons nous adresser pour les appeler à prendre position pour la défense de la souveraineté de l'Algérie, contre toute ingérence américaine.

La situation aux États-Unis est extrêmement difficile. Le 10 avril, Obama a annoncé son budget pour 2014. Cela a provoqué un séisme parmi le mouvement syndical, la population ouvrière, les retraités — et y compris à l'intérieur du Parti démocrate. Ce qu'il a annoncé, même Bush, même Reagan n'avaient pas osé le faire. Des coupes massives dans Social Security (qui est le minimum retraite), Medicare (les remboursements de soins pour les retraités) et Medicaid (ceux pour les plus démunis). Mais cela a lieu dans le cadre d'une crise sans précédent de la bourgeoisie américaine, qui ne trouve pas d'accord sur la façon de procéder à ces coupes, comme elle ne trouve pas d'accord sur la façon de procéder dans son aide aux prétendus "rebelles" syriens. Des sondages indiquent que 70 à 80 % rejettent les "deux partis" de la bourgeoisie. Assis au sommet du volcan du système impérialiste mondial, les États-Unis concentrent l'ensemble de ses contradictions et de sa crise au plan international, comme Trotsky l'expliquait dans Europe et Amérique dans les années 1920.

Le mouvement syndical est la question clé. Aucune de ces attaques n'auraient lieu sans l'accord des directions au sommet de l'AFL-CIO. C'est pourquoi nous sommes aux États-Unis à l'avant-garde du combat avec bien d'autres pour aider à construire la réponse organisée qui doit être celle du mouvement ouvrier, des syndicats, pour refuser les coupes, contre la politique des "sacrifices partagés" qui est la forme américaine de l'accompagnement. Un combat qui doit nous amener aujourd'hui, avec tous les militants du mouvement ouvrier américain à un haut niveau, qui participent avec nous aux initiatives dans ce sens, à reposer la perspective du Labor Party, c'est-à-dire

du parti ouvrier basé sur les syndicats. »

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION EN AFRIQUE

« Il faut revenir sur nos acquis fondamentaux en matière d'analyse de la situation politique. Comme le montre Lénine : l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme. A sa phase ultime, l'impérialisme est contraint de subsister par les moyens de la spéculation, de la destruction et des guerres. Comme l'indique le document "Les Enjeux du VIII^e Congrès", la période est, comme le disait Lénine, celle des guerres et des révolutions. Il y a destructions, et processus de résistance de la classe ouvrière et des peuples. Et bien évidemment, les obstacles dressés par la politique des appareils, y compris même la gestion du capital prise en charge par des organisations traditionnelles »,

rappelle un camarade africain qui ajoute :

« Concernant la guerre, il s'agit de comprendre ce qui se passe à travers la planète. Ce qui est au centre : le pillage, la destruction des nations et des peuples. En Somalie, c'est le gaz naturel, le cobalt, au Congo démocratique — un pays qui a été caractérisé par des géologues comme étant un "scandale géologique" —, il s'agit de ces matières premières, énergétiques, minérales. En Centrafrique, des médias ont publié des informations expliquant les développements par la question du diamant. Nos pays, en Afrique, sont des pays dominés par l'impérialisme, avec des régimes compradores. Au Burundi, pays le plus pauvre de la planète, le processus de privatisation se poursuit. Il reste quelques secteurs comme l'eau, mais qui est dans la ligne de mire des privatisations, ainsi que le pétrole et les gisements de nickel et d'or. Leitmotiv des institutions internationales lorsqu'elles ont instauré les plans d'ajustement structurel (PAS), celui-ci a été remplacé par le "cadre stratégique de lutte contre la pauvreté", et avec cela, la pauvreté continue à se développer. Deux experts de l'ONU ont publié un rapport concernant la privatisation de la filière café au Burundi, dans laquelle ils avouent que cette privatisation a constitué une régression pour la population. Or on sait que l'ONU est au centre de ce "cadre stratégique de lutte contre la pauvreté" (3).

Sur le même continent, rappellent les délégués d'Azanie (Afrique du Sud), la

grève de 100 000 mineurs noirs de l'été 2012, se confrontant tant aux multinationales qu'au gouvernement de coalition ANC-Parti communiste-COSATU (issu des accords de Kempton Park de 1994), a représenté un tournant majeur qui reste inscrit dans la conscience des masses noires.

« Le massacre (de mineurs noirs en grève par la police sud-africaine — NDLR) de Marikana a contribué à modifier l'attitude vis-à-vis du gouvernement tripartite ANC-Parti communiste-COSATU dans la conscience des masses noires », souligne un camarade, et cela en particulier parce qu'il est apparu au grand jour que le lock-out de dizaines de milliers d'ouvriers noirs en grève, prononcé par les grandes firmes minières, a été permis uniquement parce qu'il était autorisé par une clause des accords de la CODESA des années 1993-1994 (c'est-à-dire les « négociations » entre les héritiers du régime raciste de l'apartheid et les représentants des masses noires, ANC et Parti communiste en tête, visant à sauver la domination capitaliste blanche en échange de la fin de la législation raciste).

L'AZANIE (AFRIQUE DU SUD) APRÈS LE MASSACRE DE MARIKANA

Un camarade souligne à ce sujet :

« Nombre d'entre vous savent que l'Afrique du Sud est utilisée aujourd'hui par l'impérialisme dans toutes les guerres en cours en Afrique, chez ses voisins immédiats, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire. Vous connaissez le rôle joué par le gouvernement sud-africain en Libye, etc. Mais ce qui se passe aujourd'hui dans le mouvement ouvrier montre que même les organisations qui ont, pendant des décennies, défendu les conquêtes, sont aujourd'hui menacées. Nous avons tenu, il y a quelques jours, une conférence de la section azanienne et nous avons constaté que l'une des principales confédérations syndicales, la COSATU, est aujourd'hui la proie d'un phénomène d'implosion interne. Après le massacre de Marikana, le NUM, son prin-

(3) Malgré cette situation marquée par la barbarie montante, la section burundaise de la IV^e Internationale, insérée dans la construction du Parti des travailleurs et de la démocratie, a été partie prenante d'initiatives de front unique contre les privatisations.

cipal syndicat, a perdu près de 80 % de ses membres qui l'ont quitté et qui ont rejoint d'autres syndicats. La direction, subordonnée aux staliniens, eux-mêmes subordonnés à l'ANC, non seulement n'a pas su défendre les travailleurs, mais a pris ouvertement le parti des patrons. Comme section azanienne, partie prenante du SOPA, nous sommes intervenus dans les processus de la grève des mineurs, mais notre niveau d'organisation est largement insuffisant pour être à la hauteur des événements. La situation aujourd'hui continue à être marquée par d'immenses affrontements à l'intérieur du mouvement ouvrier, car les travailleurs se sentent trahis. »

C'est dans ces bouleversements en cours dans le mouvement ouvrier, ajoute un camarade qui exerce des responsabilités syndicales, que nous devons chercher à inscrire la construction de la section :

« Si nous regardons la situation dans le mouvement ouvrier, il existe les plus grandes possibilités pour la section et le SOPA. Le secrétaire général de la COSATU a multiplié des signes se démarquant de la politique du gouvernement (dont la COSATU est pourtant un pilier), tandis que les dirigeants de la fédération des métaux, la NUMSA, affiliée à la COSATU déclaraient "le temps de partager le même lit que les capitalistes" est dépassé, contestant certains aspects de la politique de l'ANC. De tels processus de recombinaison existent aussi dans les organisations issues du mouvement de libération noir traditionnel, le Mouvement de la conscience noire. »

A la grève des mineurs se heurtant au gouvernement « noir » de Zuma, a succédé une grève, soutenue cette fois-ci par la COSATU, des ouvriers agricoles, dans un pays où, rappelle un jeune camarade,

« la question de la terre n'est pas réglée, alors que c'était la base de la lutte de libération des masses noires. Les Noirs ne contrôlent que 7 % des terres près de vingt ans après la fin officielle de l'apartheid, le reste étant entre les mains des fermiers blancs et des multinationales. »

C'est en tenant compte de l'ensemble de ces processus nouveaux qu'il faut chercher la voie pour la construction de la section azanienne de la IV^e Internationale, insérée dans le Socialist Party of Azania « sur l'orientation qui reste le combat pour la République ouvrière noire ».

PALESTINE : VINGT ANS APRÈS LES ACCORDS D'OSLO

Indiquant au congrès qu'en tant que Palestinien il est particulièrement bien placé pour comprendre les conséquences internationales qu'aurait une agression contre l'Algérie, un militant du mouvement national, invité au congrès, a tenu à y livrer ses réflexions sur l'actualité de la révolution palestinienne, vingt ans après les « accords d'Oslo », signés sous l'égide américaine, après que le principal dirigeant du Fatah a qualifié de « caduque » la Charte historique du mouvement national.

« Des pas réels ont été franchis dans ce sens dans l'organisation par le Parti des travailleurs d'Algérie de conférences contre la guerre et l'exploitation, le soutien à la cause palestinienne, l'opposition à l'occupation militaire d'Haïti, à l'intervention des forces de l'Otan en Libye. Opération qui ne vise qu'à détruire ce pays comme ce fut le cas pour l'Irak, et comme c'est le cas aujourd'hui en Syrie. Conférences qui ont eu pour mot d'ordre également de dénoncer les tentatives d'impliquer l'Algérie dans des conflits régionaux ou de tenter de provoquer des troubles à l'intérieur même de l'Algérie. (...) Pour ce qui est de la Palestine, nous vivons une situation extrêmement complexe que nous résumons ainsi : premièrement, les accords d'Oslo ont échoué et ce qu'on appelle communément le processus de paix est dans l'impasse. En vérité, cette option politique droitrière a réussi à accomplir ce que six ans de politique sioniste n'ont pas réussi à atteindre, à savoir la liquidation de la première Intifada qui a duré de 1987 à 1993. L'Etat Israël a poursuivi à côté de cela sa politique raciste en intensifiant le peuplement juif de Jérusalem, en construisant un mur et demandant la reconnaissance d'Israël en tant qu'Etat juif. Ce qui impliquerait l'expulsion de plus d'un million et demi de Palestiniens qui portent la nationalité israélienne, s'ajoutant aux millions de réfugiés auxquels on interdit le droit au retour. Et, dans ce cadre, la politique d'expropriation des Palestiniens de leurs terres, le développement des opérations de colonisation et la mise sous la tutelle de l'économie israélienne de l'économie palestinienne. Sans oublier la séparation entre Gaza et la Cisjordanie et

l'encerclement militaire, non seulement de Gaza, mais de tous les villages et toutes les villes de Cisjordanie. Ainsi, le discours des deux Etats côte à côte, un Etat palestinien à coté de l'Etat d'Israël est une tromperie. Mettre en place un tel Etat est totalement inconcevable. C'est pourquoi nous sommes d'accord avec vous : la seule solution historique pour mettre fin au conflit et au projet sioniste expansionniste est la constitution d'un Etat palestinien démocratique et laïque unifié et où tous les citoyens bénéficient des droits de la citoyenneté, quels que soient leurs origines, leurs croyances, leur couleur de peau et leur sexe. Deuxièmement, les Etats-Unis d'Obama, comme tous les présidents qui l'ont précédé, poursuivent la politique de soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël en se pliant aux décisions que ses différents gouvernements prennent. Décisions qui ne tiennent aucun compte des avis et conseils qui leur sont donnés, d'où qu'ils viennent, y compris des Etats-Unis eux-mêmes et dans lesquels ils voient une opposition à leurs choix. C'est pourquoi Obama est revenu sur les promesses faites aux Palestiniens après sa réélection de faire pression sur l'Etat d'Israël pour qu'il mette fin à la colonisation et reconnaisse un Etat palestinien. Le secrétaire d'Etat a donné ces tous derniers jours toute les garanties de protection à l'Etat d'Israël et l'équipe de l'armement le plus sophistiqué. Enfin, il est hors de doute que le printemps palestinien approche. Il est annoncé par les mobilisations populaires conduites par la jeunesse à Gaza et en Cisjordanie contre la politique de l'Etat d'Israël. L'absence de toute perspective politique et de toute volonté de traiter le problème des réfugiés afin de leur garantir le droit au retour sont des facteurs qui fondent et encouragent les mobilisations populaires qui se multiplient tant à Gaza qu'en Cisjordanie. »

GUERRE ET RÉVOLUTION EN ASIE

Un camarade d'Inde — qui, à l'occasion du congrès mondial, a annoncé la constitution d'un Comité de liaison des militants de la IV^e Internationale en Inde — rendant compte de la commission Asie du congrès mondial, a indiqué comment l'engagement de l'ensemble des camarades à partir de la déclaration du congrès, s'articulait avec dif-

férentes initiatives dont la IV^e Internationale est partie prenante. Tout particulièrement, associant les militants de l'Inde, du Pakistan, d'Afghanistan, du Bangladesh et du Sri Lanka, la perspective d'une conférence internationale du sous-continent indien pour la paix et la souveraineté.

En Asie, soulignait un camarade :

« Il y a quatre ans, Hillary Clinton, alors secrétaire d'Etat américain, avait déclaré : "Nous sommes de retour en Asie, c'est pour y rester." L'année suivante s'engageait une offensive commerciale par le biais de l'OMC contre tous les pays d'Asie. (...) Il y a eu ensuite l'extension de la guerre d'occupation de l'Afghanistan au Pakistan. Ce pays est aujourd'hui disloqué, éclaté, soumis de fait aux attaques américaines. Les menaces de guerre entre l'Inde et le Pakistan ont repris avec force après la grande grève historique du 12 février 2012, grève sans précédent par son unité et son étendue dans l'histoire de l'Inde depuis l'indépendance. Et il faudrait parler du Sri Lanka. Après le terrible tsunami il y a quelques années, Condoleezza Rice avait osé déclarer : "C'est une formidable opportunité pour nous de nous installer." Ce qui fut fait. Cinq ans plus tard, l'offensive de l'armée contre la population tamoule de l'île faisait plus de 10 000 morts. (...) l'encerclement militaire de la Chine est organisé de manière méthodique. L'implantation prévue de troupes de l'OTAN en Mongolie, l'accord pour le déploiement de milliers de Marines américains dans une base au nord de l'Australie, les bases américaines qui se sont agrandies ou ont vu de nouvelles installations au Vietnam, à Singapour, autant d'éléments qui, avec les bases déjà en place au Japon et un traité qui prévoit un accès aux Philippines, a permis à un spécialiste militaire américain d'affirmer : "Le Pentagone a réussi à boucler la partie occidentale du Pacifique." C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les développements récents en Corée du Sud. Indépendamment de l'attitude de la bureaucratie nord-coréenne, il est clair que l'offensive de l'impérialisme prépare un conflit, que celui-ci ait lieu de manière délibérée ou à la suite d'un événement qui échappe à tout contrôle. Ce qui est certain, c'est que 30 000 soldats américains sont stationnés en Corée du Sud, et que l'US Air force a déployé récemment des bombardiers et des chasseurs furtifs dans le ciel de la péninsule. Dans ce dispositif militaire, l'impérialisme américain entraîne le

Japon et cherche à contraindre la bureaucratie chinoise à s'engager. »

Un constat illustré par l'intervention d'un camarade, invité, d'Afghanistan :

« Le peuple d'Afghanistan a été soumis depuis 2002 à l'invasion américano-OTAN, avec 100 000 morts et des dizaines de milliers d'invalides. Les victimes des attaques de drones sont en majorité des civils. La dernière attaque en date a massacré des villageois, parmi lesquels neuf enfants. Mais sans honte, les pontes de l'OTAN parlent de missions réussies. Cela n'empêche qu'ils sont obligés d'annoncer le retrait des troupes de l'OTAN en 2014, et que les "négociations de paix" menées par l'OTAN, les Etats-Unis et le régime fantoche de Kaboul n'ont pas abouti aux résultats espérés par leurs auteurs. La guerre marque toute la situation : l'économie est dévastée, 10 millions de chômeurs, le règne des gangs criminels liés au narcotrafic... Les principales organisations qui se réclament des travailleurs et du socialisme, et qui en fait sont essentiellement basées en Europe, ont connu crise sur crise du fait qu'elles ont refusé de combattre l'occupation, prétendant que celle-ci était une étape nécessaire pour le développement de notre pays. Dans notre pays, aucune force socialiste ou laïque ne peut agir légalement, compte tenu des lois établies sous le règne de la "démocratie" imposée par les occupants OTAN-Etats-Unis. »

AU LENDEMAIN DE LA TRAGÉDIE DE SAVAR (BANGLADESH)

La commission Asie est également largement revenu sur les éléments livrés au congrès par le camarade de la section du Bangladesh après le drame atroce qui, quelques jours avant le congrès mondial, a vu des centaines d'ouvriers du textile (majoritairement des femmes) périr broyés dans l'effondrement d'un immeuble de huit étages dans lequel étaient rassemblées six usines de confection. Le délégué du Bangladesh avait notamment indiqué que

« la confection constitue la principale industrie exportatrice du Bangladesh. Les patrons locaux se vantent du coût extrêmement bas de la force de travail. C'est, expliquent-ils, le moyen d'assurer

leur compétitivité. Le jour précédent, il avait été constaté, par les représentants des autorités, que des lézardes étaient visibles dans cet immeuble et qu'il risquait à tout moment de s'effondrer. Le propriétaire de l'immeuble et directeur des entreprises de confection qui y étaient rassemblées a cependant exigé que les ouvriers se présentent à leur travail le lendemain. Dans la dernière décennie, plus de 6 000 travailleurs du Bangladesh sont morts dans des circonstances semblables. Répétons-le, ils ne sont pas morts par accident. Ils ont été assassinés au compte de la réduction du coût du travail. La classe ouvrière du Bangladesh paie un lourd tribut à cette "loi" en termes de vies humaines, de familles détruites, et par une situation généralisée de misère. Nous le savons, cette volonté de réduire le coût du travail est une donnée universelle de la marche même du système d'exploitation capitaliste. C'est pourquoi la tragédie de Savar n'est pas une affaire qui ne toucherait que le Bangladesh. C'est un événement mondial qui concerne tous les travailleurs. Au Bangladesh même, les travailleurs du secteur de la confection, mais aussi d'autres secteurs, ont réagi immédiatement. Au moment où je vous parle, à la veille du 1^{er} Mai, ces manifestations se poursuivent et je suis sûr qu'elles s'amplifieront lors du 1^{er} Mai. Le combat va se poursuivre pour que les responsables soient châtiés et pour que les normes de sécurité soient respectées. C'est un combat d'ensemble du peuple travailleur du Bangladesh et de ses organisations. Notre parti (4), qui a participé à de nombreuses campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, apporte son plein soutien aux revendications mises en avant par la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh. Nos militants seront au premier rang de la lutte pour les faire aboutir. A l'échelle internationale, en accord avec les dirigeants de la fédération, nous en appelons à une campagne de solidarité internationale avec les travailleurs du Bangladesh. Cette campagne devrait apporter son soutien à l'exigence adressée à l'Organisation internationale du travail (OIT), à l'occasion de son assem-

(4) Le Parti démocratique des travailleurs, fondé par les dirigeants ouvriers (et militants de la IV^e Internationale) aujourd'hui disparus Iqbal Majumder et Taffazzul Hussain, parti dans lequel militent les membres de la section de la IV^e Internationale au Bangladesh.

blée annuelle prévue en juin 2013, de recevoir une délégation unie de syndicalistes et de travailleurs du Bangladesh venant dire la vérité sur ce qui se passe dans notre pays. »

LA QUESTION CHINOISE

Revenant sur la politique guerrière de l'impérialisme de l'Asie centrale à la Corée, un camarade précisait :

« Il nous faut, comme Internationale, apprécier le fait que le centre de cette offensive, c'est la Chine. Depuis le VII^e Congrès mondial, nous nous sommes exprimés dans une déclaration du secrétariat international sur les développements de la situation dans ce pays. Nous avons publié trois articles dans notre revue théorique, La Vérité, tout à la fois pour préparer ce congrès, et pour poursuivre le dialogue avec des militants en Chine même. Nous avons établi que la bureaucratie comme un tout, comme caste réactionnaire, ouvre la voie à la restauration capitaliste. Il a été établi, sur la base des faits, que la bureaucratie a déjà porté des coups importants à la propriété sociale et à la souveraineté du pays par sa politique d'ouverture. Ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de contradictions au sein de la bureaucratie, et encore moins que la propriété sociale soit liquidée et la restauration capitaliste réalisée. Sans reprendre tous les éléments contenus dans ces articles, il faut souligner ce que représente ce rapport conjoint de la Banque mondiale et du gouvernement chinois. Que les institutions de l'impérialisme multiplient les injonctions exigeant l'ouverture totale de la Chine, c'est somme toute logique. Mais que la bureaucratie ait corédigé ce rapport avec la banque mondiale est autre chose. Ce rapport affirme qu'il faut "mettre en œuvre les réformes structurelles permettant de renforcer les fondations d'une économie fondée sur le marché et pour cela redéfinir le rôle du gouvernement, réformer et restructurer les entreprises d'État et les banques, développer le secteur privé, favoriser la concurrence, approfondir la réforme de la terre et du travail, et des marchés financiers". Ainsi, les sommets de la bureaucratie ont corédigé un rapport où est programmée la nécessité de pousser jusqu'au bout les réformes, autrement dit la destruction, si elles

étaient appliquées, des éléments majeurs du maintien de la propriété sociale, les entreprises d'État et la terre. L'impérialisme, qui mène l'offensive pour ouvrir la Chine, mesure dans le même temps les dangers d'une explosion sociale généralisée. Il redoute que la classe ouvrière chinoise, forte de 300 millions d'hommes, surgisse ouvertement dans un mouvement révolutionnaire d'ensemble. L'impérialisme mesure les menaces que ferait peser, que fera peser sur la stabilité de l'ordre mondial l'émergence révolutionnaire du prolétariat chinois renouant avec toutes ses traditions et avec les trois révolutions chinoises du XX^e siècle. (...) C'est la raison pour laquelle Obama affirmait récemment : "Il faut exercer une pression constante sur la Chine afin qu'elle ouvre son marché de façon équitable." C'est pourquoi l'encerclement militaire de la Chine est organisé de manière méthodique. (...) Et puisqu'il s'agit d'aider la classe ouvrière, seule force sociale capable d'organiser la lutte effective contre la guerre et d'en finir avec le régime d'exploitation qui l'engendre, il revient à la IV^e Internationale de participer au mouvement qui voit la classe ouvrière chinoise non seulement multiplier les grèves, mais chercher les voies de sa réorganisation, de sa reconstruction, comme le dit un militant ouvrier chinois. Nous nous inscrivons dans ce débat. Pour nous IV^e Internationale, nous ne cachons pas nos positions, il s'agit, indépendamment des questions de délai et de forme, de poser clairement les termes de l'alternative : soit l'impérialisme, avec le concours de la bureaucratie contre-révolutionnaire, ouvrira la voie à une catastrophe sans précédent, à la dislocation de la Chine, soit la classe ouvrière, chassant la bureaucratie, ouvrira la voie, par la révolution politique, à une nouvelle étape du développement de la révolution chinoise, et par là, de la révolution mondiale. »

Apportant sa contribution à cette réflexion, un militant, invité d'Asie, rendait compte d'échanges avec des ouvriers et militants chinois :

« En Chine, il n'y a pas de droit à l'organisation indépendante et à la manifestation, mais les travailleurs ont trouvé eux-mêmes les moyens de manifester leur existence. Il s'agit d'une classe ouvrière de 300 millions de travailleurs. Il est significatif que le nombre d'ONG qui s'intéressent à la question des droits ouvriers en Chine, tout comme le nombre

de chercheurs et d'étudiants, ne cesse de croître. L'an dernier, un grand congrès universitaire a vu des intellectuels s'associer aux ouvriers qui cherchent à défendre leurs intérêts propres. A Hong Kong, on assiste également à ce genre de phénomènes, avec une collaboration entre les marins du port et les étudiants, contre la politique procapitaliste du gouvernement de Hong Kong. Autre phénomène nouveau en Chine : des revendications collectives ont surgi dans toutes sortes d'entreprises : entreprises à capitaux mixtes, entreprises d'Etat, aboutissant à des négociations dans certaines de ces entreprises. On a quelques exemples de ces batailles : à Adidas, à Foxconn, à Apple... Dans plusieurs de ces cas, les entreprises capitalistes ont été contraintes de retourner dans leur pays et faire place à des entreprises chinoises. En Chine, on entend dire : "Si les ouvriers ont ce genre de revendications, les entreprises ne risquent-elles pas de fermer, de licencier ?" Ce à quoi beaucoup d'ouvriers répondent : "Cela n'est pas notre point de vue, nous devons défendre nos droits, et pour ce qui se passera à l'avenir, nous trouverons des réponses le moment venu." Le plus gros problème des ouvriers chinois aujourd'hui, c'est l'absence de droit de grève. Tous les ans, un très grand nombre d'ouvriers, parce qu'ils ont organisé des grèves ou qu'ils y ont participé, sont renvoyés, voire arrêtés et emprisonnés. Un grand nombre d'avocats se sont organisés précisément pour plaider leur cause. Durant les dix ans qui viennent, le gouvernement va devoir faire face à des revendications ouvrières toujours plus fortes et un sentiment fort existe parmi les ouvriers : "Ils devront nous céder le droit de grève." Beaucoup d'ouvriers chinois sont convaincus qu'ils vont remporter cette victoire et qu'ils seront en mesure ainsi de participer au mouvement mondial pour la défense de la cause ouvrière. »

"PERMETTRE LE RETOUR DE L'INTERNATIONALE DANS LA PATRIE D'OCTOBRE"

La poursuite de ces réflexions ne manquera pas de recouper celles d'un camarade de Russie, présentant au congrès une intervention au nom de la délégation des invités de l'ex-URSS :

« La Russie, comme vous le savez, a derrière elle un grand passé révolutionnaire. Mais pendant soixante-dix ans, nous avons vécu dans un Etat qui prétendait avoir comme idéologie le marxisme. Aujourd'hui, la majorité de la population ne comprend pas pour quelles raisons l'URSS s'est effondrée. Il est pourtant indispensable de comprendre les raisons de cet effondrement, c'est même une condition pour le renforcement du mouvement ouvrier dans notre pays et pour l'avenir de la société elle-même. Hier, un camarade du Venezuela m'a demandé si des discussions à ce sujet avaient lieu aujourd'hui en Russie. Elles ont lieu, mais très souvent, on y entend dire que l'effondrement de l'URSS est dû à "la psychologie de l'homme soviétique" ou encore à l'intervention d'une prétendue "cinquième colonne". Pourtant, la seule explication de l'effondrement de l'URSS, c'est la responsabilité de la bureaucratie du parti et de l'Etat qui ont brisé l'URSS à la fin des années 1980. Pourquoi est-ce difficile de comprendre cela chez nous ? A cause du poids encore important du stalinisme.

Avec des camarades de l'ex-URSS ici présents, et avec l'aide de militants de la IV^e Internationale à Paris, nous publions le journal *Rabochie Izvestiya*. C'est un moyen d'organisation majeur. En ce mois d'avril 2013, nous venons de publier le numéro 34. Au fil de ces trente-quatre numéros, nous avons traité des principaux sujets d'actualité du mouvement ouvrier international, et aussi de l'actualité du mouvement ouvrier dans les pays de notre "patrie soviétique". Nous avons mené avec continuité le combat pour la libération du syndicaliste Valentin Ourousov, condamné à six ans de prison pour avoir constitué un syndicat indépendant et organisé une grève (il a été libéré le 16 mars dernier à la suite de cette large campagne internationale — NDLR). Nous avons rendu compte de nombreuses grèves, comme tout dernièrement, de cette grève spontanée qui a eu lieu le 5 avril dans l'usine automobile Avtovaz de Togliatti, la plus grande usine de Russie et d'Europe dans laquelle travaillent encore 80 000 ouvriers. Bref, nous cherchons à exprimer dans ce journal une politique ouvrière indépendante, tout particulièrement lorsque nous avons été confrontés au mouvement "pour des élections honnêtes", où, après les élections législatives et présidentielle, une partie de la "gauche" s'est rattachée à l'opposition "libérale" », tandis que

d'autres appelaient à renoncer à toute forme de protestation. (...) Rabochie Izvestiya est diffusé en Moldavie, en Ukraine, en Russie centrale, dans la région de la Volga, dans l'Oural... Ce travail fructueux aidera les ouvriers de Russie à reprendre la place qui est la leur dans le mouvement ouvrier international, et aidera au retour de l'Internationale dans la patrie de la révolution d'Octobre (5). Car pour la victoire de la révolution permanente, la construction de l'Internationale est indispensable dans chaque pays. Vive la révolution permanente ! »

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION AMÉRIQUE DU CONGRÈS MONDIAL

Nombre de camarades des Amériques, de la Guadeloupe à l'Équateur, indiquent l'importance de la campagne de front unique engagée par toutes les sections de la IV^e Internationale sur le continent pour le retrait des troupes d'occupation de l'ONU en Haïti (Minustah). Sous la botte des troupes étrangères, souligne un délégué du Pérou, l'île est devenue « une plate-forme de maquiladoras (6) ». Or, explique un camarade (représentant du groupe que le congrès mondial a reconnu comme « groupe sympathisant de la IV^e Internationale en Haïti ») :

« Notre pays est occupé par 8 200 soldats sous direction brésilienne au service de l'impérialisme américain. Mais nos paysans n'ont pas besoin d'une force d'occupation ; ce dont ils ont besoin c'est d'une réforme agraire. Il n'y a pas de "guerre civile" qui justifierait selon certains la présence des troupes d'occupation, mais une guerre dans l'estomac de nos enfants tenaillés par la faim. »

« Si la IV^e Internationale n'existait pas, il n'y aurait pas depuis deux ans une campagne continentale pour le retrait des troupes d'occupation d'Haïti (troupes de la Minustah) »,

souligne un responsable de la section brésilienne de la IV^e Internationale, O Trabalho, courant fondateur du Parti des travailleurs du Brésil.

UNE CAMPAGNE QUI MATÉRIALISE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Car, souligne un autre camarade du Brésil :

« L'Amérique latine cohabite depuis neuf ans avec l'occupation militaire d'Haïti. Une occupation militaire dans laquelle je veux souligner ici la question de la place des appareils. Je dis sans craindre d'exagérer que si l'appareil du gouvernement luliste, si le gouvernement Lula n'avait pas assumé, ce qu'un de mes camarades brésiliens a qualifié de "sous-traitance", assurant le rôle de commandement de l'occupation d'Haïti, l'histoire n'aurait pas été la même, c'est une certitude. »

C'est toute l'importance de la conférence continentale de front unique pour le retrait des troupes qui aura lieu à Port-au-Prince (Haïti) les 31 mai et 1er juin. Mais la situation dans l'ensemble du continent nécessite pour la IV^e Internationale et ses sections, pour leur construction et leur renforcement, une analyse approfondie des conséquences de la crise de l'impérialisme américain, des processus de la lutte des classes, de la nature des gouvernements surgis ces dix dernières années.

IL N'Y A PAS DE "SOCIALISME DU XXI^e SIÈCLE", NI DE "RÉVOLUTION BOLIVARIENNE"

Un document visant à ouvrir cette discussion a été remis par la commission Amériques lors du congrès mondial. Il indique :

(5) Patrie de la révolution d'Octobre, d'où la IV^e Internationale a été « physiquement éliminée, liquidée par dizaines de milliers par la bureaucratie stalinienne car elle incarnait la continuité du bolchevisme, de la révolution d'Octobre 1917, incompatible avec la domination politique de la bureaucratie parasitaire, courroie de transmission de l'impérialisme dans l'Etat ouvrier dégénéré », rappelle un autre camarade.

(6) Maquiladoras : terme utilisé en Amérique latine pour désigner les sweatshops, usines appartenant aux grandes multinationales où règnent la surexploitation, la flexibilité et où les droits syndicaux sont souvent réduits à néant.

« Après avoir subi les dictatures imposées par les Etats-Unis (décennies 1960 et 1980) et l'offensive de privatisations et de destruction des services publics (démantèlement des nations) qui ont dominé les scénarii du continent jusqu'à la fin des années 1990, l'Amérique latine a vécu une vague révolutionnaire.

En l'absence de parti révolutionnaire, des directions petites-bourgeoises ou issues du mouvement ouvrier ont été portées au gouvernement dans quelques pays, lesquelles, sous la pression du combat des masses, ont cherché à mettre en place une relation négociée avec l'impérialisme, différente de la totale et complète soumission des gouvernements antérieurs qui, pour cela même, ont été balayés par la résistance des masses, chargées d'illusions.

Il est clair qu'il n'y a pas de "socialisme du XXI^e siècle", ni de "révolution bolivarienne" ou de "gouvernement révolutionnaire" au Venezuela ; tout comme il n'y a pas de "révolution citoyenne" en Equateur ; ni, au Brésil, un "projet démocratico-populaire" ; ou en Bolivie, un "socialisme communautaire". Et, dans l'ensemble, il n'y a pas, en Amérique latine, de "gouvernements progressistes qui ont fait une intégration régionale, alternative au néolibéralisme" (à l'impérialisme) — intégration "alternative" qui ne serait possible que sous la direction du prolétariat regroupant les larges masses exploitées, en particulier paysannes, réalisant la révolution démocratique et national-libératrice (révolution permanente).

A l'inverse, en gardant les différences entre eux — et entre les différents périodes de leur existence — les gouvernements Chavez 1999, Lula 2003-Dilma 2010, Tabaré 2005-Mujica 2010, Morales 2005, Correa 2006 et même Lugo 2008, ce sont tous des produits contradictoires du mouvement des masses qui ont touché certains Etats au sommet, mais restent des Etats bourgeois.

Comme ce ne sont pas des gouvernements ouvriers et paysans — de rupture avec l'impérialisme, tels qu'ils sont décrits dans notre programme —, ils cherchent constamment à traiter avec l'impérialisme.

Mais sous la double pression, des masses d'un côté et de l'impérialisme de l'autre, ils sont amenés à osciller. Comme le montre, par exemple, la réaction de Maduro face à l'offensive impé-

rialiste pendant et au lendemain de l'élection présidentielle après la mort de Chavez au Venezuela (7). Ce qui n'a pas été le cas du gouvernement Bachelet de la "Concertation", au Chili, qui, avec l'indispensable présence du PS, a assuré la continuité de la politique du régime de Pinochet et de la totale subordination du pays à l'impérialisme.

C'est dans ce sens que correspond l'analogie avec la description faite par Trotsky, dans les années 1930, des gouvernements "bonapartistes sui generis" en référence au gouvernement Cardenas, au Mexique, qui a nationalisé le pétrole et d'autres secteurs jusque-là sous contrôle des entreprises étrangères :

"Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. De là la relative faiblesse de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat. Cela crée des conditions spéciales de pouvoir d'Etat. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et national, entre la relativement faible bourgeoisie nationale [plus faible et soumise aujourd'hui, il faut le souligner — NDR] et le relativement puissant prolétariat. Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis, à caractère particulier. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner soit en devenant un instrument du capital étranger et en soumettant le prolétariat aux chaînes de la dictature policière, ou en manœuvrant avec le prolétariat, parvenant même à lui faire des concessions et gagnant ainsi la possibilité de disposer d'une certaine liberté envers les capitalistes étrangers. La politique actuelle (du président Cardenas) se situe dans la seconde alternative" (L'industrie nationalisée et l'administration ouvrière — 12 mai 1939).

En respectant, répétons-le, toutes les différences entre eux et la situation des années 1930, les gouvernements actuels pour lesquels nous utilisons cette analogie ("bonapartisme sui generis") tentent d'imposer la "conciliation", les "partenariats" ou "pactes" entre, d'une part, les intérêts de la classe ouvrière et des larges masses populaires avec, de l'autre, les secteurs de la bourgeoisie native qui, pour une raison ou une autre, jugent qu'il vaut mieux, pour leurs affaires, exercer

(7) On lira dans ce numéro de *La Vérité* un article consacré au bilan du « chavisme », article auquel a contribué le groupe que le congrès mondial a décidé de reconnaître comme « section vénézuélienne de la IV^e Internationale ».

une résistance limitée envers l'impérialisme (en opposition aux secteurs directement soumis au maintien de l'impérialisme). Mais il s'agit d'intérêts irrécyclables et un tel "pacte" (matérialisation de la politique de "dialogue social") se mènera toujours contre les intérêts de la classe ouvrière (8).

L'inexistence d'une ligne de rupture avec l'impérialisme a pour résultat, en dernière instance, la subordination de ces gouvernements à l'impérialisme. Et de là (avec les "pactes") au désarmement de la classe ouvrière — et de ses potentiels alliés petits-bourgeois — dans sa lutte pour le pouvoir, liant les organisations des travailleurs à la préservation des institutions de l'Etat bourgeois semi-colonial et adoptant sur le terrain économique des mesures contradictoires. C'est pourquoi nous disions (La Vérité, n° 74) que ce sont des gouvernements de crise qui, même lorsqu'ils recherchent le soutien des masses, "avancent sans plan". »

LES SECTIONS DE LA IV^e INTERNATIONALE INSÉRÉES DANS LES PROCESSUS DE RUPTURE ALLANT VERS DES PARTIS OUVRIERS INDÉPENDANTS

En Bolivie, expliquent différents délégués, dont le représentant de La Chispa, groupe sympathisant de la IV^e Internationale, face à la politique du gouvernement Morales,

« de la COB a surgi la perspective de la fondation d'un parti des travailleurs qui a été constitué il y a deux mois. Avec des tendances gauchistes, avec une incompréhension du front uni anti-impérialiste, certes. Mais c'est un fruit légitime du combat de la classe ouvrière bolivienne, et nous en avons été partie prenante. C'est une expérience concrète qui résulte de sept ans d'expérience de gouvernement Morales, en rupture avec le parti interclassiste de Morales, le MAS, qui se prononce pour le "capitalisme andin". Mille délégués des syndicats se sont réunis pour constituer ce parti. »

Dans le cas du Mexique, pays marqué par

« la prétendue "guerre contre la drogue" que les Etats-Unis alimentent

pour déstabiliser non seulement le Mexique mais toute l'Amérique centrale, et qui a provoqué 70 000 assassinats et plus de 10 000 disparus, en particulier des femmes. Une guerre qui est la continuité de la politique des traités de libre commerce qui s'appliquent depuis plus de vingt ans »,

un délégué de la section mexicaine rappelle que,

« au moment où nous réunissions le VII^e Congrès mondial de l'Internationale, le gouvernement mexicain avait décidé la liquidation de la compagnie nationale mexicaine d'électricité, aboutissant au licenciement de 44 000 travailleurs. La direction du syndicat des travailleurs de l'électricité avait, quelques mois auparavant, signé un accord de compétitivité, de collaboration de classe. Or la résistance des travailleurs et le coup brutal porté par l'annonce de la fermeture a amené cette même direction à effectuer un mouvement en direction de la constitution d'une organisation politique, qui a été constituée depuis sous le nom d'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT), et l'a contraint également à s'orienter vers la constitution d'une centrale syndicale indépendante. C'est-à-dire que la lutte de classe, la résistance de la classe ouvrière, dans des conditions difficiles, et malgré l'existence de directions qui ont collaboré, peuvent amener ces directions à faire un petit pas en avant. L'OPT qui a surgi est un mouvement contradictoire dans le cadre duquel notre section intervient dans le sens de chercher à la transformer en un parti ouvrier indépendant. Nous savons que de l'intérieur même de l'OPT, nous sommes confrontés aux oscillations de ces appareils que nous n'aurions pu imaginer jusque-là. Ce sont des processus

(8) Ce qui ne signifie pas que des accords ponctuels avec des secteurs de la bourgeoisie « nationale » sont impossibles, au contraire : face à la crise brutale de l'impérialisme, la menace de désagrégation des marchés, désagrégation des nations, la défense de l'indépendance des organisations de classe exige de donner une réponse qui, partant de la défense des revendications ouvrières, expose les risques que le pays encourt en vertu de la domination impérialiste et appelle à la lutte unitaire, nationale pour rompre cette domination. La condition est que de tels accords se fassent autour des revendications qui expriment la rupture avec l'impérialisme et que, en même temps, les organisations des travailleurs avancent les revendications de la classe, indissolublement liées aux mots d'ordre démocratiques et nationaux. Et, en toute circonstance, comme IV^e Internationale, nous gardons notre entière indépendance politique.

qui existent à l'échelle de tout le continent. »

LA CONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET DE SES SECTIONS EN EUROPE

Prenant pleinement en charge les tâches décidées par le congrès pour la défense de la souveraineté de l'Algérie, les sections européennes de la IV^e Internationale ont concentré leurs efforts dans ce VIII^e Congrès à traduire dans une mesure d'organisation le tournant nécessaire qu'elles doivent prendre pour leur développement dans le cadre des bouleversements en cours sur le continent. Dans les Premières notes sur la construction des sections en Europe, enregistrées par le congrès,

« le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale décide de constituer un bureau européen qui siègera tous les deux mois parallèlement au SI, constitué par les responsables des différentes sections de la IV^e Internationale en Europe. Ce bureau fonctionnera sous l'impulsion d'un secrétariat qui siège à Paris. Le bureau européen aura comme tâche centrale d'impulser l'élaboration commune pour aider toutes les sections, pays par pays et dans leur ensemble, pour trouver les formes et les moyens pour aider les masses à surmonter les obstacles dressés par la politique des appareils. Ce débat permanent doit permettre d'établir dans les plus brefs délais un plan politique de construction et de recrutement aux sections de la IV^e Internationale, de constitution de sections là où elles n'existent pas, et d'aider à préciser, dans chaque pays, les regroupements transitoires sur la voie de la construction de partis révolutionnaires. »

Une telle décision correspond au point d'appui de la conférence ouvrière européenne de Tarragone (Etat espagnol) des 15-16-17 mars, lançant un appel concentré sur deux axes : « Non à la dictature de la troïka, indépendance du mouvement ouvrier », et à la nécessité de franchir un pas qualitatif en avant dans la toute prochaine période dans ce qu'un délégué a appelé « le plan commun de construction de nos sections ».

Une discussion qui n'a fait que débiter dans le congrès et dont il reviendra au

bureau européen d'en faire une discussion de toute l'Internationale.

Ainsi, un camarade de la délégation de l'Etat espagnol, au lendemain de la conférence européenne de Tarragone, mais aussi de la conférence du 10 novembre 2012 qui a constitué le Comité pour l'Alliance des travailleurs et des peuples (CATP), livre ses réflexions :

« Il y a un changement important. C'est l'appréciation de l'Union européenne dans la conscience des masses, des travailleurs, des jeunes et de l'ensemble de la population. Lorsqu'il y a quelques années, nous, militants de la IV^e Internationale, parlions du rôle de l'Union européenne, nous étions confrontés, dans le mouvement ouvrier, à un mur. Pour la majorité du mouvement ouvrier et des militants, l'Union européenne était une source de bienfaits. Aujourd'hui, dans la conscience des masses, l'Union européenne et la troïka, c'est l'ennemi.

LE RÔLE DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS

D'autre part, il nous faut considérer le rôle des appareils syndicaux, de la Confédération européenne des syndicats et des dirigeants nationaux. Le camarade Ignacio Fernandez Toxo, actuel président de la Confédération européenne des syndicats, peut être un exemple de la façon de penser des dirigeants syndicaux. Pour eux, il n'y a pas d'autre but que le dialogue social et il n'y a pas d'autre boussole qui n'indique une autre voie que la recherche de pactes avec les patronats et les gouvernements. Et la mobilisation n'a d'autre but que réussir à asseoir le gouvernement à la table des négociations pour un nouveau pacte. Bien entendu dans la situation actuelle de ces pactes, il ne peut sortir que des coupes budgétaires auxquelles s'associent directement les dirigeants syndicaux qui, à leur tour, créent un fossé, une tranchée entre les travailleurs qui ne sont pas d'accord sur le fait que leurs organisations limitent leurs droits et leurs dirigeants syndicaux.

Mais ce ne sont pas que les dirigeants syndicaux. En Andalousie, région où je milite, nous avons un gouvernement du Parti socialiste et de la Gauche unie (IU,

la coalition formée autour du parti stalinien). Après les élections d'où est issu ce gouvernement, nous lui avons envoyé une délégation. Nous avons 5 000 signatures de travailleuses et travailleurs demandant au gouvernement régional andalou qu'il refuse de se soumettre aux coupes budgétaires, au plan d'ajustement qui lui était imposé par le gouvernement Rajoy et l'Union européenne. Ils nous ont répondu que les coupes devaient être faites par "impératif légal". Nous, les travailleurs, ne reconnaissons aucun "impératif légal" qui impose de diminuer les droits, car s'il y en avait, alors l'action des syndicats serait illégale à partir du moment où ils s'opposent à ces diminutions. »

Le camarade concluant en attirant l'attention sur la façon dont la section de la IV^e Internationale a dû faire face à des mouvements du type « 15M » (autrement dit, le mouvement des « Indignés »), qui peuvent entraîner des masses de jeunes bien que « ceux qui dirigent ces mouvements ont un objectif précis, dresser une barrière entre les jeunes qui se mobilisent et la classe ouvrière et ses organisations ». Or, pour la IV^e Internationale et ses sections, il convient d'intervenir dans le sens que « les jeunes ne peuvent vaincre que s'ils unissent leur combat à celui de la classe ouvrière, seule classe capable de transformer la société. »

LA QUESTION QUI NOUS EST POSÉE, C'EST : COMMENT AGISSONS-NOUS DANS LE CADRE DE CES PROCESSUS ?

En France, la contribution de la section française au succès du congrès ouvert du POI (31 mai, 1^{er} et 2 juin), a lieu dans un contexte national évoqué par différents camarades.

« Le gouvernement Hollande cherche un "pacte social" mais, pour le moment, il bute sur un refus des deux principales confédérations ouvrières, CGT-FO et CGT, qui, en janvier, ont refusé de signer un accord, puis un projet de loi sur la flexibilité. Cela a ouvert une situation avec de grandes possibilités »,

explique notamment un membre de la délégation française.

Un autre camarade, rappelant à ce sujet :

« La question qui nous est posée n'est pas simplement de faire des constats. Il

peut y avoir entre nous quelques nuances, facilement surmontables. La question qui nous est posée, c'est : que faisons-nous, comment agissons-nous dans le cadre de ces processus ? La classe ouvrière n'a pas besoin de nous pour combattre. Mais son combat se heurte à la trahison des appareils. Comment aider la classe ouvrière à combattre cette trahison ? Il ne peut y avoir de réponse toute faite. C'est seulement à partir de l'étude des processus réels, et par l'implantation dans le mouvement ouvrier tel qu'il est que nous dégagerons les moyens de combattre »,

expliquant comment en France s'était constitué un regroupement de centaines de militants de toutes tendances dans le mouvement ouvrier (« l'appel des 160 »).

AUCUNE SECTION NE PEUT CONTOURNER LA QUESTION DE LA POLITIQUE DE SON PROPRE GOUVERNEMENT

Éléments repris par un troisième camarade qui indique :

« Dans une situation où la question de la guerre est à l'ordre du jour à l'échelle internationale, aucune section nationale de la IV^e Internationale ne peut contourner la question de la politique de son propre gouvernement. Le 22 avril dernier, l'Assemblée nationale et le Sénat en France ont voté la prolongation de l'intervention militaire française au Mali. Au Sénat comme à l'Assemblée nationale, il y a eu zéro voix contre. Le Parti socialiste, les Verts, les partis de droite ont voté pour. Quant aux députés du Parti communiste français (PCF) et du Front de gauche, ils se sont abstenus. Le porte-parole du PCF a tenu à préciser le sens de cette abstention, je cite : "Nous avons apporté un soutien clair à cette intervention militaire. A notre avis, le plus dur reste à faire. Cette première étape passée, il est urgent d'aller au fond. Le maintien d'une présence militaire internationale au Mali est indiscutable, nous y sommes favorables. Bien évidemment, nous ne voterons pas la poursuite de la présence des forces françaises au Mali, mais nous nous abstiendrons." Il est clair qu'il ne peut pas y avoir de politique ouvrière indépendante en France qui ne passe pas par la lutte contre le gouvernement fauteur de guerre. Cette

lutte intransigeante pose la question de la prise de position, de la lutte contre la guerre, mais se relie à toutes les questions de lutte de classe et pour l'indépendance des organisations. Le Parti ouvrier indépendant (POI) qui n'est pas membre de la IV^e Internationale, mais dans lequel militent les militants de la IV^e Internationale en France, ne mériterait pas son nom s'il n'avait pas pris position dès le départ contre l'intervention militaire au Mali. Et il est évident que le combat politique de construction d'un authentique parti ouvrier indépendant exige de relier le combat contre la guerre, le combat pour l'aide au front unique dans la lutte de classe contre chacune des mesures réactionnaires et des contre-réformes du gouvernement, le soutien aux initiatives qui, sur le terrain du front unique, visent à rassembler largement, dans un cas les militants ouvriers pour la défense des organisations, dans l'autre les élus pour la défense des communes, et c'est sur ce terrain d'ensemble et cohérent qu'il est possible de construire un parti. »

DÉVELOPPER UNE ORIENTATION DE FRONT UNIQUE POUR LA DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE DES ORGANISATIONS

En Italie, comme l'a expliqué le camarade,

« lors de la conférence de la section de la IV^e Internationale pour préparer le VIII^e Congrès mondial, la discussion a porté sur le fait que la classe ouvrière, bien qu'en grande difficulté, n'est pas défaite et qu'elle conserve intactes ses capacités de résister, de s'organiser, de défendre les syndicats, en particulier la CGIL. »

Et il précise à partir de là le rôle que la section a pu jouer dans la lutte de classe dans la dernière période, dans le secteur de l'école comme dans différents secteurs de l'industrie. Ce qu'une camarade complètera : *« Soyons attentifs à tous les processus en bas »*, relatant la mobilisation, à notre initiative, dans une entreprise du groupe Fiat, qui a permis de faire reculer la direction. Le camarade italien est également revenu sur l'absence de représentation politique de la classe ouvrière italienne, et, dans ce contexte, sur la nécessité de relancer l'appel issu de la conférence de Turin du

2 février préparatoire à la conférence de Tarragone et de faire signer largement l'appel de Tarragone.

L'offensive de l'impérialisme en décomposition et de ses instruments (troïka, institutions européennes, gouvernements) visant à la destruction en masse de la force de travail, la nécessité pour les sections de la IV^e Internationale (en Europe comme à l'échelle internationale) de développer une orientation de front unique pour la défense de l'indépendance de classe des organisations a été largement abordée dans la discussion.

Après être revenu sur le rôle ultra-réactionnaire du gouvernement Erdogan dans le dispositif de dislocation des nations fomenté par l'impérialisme américain (en Syrie, mais également en Turquie), un camarade de Turquie a insisté sur le fait que

« la loi adoptée l'an dernier en Turquie sur les syndicats et la négociation collective représente le plus grand bouleversement dans le mouvement syndical depuis le coup d'Etat de 1980. L'instauration de critères de représentativité imposés aux syndicats a réduit de façon drastique la possibilité pour nombre d'entre eux de pouvoir participer aux négociations collectives. D'autre part, le Conseil économique et social (tripartite : gouvernement, patronat, syndicats) instauré en 2010 comme un instrument de "dialogue social", s'ingère, de par cette loi, dans la vie quotidienne du mouvement syndical. Et cela s'accompagne, comme les camarades d'Azanie ou du Pérou l'ont expliqué, de sévères restrictions au droit de négocier et au droit de grève. Mais cette offensive, permise par les forces liées au gouvernement dans les sommets du mouvement syndical, provoque contre elle une levée de boucliers dans les syndicats, par exemple la plateforme pour l'unité syndicale dans la confédération traditionnelle Turk-Is. »

C'est en particulier dans ce cadre que le congrès s'est saisi de l'appel de l'Entente à sa vingtième rencontre internationale de syndicalistes pour la défense des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, qui se tiendra à Genève le samedi 15 juin. Cela au moment où toute l'offensive de l'impérialisme contre l'indépendance du mouvement ouvrier se concentre sur la dissolution des intérêts particuliers de la classe ouvrière (matérialisés par l'existence de ses organisations de classe, en particulier les organisations syndicales) dans la « gouvernance mondiale ».

Le bureau européen devra également poursuivre la discussion sur la stratégie de construction des sections dans l'aide au combat contre les appareils politiques du mouvement ouvrier qui sont aujourd'hui les relais de la politique de la troïka.

Entre autres, en Allemagne, où, comme l'indiquent les Premières notes sur l'Europe dont le congrès a été saisi :

« Nous devons établir pays par pays les points d'appui que nous avons en abordant les problèmes politiques. Par exemple, la continuité du combat de la section allemande, le succès de la rencontre du 26 janvier qui a rassemblé une centaine de militants ouvriers de tout le pays, l'importance de sa délégation à Tarragone montrent les possibilités énormes de la section allemande, au cœur du prolétariat le plus fort d'Europe. Une discussion est ouverte sur le combat à mener dans le SPD qui reste la représentation politique de la classe ouvrière allemande qui maintient son contrôle sur le DGB à un moment où des brèches sont ouvertes dans cet appareil. »

LA DÉCISION DE S'ATELER À LA CONSTRUCTION D'UNE SECTION EN GRÈCE

Question posée sous de toutes autres formes en Grèce. Un camarade grec indique à ce sujet :

« Les deux derniers congrès mondiaux de l'Internationale se sont tenus sans participation d'une délégation grecque. C'est aujourd'hui différent. A la suite d'une décision du secrétariat international de s'atteler à la construction d'une section en Grèce, nous avons commencé à travailler au cours de l'année dernière. Nous avons un groupe de camarades, en partie dans Syriza, en partie dans d'autres organisations, qui publient ensemble un bulletin appelé Ergatika nea. Nous avons assigné à Ergatika nea les objectifs suivants : fournir une aide aux travailleurs qui veulent se regrouper pour leurs revendications. Une aide pour ceux qui veulent se battre, pour l'indépendance de leurs syndicats, mais aussi de leurs organisations politiques, de manière indépendante des revendications de la bourgeoisie qui s'expriment aujourd'hui en Europe au travers des institutions de l'Union européenne. En

Grèce, cela se concentre aujourd'hui dans le mot d'ordre : "Retrait du mémorandum ! Dehors la troïka !" Et c'est aussi le mandat que Syriza, l'alliance de partis de gauche, a reçu au cours des dernières élections en Grèce avec 1,6 million de voix. Depuis lors, nous intervenons dans Syriza et défendons le mot d'ordre : "Retrait du mémorandum ! Dehors la troïka !", y compris contre tous ceux qui disent, au sein de Syriza : "Le mémorandum, ce n'est pas tout", et nous nous en tenons à cette revendication parce qu'elle est la revendication des masses. Cette intervention dans Syriza aura aussi une signification particulière lors du premier congrès du parti, cet été, et il faut être conscient que Syriza peut accéder au gouvernement. Exposant les positions de la IV^e internationale, Ergatika nea ne fait pas de ses positions, ni des conclusions que nous en tirons, un préalable. Nous soumettons nos positions à la discussion au sein d'Ergatika nea. »

Telles sont, sans prétendre à l'exhaustivité, quelques-unes des questions sur lesquelles le bureau européen devra élaborer afin de permettre le franchissement d'un pas en avant quantitatif et qualitatif dans la construction des sections dans la période qui vient.

LE MANDAT DU VIII^e CONGRÈS

Soulignons que mandat a été donné au conseil général et au secrétariat international élus de poursuivre et approfondir la réflexion, non seulement concernant l'Europe mais aussi le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest, l'Amérique latine et le sous continent indien, de la mise en place de « bureaux régionaux de la IV^e Internationale » à même d'organiser et d'impulser la construction des sections. De la même manière, le conseil général et le secrétariat international devront élaborer pour mettre en œuvre les propositions qu'ont dégagées les commissions du congrès, tant sur le plan de nos finances, que de nos publications (*La Vérité*, *La Lettre de la IV^e Internationale*) et accorder une attention toute particulière aux éléments de réflexions engagés dans la commission jeunes. Tel est le mandat du VIII^e Congrès à l'issue de ces quatre jours de travaux.

Intervention de clôture

Camarades,

C'est bien de terminer le VIII^e Congrès de la IV^e Internationale dans l'allégresse, parce que c'est l'expression même de l'espoir et de notre détermination. Le bureau qui a dirigé les travaux de la dernière journée m'a fait l'honneur de conclure les travaux de notre congrès. Le camarade qui vient de me précéder a remercié tous ceux qui ont contribué au succès des travaux de notre VIII^e Congrès parce que, sans eux, nous n'aurions pas pu dialoguer, débattre dans les meilleures conditions.

Permettez-moi d'abord de saluer la mémoire du camarade Philippe Larsimont de Belgique qui nous a quittés. C'était un dirigeant de la IV^e Internationale, le principal dirigeant de la section belge. Permettez-moi aussi de saluer la mémoire du camarade Gulzar du Pakistan qui nous a aussi quittés. C'était le principal dirigeant, aussi, de la section pakistanaise et un dirigeant dans la lutte des classes dans le mouvement ouvrier dans son pays. Ces deux disparitions n'ont pas été sans impact sur nos deux sections, en Belgique et au Pakistan. Mais les camarades ont poursuivi ; ils ont résisté ; ils reconstruisent les sections de la IV^e Internationale imprégnés qu'ils sont par leurs responsabilités d'apporter les réponses en Belgique et au Pakistan, où les conditions sont extrêmement difficiles, d'où l'absence même de nos camarades de la section pakistanaise. Et c'est là, camarades, l'expression de la force de notre programme d'où nous tirons notre propre force. Je salue également la mémoire de Marie-Claude Schidlower, membre du conseil général et de la direction de la section française de la IV^e Internationale.

Permettez-moi aussi de saluer le camarade Mustapha Ben Mohamed (1) qui se bat

contre la maladie. Il résiste, selon les informations recueillies, et il se bat parce qu'il a toujours été un résistant et un combattant. Les camarades lui ont transmis les salutations du VIII^e Congrès. Bien évidemment, nous souhaitons à notre camarade un prompt rétablissement, parce que ce camarade incarne la continuité du combat du mouvement national algérien pour l'indépendance de l'Algérie à ce jour et il incarne la jonction entre le mouvement national algérien dirigé à l'époque par Messali Hadj et la IV^e Internationale. Mustapha Ben Mohamed, parce qu'il était internationaliste, a contribué à ce que la section française de la IV^e Internationale se reconstruise sur la base de son bulletin. Le bulletin qu'a décidé d'éditer Pierre Lambert après la scission révisionniste de 1953. Il était celui qui, avec la ronéo, reproduisait les bulletins qu'écrivait Pierre Lambert et qu'une autre camarade tapait à la machine. Et en Algérie, c'est lui aussi qui a édité le premier bulletin du premier noyau des révolutionnaires. Il l'a fait dans la cave de l'immeuble où il habitait. Dans le système de parti unique et quand le premier numéro est sorti, il en avait pleuré. Il avait pleuré parce qu'il savait que c'est à partir de là, à partir de ce bulletin ronéotypé, qu'on allait pouvoir regrouper des syndicalistes, des militants ouvriers pour jeter les bases d'une organisation.

Camarades, en vérité, je considère que c'est le premier congrès de la IV^e Internationale depuis la disparition de Pierre Lambert. Pourquoi, le premier ? Parce qu'en réalité, le VII^e Congrès était une réponse de la direction, une réponse des cadres et des militants, à tous ceux qui espéraient qu'avec la disparition de Pierre Lambert, allait disparaître la IV^e Internationale, comme cela a été le cas pour un certain nombre de courants centristes. Et, il fallait donc apporter cette réponse organisée

(1) Le camarade Mustapha Ben Mohamed est décédé dans la nuit du 13 mai 2013.

et à travers les initiatives et la discussion, pour dire : la continuité est là et elle se poursuivra. Aujourd'hui, le VIII^e Congrès a fait une démonstration supplémentaire, appuyées sur le legs que nous a laissé Pierre Lambert, les traditions de la IV^e Internationale, les combats, les legs de Marx, Engels, Lénine et de Trotsky, de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Bien sûr, ces dirigeants, ces combattants ne pouvaient pas voir les développements en cours à l'échelle internationale. Ils ne pouvaient prévoir que la trahison des partis se réclamant frauduleusement du socialisme et de la classe ouvrière, les partis de la II^e et de la III^e Internationale, ils ne pouvaient prévoir le stade de putréfaction du système de la propriété privée des moyens de production, ces trahisons qui ont été rejointes par le pablisme révisionniste depuis 1953. Trahisons qui ont permis au système capitaliste de perdurer, entraînant la barbarie, les guerres, le chaos, la destruction des conquêtes arrachées de hautes luttes, la destruction des nations, des souverainetés nationales, y compris dans des pays impérialistes comme c'est le cas par exemple de la Grèce.

Comme jamais par le passé, nous avons là, de la manière la plus éclatante, la confirmation de la justesse de notre programme, le programme de fondation de la IV^e Internationale. Nous avons la confirmation la plus éclatante du fait que les conditions objectives sont plus que mûres pour la révolution, et leur pourrissement s'accélère à cause de l'impasse du système de la propriété privée des moyens de production qui est maintenue grâce à ces appareils et aux trahisons, mettant en danger l'existence même et la continuité de la civilisation humaine ; mettant à l'ordre du jour dans le même temps, la nécessité de réunir les conditions subjectives pour apporter l'aide à la classe ouvrière et au peuple, pour en finir avec le système de la propriété privée des grands moyens de production ; c'est-à-dire pour résoudre la question nodale de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Camarades, ce VIII^e Congrès a mis au centre de ses objectifs la construction des sections de la IV^e Internationale sur la ligne de la transition : défense des organisations

de la classe ouvrière, construction des partis ouvriers indépendants, aide à l'organisation de la jeunesse. Oui, camarades, car il nous incombe la responsabilité d'ouvrir une issue qui nécessite les formes d'organisation adaptées à l'échelle nationale et à l'échelle internationale ; construire le parti mondial de la révolution. La discussion qui a eu lieu entre nous durant ces quatre jours, est d'une extrême richesse sur l'orientation du front unique ouvrier, du front uni anti-impérialiste. Elle confirme notre détermination à réintégrer pleinement notre classe, ce qui est déjà en cours ; ce qui est déjà la réalité dans de nombreux pays, pour être à l'avant-garde des luttes, alors que s'ouvrent dans plusieurs endroits, depuis la Tunisie et l'Égypte, des situations révolutionnaires qui portent en elles-mêmes les conditions objectives qui sont imposées à l'humanité par le système de la propriété privée des moyens de production.

Nous avons été saisis, au cours même de ce congrès, de la menace qui pèse sur l'Algérie. Nous savons que le PT est d'ores et déjà mobilisé pour la défense de la souveraineté de l'Algérie. En effet, le PT, depuis 2011, s'est fixé pour objectif de se préparer à toutes éventualités : premièrement, qu'il y ait des élections et éventuellement y participer comme une tribune pour d'abord renforcer le parti et pour présenter l'issue au peuple algérien sur la ligne de l'Assemblée constituante, de la rupture avec l'impérialisme impliquant bien sûr le combat avec l'UGTA sur l'orientation du Labor Party appuyée sur les syndicats.

Deuxièmement, l'hypothèse de l'évolution de la lutte des classes qui s'intensifie de plus en plus en Algérie, son évolution vers l'ouverture d'une crise révolutionnaire, ce qui pose comme responsabilité pour le PT d'encadrer ce processus.

Troisièmement, de faire face à l'ingérence, en cas d'intervention étrangère — et cela est à l'ordre du jour. Cela veut dire se mettre dans la position du parti qui défend la nation, qui défend la révolution algérienne et sa continuité. C'est cela que nous a appris le camarade Pierre Lambert. Si le PT, en Algérie, est en état d'alerte maximum, les développements dont nous avons discutés dans ce congrès mettent au centre,

en ce qui nous concerne, le déploiement de toute l'Internationale sur la ligne du front uni anti-impérialiste pour la défense de l'Algérie, contre l'intervention militaire de l'impérialisme américain et de ses alliés dans la région et en Europe.

La discussion que nous avons concentrée sur cette question et les dispositions prises par ce VIII^e Congrès pour élaborer et définir les conditions d'une intervention unifiée mais qui respecte en même temps les formes nationales ; la méthode qui est la nôtre, que nous avons aussi utilisée, reflètent encore une fois notre détermination à peser sur le cours des événements, à organiser la mobilisation partout en nous appuyant sur tous les points d'appui, en nous adressant d'abord et avant tout aux organisations de la classe ouvrière, parce que c'est à la classe ouvrière qu'incombe la responsabilité de défendre les nations dans les pays opprimés, de poser les questions démocratiques nationales.

Camarades, dans ce congrès, bien sûr, et dans les interventions, cela était présent en permanence, nous avons réalisé d'énormes avancées. D'abord des avancées dans l'intervention pratique sur le terrain de la lutte de classe. Des initiatives ont été prises, d'où la richesse et la diversité de la discussion. Mais nous avons aussi enregistré plus concrètement des demandes d'affiliation à la IV^e Internationale, des demandes d'affiliation de sections, de militants, comme produit de la discussion, de la lutte engagée par des militants de la IV^e Internationale avec les travailleurs, avec les syndicalistes.

Camarades, le camarade Lambert disait avant sa disparition, répétait aux dirigeants de l'Internationale : « *Camarades, vous allez devoir vous débrouiller, quant à moi, j'aurai toute l'éternité devant moi.* » Bien sûr, il rigolait en même temps en disant cela. C'est pourquoi il faut rappeler que la place de l'Algérie a toujours été particulière pour le camarade Pierre Lambert. Ce n'est pas simplement une question affective,

mais c'est parce que combattre l'impérialisme français, combattre le colonisateur, combattre son propre impérialisme était une tâche centrale pour la section française de la IV^e Internationale qui, en réalité, incarne la continuité de la IV^e Internationale depuis sa fondation. Parce qu'il a suivi pas à pas la constitution des noyaux, mais il a suivi aussi pas à pas, par les discussions avec les dirigeants de la révolution, comment apporter l'aide nécessaire à la victoire du peuple algérien contre l'impérialisme français, pour l'émancipation nationale reproduisant et matérialisant l'essence même du Programme de transition et l'internationalisme prolétarien.

Alors, oui, parce que ce camarade a formé des générations et des générations de militants et de cadres, il les a formés au marxisme, au trotskysme et à sa méthode, dégageant l'orientation pour la défense des nations, pour la défense de la classe ouvrière et de ses organisations. Le VIII^e Congrès est aujourd'hui l'expression consciente de cette continuité, de cette méthode-là : les dispositifs d'organisation que nous venons d'approuver, pour mettre en place des bureaux continentaux et, pour l'Afrique, des bureaux régionaux, de façon progressive, pour unifier notre intervention, pour apporter l'aide à tous les militants et à toutes les sections de l'Internationale, pour construire de nouvelles sections ; c'est-à-dire pour renforcer la IV^e Internationale. Cela se passe au moment et à l'heure où les plus grands défis se posent à l'humanité. Les plus grands défis : soit l'ouverture de la perspective pour l'humanité, à savoir le socialisme qui libèrera l'humanité de l'exploitation et l'oppression, soit la barbarie. Alors, les militants de la IV^e Internationale, dont vous êtes ici les représentants et les délégués, seront, et j'en suis sûr, à l'avant-garde des combats, à l'avant-garde de ce combat vital et décisif.

Vive la IV^e Internationale !

Mustapha Ben Mohamed (1926-2013)

Par Lucien Gauthier

Mustapha Ben Mohamed est né en 1926, au moment même où Messali Hadj, le fondateur du mouvement national algérien, constitue la première organisation algérienne qui combat pour l'indépendance, l'Etoile nord-africaine (1). C'est à 19 ans, en 1945, que Mustapha rejoindra le mouvement national algérien. En effet, un basculement s'est opéré pour lui. Le 8 mai 1945, au moment même de la signature de l'armistice en Europe, de la fin de la grande boucherie impérialiste et de l'effondrement du nazisme, les troupes coloniales du gouvernement « démocratique » de De Gaulle, du PS et du PCF faisaient réprimer massivement, à Sétif et Guelma, les populations algériennes qui manifestaient pacifiquement pour leurs droits souverains. Des dizaines de milliers d'Algériens sont morts en quelques heures sous la mitraille.

Jeune cheminot, Mustapha va consacrer l'essentiel de son temps à l'organisation du travail de son organisation. Comme il l'expliquait lui-même :

« J'étais un ouvrier, j'avais une responsabilité syndicale (celle de ma section CGT) et j'avais donc une démarche lutte de classe. Je considérais que la seule force digne de la révolution en Algérie, c'était la classe ouvrière alliée à la paysannerie. Il ne faut pas oublier qu'en Algérie les paysans étaient sans terre. »

En 1948, par hasard, il achètera dans un kiosque de la place Gorat (aujourd'hui place des Martyrs, en bas de la Casbah) un

exemplaire de *La Vérité*. C'est à partir de là qu'il établira avec la IV^e Internationale des rapports qui dureront toute sa vie. De là également date son amitié indéfectible avec Pierre Lambert.

C'est à cette même époque qu'il devient le responsable de l'Organisation spéciale (OS), le bras armé du mouvement national pour la région d'Alger.

Elu sur la liste du mouvement national au conseil municipal d'Alger, il est confronté à la réalité du pouvoir colonial. Le maire d'Alger, Jacques Chevallier, cherche en permanence à « associer » les élus du mouvement national à sa politique. De premières différences politiques apparaissent au sein de l'organisation.

D'un côté, les « centralistes » (par référence aux membres du comité central), et, de l'autre, le dirigeant historique Messali Hadj, toujours emprisonné, qui ne partage pas l'orientation très conciliatrice de la direction de son organisation à l'égard du pouvoir colonial. Comme l'expliquait Mustapha à propos de la direction de son organisation, ceux qu'on appelait les centralistes,

« cette direction estimait pouvoir faire l'économie d'une révolution, qu'il était

(1) Cette organisation, qui sera réprimée, dissoute, renaîtra à chaque fois sous différents noms : Parti du peuple algérien, Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, Mouvement national algérien.

possible de faire des compromis avec le colonialisme français et qu'on pouvait améliorer les conditions des Algériens par une espèce d'émancipation avec le temps ».

Il n'est pas dans notre propos de retracer ici la crise du mouvement national. Notons que le combat de Messali pour l'indépendance reste le creuset du combat organisé qui sera mené dans cette voie.

Comme l'explique Mustapha Ben Mohamed,

« sans l'offensive de Messali et sans la constitution au sein de l'organisation d'un comité de salut public, il n'y aurait pas eu de 1^{er} novembre 1954 ; il faut signaler que, jusqu'au 1^{er} novembre 1954, les "centralistes" restent élus au conseil municipal ».

Mustapha Ben Mohamed, lui, avait démissionné de ce conseil municipal, refusant toute conciliation avec les autorités coloniales.

Le déclenchement de l'insurrection, la constitution du Front de libération national (FLN) par ceux qui étaient opposés à Messali vont entraîner la scission de l'organisation. Emprisonné, Mustapha Ben Mohamed se refusera à choisir, considérant qu'il n'avait pas tous les éléments. Emprisonné en novembre 1955, en Algérie, puis en France, il sera libéré en avril 1962, après le cessez-le-feu proclamé le 19 mars 1962.

Au lendemain de sa libération, il va voir Messali.

« Je lui dis, après lui avoir exprimé mon respect, qu'il fallait tenir sans tarder un congrès extraordinaire et faire le bilan. Messali me répond que ce n'est pas le moment et me propose d'être le responsable de la fédération de France. Je lui réponds que je suis prêt à assurer toutes les tâches, mais d'abord un congrès pour tirer le bilan. Il n'a pas voulu. Alors, je lui ai fait part de ma décision de quitter l'organisation, car j'entendais rester fidèle au combat pour l'indépendance de l'Algérie, notamment avec son contenu social. »

C'est pour rester fidèle à son engagement dans le mouvement national que Mustapha rompra avec Messali, mais sans jamais cracher sur « l'acquis qu'il a représenté pour le peuple algérien ».

C'est en 1966 que Mustapha reviendra en Algérie. Le pouvoir ne peut en effet empêcher un militant comme Mustapha, qui, officiellement, est un « moujahid » (l'équivalent de ce qu'étaient les résistants en France pendant la guerre), de rentrer dans son pays.

Comme il l'explique :

« En 1962, il y avait l'indépendance politique, mais restait la question de l'indépendance économique et sociale face à l'impérialisme, et qui exigeait la démocratie et la souveraineté du peuple. En 1962, la direction du FLN instaure un régime de parti unique et, par voie de conséquence, ne réalisera pas l'ensemble des tâches sociales, économiques, démocratiques. »

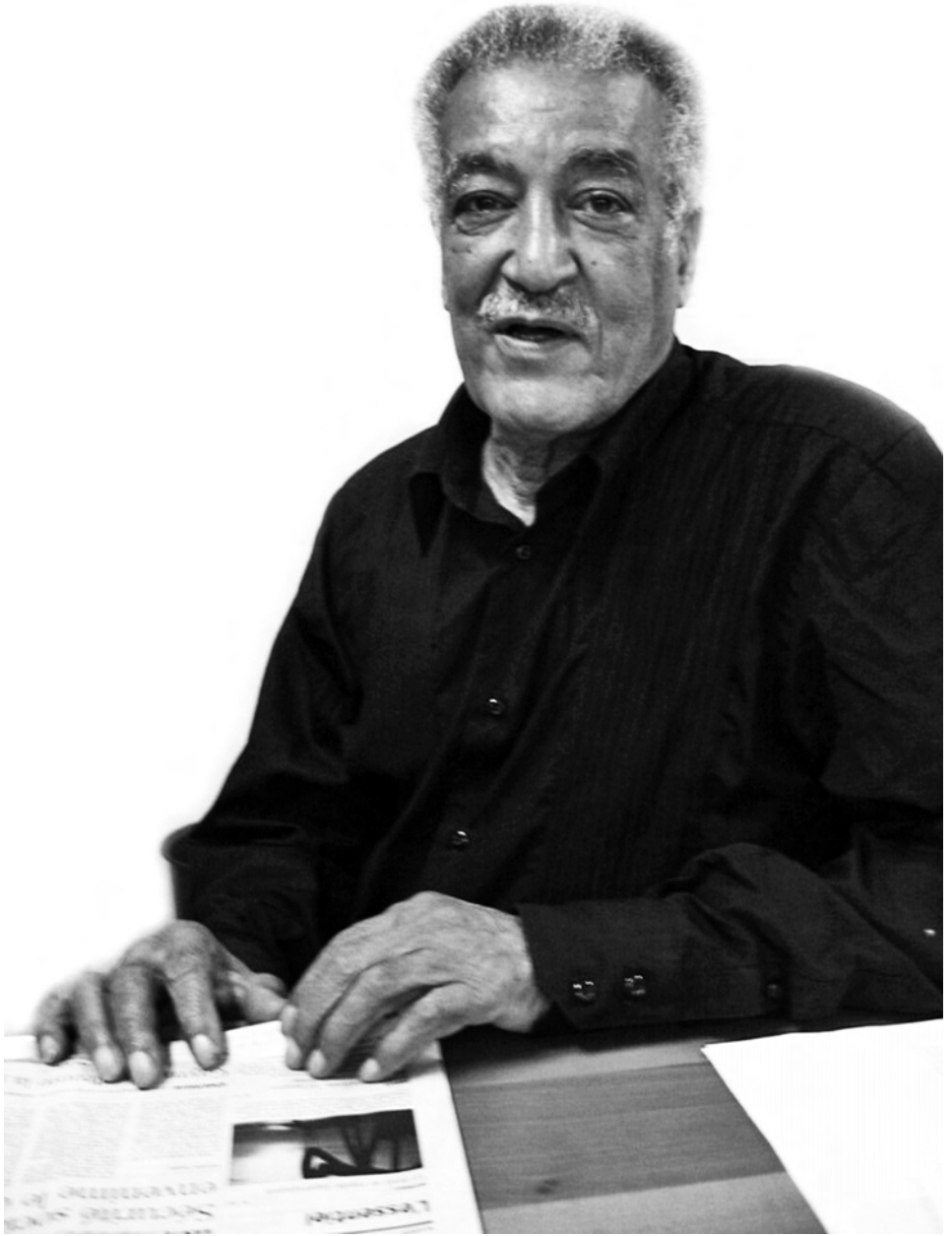
Avec une poignée de militants, dans la clandestinité, Mustapha Ben Mohamed militera dans les syndicats, puis, dans le courant des années 1970, commencera à recruter dans la jeune génération, aboutissant à la création d'une organisation clandestine, l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), qui, lors de la fin du régime du parti unique, sera légalisée.

L'OST sera l'élément constituant qui permettra la création, en 1990, du Parti des travailleurs, dont le fondement est la défense de l'indépendance de l'Algérie, de sa souveraineté, la défense des entreprises publiques et de la nationalisation du pétrole, et qui, pour ce faire, exige le combat pour la démocratie, c'est-à-dire une Assemblée constituante souveraine où le peuple définira lui-même son avenir et son destin.

C'est pour ce combat que Mustapha Ben Mohamed sera élu député à l'Assemblée nationale populaire en 1997. En juillet 2009, lors d'une conférence anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs, Mustapha était présent à la tribune.

Le combat qu'a mené ce militant révolutionnaire et internationaliste pendant près de soixante-dix ans dans le mouvement national algérien, qui pour lui avait un caractère économique, social et international se retrouve pleinement dans le programme du Parti des travailleurs.

Lucien Gauthier



Mustapha Ben Mohamed en 2004

Un entretien entre Mustapha Ben Mohamed et Pierre Lambert

(paru en deux parties dans *Informations ouvrières*,
n° 661 [2206], 7-13 octobre 2004 et n° 664 [2209], 18 octobre-3 novembre 2004)

Pierre Lambert : Je voudrais que tu nous expliques, dès aujourd'hui, le cheminement qui a conduit à la cristallisation de courants et de tendances au sein du Parti du peuple algérien (PPA), qui se sont ensuite violemment affrontés.

Mustapha Ben Mohamed : Il faut préciser qu'en 1948, le PPA (qui avait été dissous et que nous avons malgré tout maintenu comme organisation centrale) constitua l'Organisation spéciale (OS) avec la responsabilité de préparer l'insurrection armée (1). J'étais pour ma part responsable de l'OS dans la région d'Alger. La dissolution, en 1950, de l'OS a provoqué des tiraillements au sein de la direction du PPA, dont la vitrine légale était le MTLD. Cela s'est manifesté lors de notre participation à des élections.

Messali Hadj nous avait toujours expliqué que les élections n'étaient pas une fin en soi et que participer ou pas, tout dépendait de l'objectif visé. Ce n'était qu'un point d'appui pour diffuser la doctrine, les moyens d'action du parti et, au cours de toute l'histoire du mouvement national, le parti a parfois boycotté, parfois s'est opposé, parfois a participé, en expliquant toujours les raisons et les objectifs de ses décisions.

Il y eut en avril 1953 des élections municipales dans toute l'Algérie. Le MTLD, qui était tout simplement le

prolongement du PPA, décida de participer. J'ai été élu conseiller municipal.

Pendant toute la période de la « gestion », de l'élaboration du budget de la municipalité d'Alger, qui était présidée par Jacques Chevallier, j'ai pu constater l'adaptation du parti à une politique qui faisait fi de la démarche vers l'indépendance de l'Algérie : la collaboration avec l'administration coloniale vidait de tout son sens la volonté des Algériens de se réapproprier leur souveraineté.

Il faut relever par exemple l'adoption par le parti du budget de ces municipalités dirigées par les colons, budgets qui étaient évidemment au détriment des intérêts de la majorité des Algériens, toujours minoritaires dans ces assemblées. A ce moment-là, j'ai commencé à me poser des questions.

Ma démarche avait pour origine ma condition de travailleur aux chemins de fer. J'étais un ouvrier et j'avais une responsabilité syndicale (celle de la section CGT). Par là même, j'avais une démarche de lutte de classe. On me parlait du peuple algérien, mais, dans ce peuple,

(1) Messali Hadj fonde d'abord l'Etoile nord-africaine, puis, après sa dissolution, le Parti du peuple algérien (PPA), qui devient, après sa dissolution, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), et enfin, le Mouvement national algérien (MNA).

il y avait aussi une petite bourgeoisie, et nous n'avions pas tous les mêmes intérêts ; je considérais que la seule force digne de la révolution en Algérie, c'était la classe ouvrière, alliée à la paysannerie. Il ne faut pas oublier qu'en Algérie, les paysans étaient sans terre. J'avais un esprit assez critique sur cette question.

Confronté à l'expérience chaque jour plus évidente de ce qu'était la cohabitation dans la gestion des affaires dans le cadre des communes, j'ai estimé que je devais marquer ma différence : je me suis opposé en 1954 à un budget présenté par Jacques Chevallier, alors que les autres élus MTLD le votaient.

Lorsque j'ai voté contre le budget de la ville d'Alger, j'ai été contacté par le Comité de salut public. Qu'en était-il de ce dernier ? Il était animé plus particulièrement par Filali (2) pour s'opposer à la ligne liquidatrice du comité central, pour le redressement du parti. Rezki Ladjali, qui n'était pas membre du comité central, mais responsable d'une wilaya, m'a dit : « *Il y a un Comité de salut public pour redresser le parti. Est-ce que tu veux en faire partie ?* » J'ai donné mon accord, et c'est là qu'a commencé le conflit ouvert avec les membres du comité central.

Peux-tu nous donner quelques précisions ?

Le comité central n'était pas issu d'un congrès, mais un organe composé par cooptation. Cela posait un problème, et Messali y était opposé. Mais, dans la mesure où il était pratiquement tout le temps en détention ou en résidence surveillée, il n'avait pas pu s'opposer à la constitution d'une nomenklatura.

A partir de là, s'est constituée une direction petite-bourgeoise. Ce n'était plus des ouvriers (traminots, petits métiers, petits commerçants, paysans, etc.), mais un groupe composé d'individus issus de la petite bourgeoisie (gros commerçants, professions libérales).

Cette direction a estimé pouvoir faire l'économie d'une révolution, qu'il était possible de faire des compromis avec le colonialisme français et qu'on pouvait améliorer la condition des Algériens par

une espèce d'émancipation avec le temps. D'une certaine façon, le comité central s'est aligné sur la démarche des oulémas des Frères musulmans et sur celle de Ferhat Abbas (3), qui disaient : doucement, il est possible d'acquérir des droits, etc., sans passer par la révolution.

A partir de là, le MTLD était devenu un parti intégrationniste. C'est pourquoi Messali, par l'intermédiaire de Filali, avait décidé la constitution du Comité de salut public. Est-on pour la révolution armée ou pour des négociations, des étapes, etc. ?

Les « centralistes » (4) pensaient que, avec les négociations, on aboutirait à une autonomie interne et, tout doucement, à une « indépendance ». L'autre tendance était de rompre définitivement avec cette démarche réformiste : nous ne pourrions nous libérer de l'impérialisme français que par une action armée.

C'est à ce moment-là, début 1954, que s'est produit le clivage entre ceux qu'on a appelé les « centralistes », partisans d'une solution négociée, et les « messalistes », qui étaient pour la lutte armée.

Du point de vue du développement de cette situation, avant le 1^{er} novembre 1954, il y a eu un événement d'une très grande importance : le congrès d'Hornu. Tu y étais présent. Quel enseignement en tires-tu ?

Après la fracture sur la stratégie à adopter, au plus fort de la bataille au sein du MTLD entre messalistes et centralistes, les « messalistes » se considéraient comme les légataires légitimes et ont organisé un congrès extraordinaire, pour sauver le parti, à Hornu, en Belgique, les 13 et 14 juillet 1954. J'ai été délégué par la section d'Alger pour y participer.

(2) Filali était l'un des plus proches compagnons de Messali.

(3) Les oulémas, Frères musulmans, prônaient, au nom de l'islam, une recherche de l'autonomie interne. Ferhat Abbas, issu de la petite-bourgeoisie aisée d'Alger, qui prônait d'abord l'assimilation, puis l'autonomie, rejoindra le FLN.

(4) On désigne par « centralistes » les membres du comité central opposés dans leur majorité aux messalistes.

Il y a eu un débat sur la tentative de liquidation du parti comme parti révolutionnaire. L'orientation du parti vers une organisation armée pour déclencher la révolution a été définie. Et c'est à Hornu qu'a été constitué le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), avec comme programme la préparation de la révolution armée. Personnellement, j'ai été membre du CNRA et responsable dans la région d'Alger. On était tous d'accord sur les déviations du comité central ; il fallait redresser le parti, revenir aux sources du mouvement national.

Pierre Lambert : J'ai relaté dans le précédent numéro d'Informations ouvrières comment, à partir du déclenchement de l'insurrection le 1^{er} novembre 1954, Messali a cherché à unifier le combat des uns et des autres, quels que soient les désaccords, à « nourrir la révolution ». Toi qui étais à Alger le 1^{er} novembre, quel est ton point de vue là-dessus ?

Mustapha Ben Mohamed : Quand il y a eu les premières actions dans les Aurès le 1^{er} novembre, j'ai été surpris. Immédiatement, j'ai pris contact avec la direction à Paris et avec Messali. Ce dernier a écrit une note nous disant de nous organiser pour y aller. A partir du moment où le conflit avait commencé, il fallait s'organiser pour s'y insérer dans le cadre des décisions du congrès d'Hornu. Je rappelle que nous avons, au congrès d'Hornu, mis en place le Comité national révolutionnaire algérien (CNRA). Dans la mesure où j'avais été désigné à ce congrès responsable militaire de la région d'Alger, j'ai commencé à organiser les réseaux pour assurer nos responsabilités.

Au lendemain du 1^{er} novembre, les autorités coloniales ont dissous le MTLD et arrêté les principaux dirigeants du MTLD, que ce soit l'aile « centraliste » ou l'aile messaliste.

En ce qui me concerne, j'étais élu municipal au conseil d'Alger dirigé par Jacques Chevallier, et j'étais en même temps ouvrier à la SNCF. J'ai quitté mon travail, et, avec d'autres élus messalistes,

nous avons démissionné du conseil municipal qui était dominé par les colons cherchant à étouffer l'insurrection. C'est alors que je suis entré dans la clandestinité.

En quoi ont consisté tes tâches au moment où les actions militaires ont commencé ?

Pour en revenir au déclenchement du 1^{er} novembre, il faut revenir en arrière. Face à la politique réformiste et d'adaptation du comité central du MTLD (les « centralistes »), Messali avait décidé dès 1951 d'engager le combat contre cette ligne, pour remettre au centre de nos objectifs l'indépendance de l'Algérie. Sans l'offensive de Messali et sans la constitution, au sein du MTLD, d'un Comité de salut public sous la direction de Filali, il n'y aurait pas eu de 1^{er} novembre 1954. Il faut comprendre que, jusqu'au 1^{er} novembre 1954, les « centralistes » restent élus au conseil municipal avec Jacques Chevallier. Après le 1^{er} novembre, les autorités ne saisissent pas bien toutes les ramifications et arrêtent à tour de bras, non seulement les messalistes mais également les « centralistes », et notamment les élus du conseil municipal d'Alger. Jacques Chevallier intervient en leur faveur ; ils seront relâchés quelques mois plus tard. Mais là, personne n'a plus le choix, personne ne peut revenir au conseil municipal alors que l'insurrection se généralise.

L'insurrection se déclenche dans les Aurès, notamment à l'initiative de Ben Boulaïd, qui pense ainsi préserver l'unité du parti, réunifier les deux fractions (« centralistes » et messalistes) ; il écrit d'ailleurs à Messali une lettre lui indiquant qu'il doit prendre la tête de l'insurrection, appeler à l'unité du mouvement, car pour les messalistes il est le chef historique. Messali n'aura jamais entre les mains cette lettre qui ne lui a jamais été remise malgré la demande de Ben Boulaïd.

Comment as-tu été arrêté ?

J'avais une série de « planques ». Je savais la police à mes trousses. Je chan-

geais de lieu régulièrement, mais la police rassemblait les informations. Ils m'ont arrêté. Le jour même où Ben Boulaid s'échappait de la prison de Constantine, le 11 novembre 1955. Comme des milliers d'autres Algériens qui luttèrent pour l'indépendance, j'ai été arrêté et torturé. Nous étions 3 000 détenus à la prison de Barberousse (Serkadji), à Alger. La majorité était messaliste, mais il y avait aussi une minorité de FLN au début. Il n'y avait pas de problèmes majeurs entre nous, on était tous des combattants.

Le tournant s'opère en 1956. Guy Mollet (SFIO) est élu pour faire la paix en Algérie. Il va à Alger, il est acculé par une manifestation des colons, organisée par l'armée, Mollet capitule sur son mandat. Il rentre, et, très vite, déclenche les pouvoirs spéciaux, ouvrant la voie aux massacres, à la torture. Comment as-tu vécu cela ?

C'était une situation pénible. J'avais très peu d'informations en prison. Mais j'ai vu le changement. Les militants du FLN nous sollicitaient pour rompre avec le MNA et adhérer au FLN. Il y aurait des pressions, des intimidations. Compte tenu de cela, il y avait de moins en moins de messalistes. Pour ma part, j'ai expliqué : je suis entré au PPA (donc au MTLD, qui deviendra le MNA), pour l'indépendance de l'Algérie. Indépendance qui avait un contenu pour moi : la terre aux fellahs, les richesses de l'Algérie aux Algériens. La démocratie exigeait le suffrage universel, l'élection d'une assemblée constituante souveraine. J'ai expliqué : je n'ai pas tous les éléments, étant en prison, on fera les comptes après. Je refuse pour ma part, précisément parce que je n'ai pas les éléments, de condamner quiconque ayant cédé aux pressions. Je suis resté fidèle à mes engagements initiaux.

Je reviendrai dans un autre article sur les conditions de la rupture avec Messali, sur la base de désaccords politiques. Mais je voudrais que tu reviennes sur 1962.

En 1962, je suis libéré après les accords d'Evian, et sept années de prison. Je vais

voir Messali. Et je lui dis, après lui avoir exprimé mon respect, qu'il faut tenir sans tarder un congrès extraordinaire et faire le bilan. Messali me répond que ce n'est pas le moment et me propose d'être responsable de la fédération de France du MNA. Je lui réponds que je suis prêt à assurer toutes les tâches, mais d'abord, un congrès pour tirer le bilan.

Il n'a pas voulu. Alors, j'ai quitté le MNA. Avais-je le choix ? J'entendais rester fidèle au PPA-MTLD, au combat pour l'indépendance, avec son contenu social. Et il faut le rappeler, depuis 1945-1946, j'étais en contact avec les trotskystes.

Reviens là-dessus, et plus particulièrement sur l'indépendance...

En 1962, il y avait l'indépendance politique, mais restait la question de l'indépendance économique, sociale, face à l'impérialisme qui exige la démocratie, la souveraineté du peuple. Or en 1962, une couche, face à la masse des fellahs, et les officiers sont au pouvoir. Par exemple, se tient le congrès de l'UGTA, sur une plate-forme ouvrière et d'indépendance syndicale. Le pouvoir, et notamment Ben Bella vont dans le congrès faire un véritable coup de force contre la direction de l'UGTA, caporalisant et voulant à toute force intégrer l'UGTA au parti unique.

Pour ma part, j'étais contre et pour que l'évolution du mouvement syndical algérien atteste de la progression de l'indépendance des syndicats. Il y avait dans cette position une concordance entre le programme du PPA tel que je l'entendais et les discussions que j'avais avec les trotskystes. Il faut dire que j'avais, dès l'après-guerre mondiale, vu ce qu'écrivait *La Vérité* sur l'Indochine, la dénonciation des exactions du 8 mai 1945 soutenues par le PCF, l'action du gouverneur Lacoste (SFIO). Sans être organisé, j'étais en contact avec les militants de la IV^e Internationale.

Dès ta libération, tu as repris contact avec les militants de la IV^e Internationale, sans d'ailleurs (sortant de

prison) te soucier des divergences qu'il y avait entre les uns et les autres depuis 1953-1956...

Je suis alors resté en France, et, à ce moment, je me suis organisé dans sa section française. Je suis devenu professeur dans l'enseignement technique. J'ai constitué une section syndicale dans mon lycée. Puis, en 1966, je me suis posé la question : que faire ? L'Algérie, c'est mon pays. Alors, je suis rentré en Algérie. On était une toute petite poignée de militants qui s'organisaient alors dans la clandestinité sous le drapeau de la IV^e Internationale. C'était le règne du parti unique (le FLN). Notre action était surtout dans les syndicats. Et puis, en rapport avec la situation, mondiale, l'évolution en Algérie, nous avons commencé à recruter dans les plus jeunes générations. Dans le courant des années 1970, nous avons, toujours dans la clandestinité, constitué le Comité de liaison des trotskystes algériens (CLTA).

Nous avons, en relation avec la situation dans le pays, commencé à recruter plus largement, ce qui nous a amené à constituer l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), puis, lors des développements de la crise du régime à réclamer notre légalisation.

L'OST été l'un des éléments essentiels de constitution du Parti des travailleurs, qui est un parti ouvrier indépendant, regroupant largement les travailleurs, syndicalistes, femmes, jeunes d'Algérie.

J'ai été député du PT à l'Assemblée populaire nationale en 1997. Le PT est aujourd'hui une force et un point d'appui pour les masses exploitées et opprimées.

Je tiens à dire en conclusion : le chemin que j'ai pris a été semé de difficultés sans nombre, mais j'estime que quelles qu'elles aient été que c'était là le devoir de tout Algérien qui voulait libérer son pays du colonialisme. C'était là le devoir de l'ouvrier que j'étais qui devait combattre pour l'indépendance de son pays.

Pierre Lambert et la reproclamation de la IV^e Internationale

Par Daniel Gluckstein

2013 marque à la fois le 5^e anniversaire de la disparition de notre camarade Pierre Lambert et le 20^e anniversaire de la reproclamation de la IV^e Internationale, à laquelle il a apporté une contribution essentielle.

Au lendemain du VIII^e Congrès mondial, il est du plus grand intérêt de revenir sur la démarche, la méthode, les considérants qui ont conduit Pierre Lambert à ouvrir la discussion et à mener la bataille politique d'élaboration et d'organisation qui s'est conclue par la conférence de reproclamation.

QUARANTE ANS DE COMBAT POUR LA DÉFENSE DU PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE ET POUR SA RECONSTRUCTION

Avant toute chose, un mot d'explication à destination du lecteur jeune, ou peu averti, à qui l'histoire de la IV^e Internationale pourrait sembler une succession de crises et de ruptures, et qui ne verrait pas nécessairement l'intérêt de revenir sur ces épisodes parfois complexes, du moins en apparence.

Le fait est que, dès sa fondation, en 1938, la IV^e Internationale, malgré ses effectifs limités, a représenté un enjeu de la lutte de classe. Dans la mesure où elle

incarne le fil de la continuité avec les trois Internationales ouvrières qui ont précédé, dans la mesure où, de ce fait, elle porte le programme qui est historiquement celui du mouvement ouvrier international (l'expropriation de la classe capitaliste par la classe ouvrière s'émancipant elle-même en s'emparant des moyens de production), la IV^e Internationale s'est toujours attiré la haine méritée de tous les tenants de la survie du système en place.

C'est ainsi que, moins de deux ans après sa fondation, Staline fit assassiner Trotsky, tandis que, dans le monde entier, les partisans de la IV^e Internationale payaient au prix fort leur fidélité à la lutte de classe et à l'indépendance du mouvement ouvrier, pourchassés et assassinés à la fois par les agents de Hitler et ceux de Staline, et politiquement persécutés par les « démocraties » occidentales, à commencer par les États-Unis.

Il en est découlé que les militants trotskystes, malgré des succès indéniables, se sont souvent retrouvés « *exilés dans leur propre classe* » (pour reprendre ici une formule familière de Lambert) et soumis aux pressions de toutes les forces sociales cherchant à leur faire lâcher prise. Il ne faut pas chercher ailleurs les racines objectives des ruptures et crises qui ont jalonné l'histoire de notre mouvement, se combinant à la part inévitable d'erreurs et d'approximations qui sont le propre de toute œuvre humaine.

Il reste qu'à travers toutes ces crises et difficultés, la IV^e Internationale a tenu, quand des organisations infiniment plus puissantes ont, elles, disparu, notamment celles issues de l'éclatement de l'appareil international du stalinisme. La IV^e Internationale a tenu, malgré la disparition du camarade Lambert il y a cinq ans. Elle a tenu notamment en conséquence de sa reproclamation, sous sa conduite, en 1993.

Ajoutons que si la IV^e Internationale s'est reconstruite, c'est en relation avec ce que Pierre Lambert a défini à de nombreuses reprises comme les deux piliers à partir desquels la section française, même aux moments les plus difficiles de son histoire, n'a cessé d'agir : l'Internationale (c'est-à-dire la compréhension qu'il est impossible de construire un noyau révolutionnaire en France sans partir de l'unité mondiale de la lutte de classe, donc de l'unité des problèmes de la construction de l'Internationale, d'où découlent, à chaque étape, les responsabilités de la section française) et l'intervention dans la lutte de classe (qui inclut le combat au sein du mouvement ouvrier sur le terrain de la lutte de classe et de l'indépendance).

Quarante ans après qu'en 1953 la IV^e Internationale eut volé en éclats comme organisation mondialement centralisée sur la base de son programme de fondation, sa reproclamation n'avait rien d'un acte formel ou administratif. La conférence des sections de juin 1993 conclut une période de huit ans de discussion et d'élaboration politiques.

Mais cette discussion elle-même, bien que formellement engagée en décembre 1985, s'inscrit dans la continuité des quarante années qui, de 1953 à 1993, jalonnent le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Rédigé par Pierre Lambert, le rapport écrit soumis à la discussion lors de la conférence des sections de la IV^e Internationale (1) revient sur les grandes étapes de ce combat, en partant de la racine de la crise de 1950-1953 : la cristallisation autour de Pablo d'un courant révisionniste qui, se ralliant dans les faits à la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays, confiait à la bureaucratie du Kremlin la mission de « réaliser à sa manière le socialisme dans les siècles de

transition » et finit par expulser la section française, « coupable » d'avoir refusé la capitulation sans principe qu'on voulait lui imposer alors qu'elle rejetait le révisionnisme pabliste. Pierre Lambert rappelle :

« En 1950-1953, la majorité de la section française ne voulait pas de la scission. Elle demandait, tout en déclarant accepter la discipline de la majorité internationale, le droit de tendance. Le secrétariat international d'alors, dominé par Pablo-Mandel, refusa cette demande qui relevait du respect de la démocratie ouvrière » (2).

C'est ainsi que la IV^e Internationale fut projetée dans la crise de dislocation de 1950-1953, l'offensive contre la section française (et son expulsion) se prolongeant, quelques mois plus tard, par l'offensive dirigée par Pablo, Frank et Mandel contre le SWP des Etats-Unis, conduisant celui-ci à engager à son tour le combat contre le pabliste (3).

Cette politique de capitulation devant le stalinisme, rappelle Lambert dans son rapport, n'allait pas tarder à se charger d'un contenu pratique : d'abord, en juin

(1) « La conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale doit-elle procéder à la reproclamation de la IV^e Internationale ? » (*La Vérité*, n° 7, août 1993). De larges extraits de la dernière section ont été reproduits dans le numéro spécial de *La Vérité* rendant hommage à Pierre Lambert après sa disparition (*La Vérité*, n° 60-61, mars 2008).

(2) Dans *Itinéraires* (publié en 2002), Lambert précise : « Le point de départ de la construction que Pablo et ses partisans opposent au programme de la IV^e Internationale, c'est l'affirmation que la troisième guerre mondiale va inévitablement éclater dans de très courts délais. Mais les questions politiques à travers lesquelles le révisionnisme pabliste s'exprime ne doivent pas être confondues avec l'essence de ce révisionnisme. Celui-ci s'exprime clairement dans la conception que Pablo a de cette guerre qui vient : "guerre civile internationale", elle sera la "guerre-révolution", c'est-à-dire la forme originale, non prévue, du renversement du capitalisme à l'échelle internationale. Renversement qui ne sera donc pas le résultat de la révolution prolétarienne, car la notion de "guerre-révolution" élimine comme facteurs décisifs de la transformation de la société la conscience et l'organisation de la classe ouvrière, auxquelles se substitue comme direction révolutionnaire, de facto, la bureaucratie stalinienne. A travers toutes ses variations, le pabliste restera fidèle à cet abandon du rôle décisif de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière, donc à la conception marxiste du prolétariat et de la lutte des classes. »

1953, lors de la grève des ouvriers du bâtiment de la Stalin Allee, à Berlin-Est — première expression de la révolution politique —, qui voit les pablistes condamner l'insurrection ouvrière (ce que Mandel justifiera encore en 1989, au moment de la réunification de l'Allemagne, souligne Lambert) ; et, à nouveau, en 1956, lors de la révolution hongroise des conseils, lorsque Pablo et Mandel apportent leur soutien à la deuxième intervention des chars de la bureaucratie stalinienne contre la révolution (comme ils apportent au même moment leur soutien aux prétendues tentatives de régénérescence du Parti communiste au pouvoir en Pologne).

« Placés devant cette manifestation de la dégénérescence pabliste, écrit Lambert, nous sommes amenés en 1956 à en conclure : Pablo-Mandel ont détruit la IV^e Internationale comme organisation, mais la IV^e Internationale vit comme programme : "Le programme, c'est le parti, le parti, c'est le programme." Nous en déduisons que la tâche qui est devant nous est la reconstruction de la IV^e Internationale, mais nos forces sont à l'époque encore insuffisantes pour conduire la discussion sur la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale, d'autant plus qu'à l'intérieur du Comité international s'engage un combat politique avec la direction du SWP qui s'oriente sur la réunification avec le pabliste, position à laquelle s'oppose la direction de la section britannique que soutient la section française. »

Très affaiblie par les conséquences de la crise de 1950-1953 et de la défaite sans combat de la classe ouvrière (provoquée par la politique traître des appareils du PS et du PCF lors de la venue au pouvoir de De Gaulle en 1958), la section française ne renonce pas, dans les limites que lui impose la situation, à assumer ses responsabilités dans la nécessaire reconstitution des forces de la IV^e Internationale organisationnellement disloquée.

Elle se heurte à l'obstacle majeur que représente alors la capitulation de la direction du SWP, qui, refusant toute discussion, accepte, en 1962, le principe d'une réunification sans principe avec les pablistes (laquelle « réunification » conduira, moins de vingt ans plus tard, à la dégénérescence du SWP lui-même et à

sa destruction comme organisation trotskyste). D'autre part, dans les années qui suivent, la section britannique, la Socialist Labour League de Gerry Healy — laquelle, avec la section française, avait refusé la réunification sans principe de 1963 — développe une tendance à l'ultramisme, autoproclamant un parti révolutionnaire britannique ignorant des conditions concrètes de la lutte de classe, et amorçant de ce fait un processus de dégénérescence qui la fera quasiment disparaître comme organisation.

“DES TENDANCES OUVRIÈRES RÉVOLUTIONNAIRES AYANT UNE AUTRE ORIGINE...”

A contrario, pour la section française, le programme de la IV^e Internationale ne peut être réduit à un système d'idées. Il exige que soit établie l'unité entre la théorie et la pratique dans l'organisation. Cette position, rappelle Lambert dans son rapport de 1993, est formulée dans une résolution de la section française adoptée en 1962 :

« Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toute-

(3) « En 1953, la IV^e Internationale se trouve coupée en deux : d'un côté, les forces autour de Pablo (d'où la dénomination de "pabliste") qui cherchent à l'entraîner dans une voie de subordination toujours plus étroite aux sommets du stalinisme, chargé d'une "mission historique" ; de l'autre côté, les forces qui résistent travaillent à reconstituer la IV^e Internationale sur la base de son programme et de sa continuité. Cette crise durera des décennies. Il faudra attendre 1993 pour que la IV^e Internationale puisse être reproclamée, et 1999 pour que se tienne à nouveau un congrès mondial de la IV^e Internationale, le premier depuis plus de quarante-cinq ans. De leur côté, les forces regroupées au sein du Secrétariat unifié de Mandel et Krivine vont poursuivre sur le cours qui est le leur... » (Lambert, *Itinéraires*). Lire également à ce sujet *La Vérité*, n° 583 (1978) : « 40^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale » (pages 241 et suivantes, notamment la lettre de J. P. Cannon de septembre 1953 et la « Lettre ouverte du comité national du SWP aux trotskystes du monde entier », ainsi que la partie « Faiblesse de la direction du SWP »).

fois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire, dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est, bien entendu, intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus, est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé » (4).

Et Lambert de souligner :

« C'était là, dès 1962, la première expression de la position qui, selon nous, est à la base de la réponse à la question : "Faut-il reproclamer la IV^e Internationale ?" sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière » (5).

Dans le rapport de 1993, Lambert oppose la ligne de la conférence mondiale ouverte (c'est-à-dire la transition dans la construction du parti et de l'Internationale) au « national-trotskyisme » de Healy. Il rappelle la polémique qui, en 1971, alors que surgissent les premiers développements de la révolution politique en Pologne — notamment les grèves ouvrières sur la Baltique —, l'oppose à Gerry Healy :

« Nous avons refusé, comme nous l'avons toujours refusé avec Trotsky, que soit dévolu à un pays un rôle "messianique". Nous restons fermement sur les positions de principe de la révolution permanente. Pour Healy, l'Angleterre est le "pays élu" comme les Etats-Unis le sont pour Cannon, la Bolivie pour Lora, l'Argentine pour Moreno... A ce national-trotskyisme le plus étroit, il manque, dans le cas de la SLL, la compréhension que "le marxisme est l'expression consciente des processus inconscients". C'est la classe ouvrière britannique qui, en 1971 comme aujourd'hui, mène la lutte contre les conservateurs, et il re-

vient à la section trotskyste de l'exprimer, de l'aider en mettant en avant les mots d'ordre et les formes d'organisation qui correspondent à ce mouvement. Tâche à laquelle la SLL se dérobera de plus en plus pour finir par s'y opposer frontalement. Le "national-trotskyisme", l'abandon du combat effectif pour l'Internationale, aboutit à l'abandon de ce qui concentre le combat dans les conditions concrètes de chaque pays. De même que le "national-trotskyisme" de la direction du SWP s'est soldé par son abandon du combat pour le "Labor Party" réduit à une propagande creuse, de même, dans le cas de la SLL, le "national-trotskyisme" s'est combiné avec l'abandon du champ de bataille essentiel de la construction du parti révolutionnaire en Angleterre : le Labour Party. Renonçant à un combat au sein du Labour Party conforme aux enseignements de Lénine et de Trotsky (combat par lequel il [Healy — NDLR] avait obtenu de véritables succès), la SLL a capitulé ainsi devant la direction du Labour Party et, après s'être autoproclamée "parti révolutionnaire", s'est disloquée. »

DE LA FORMATION DU CORQI...

C'est dans ces conditions, rappelle Lambert, qu'après la rupture avec Healy, se constitue en 1972 le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI), regroupant les forces qui se situent sur le terrain du programme de la IV^e Internationale. Au même moment, un conflit politique fait rage au sein du Secrétariat unifié, qui repose toutes les questions de principe de l'incompatibilité entre trotskyisme et révisionnisme. Le CORQI entreprend alors une démarche en direction du Secrétariat unifié dont Lambert résume en ces termes la signification :

(4) Résolution de 1962, reproduite dans le rapport « La Conférence mondiale, etc. » déjà cité.

(5) A la même époque, la section française élabore, sur le plan national, ce que nous appellerons ultérieurement la « ligne de la transition dans la construction du parti » sous la forme de la stratégie de la « Ligue ouvrière révolutionnaire ». Lire *Quelques enseignements de notre histoire* (Editions SELIO) et les thèses des XVII^e et XVIII^e Congrès de l'OCI, documents publiés par la section française, Editions SELIO).

« Ayant pris connaissance du conflit politique à l'intérieur du SU, nous avons alors estimé devoir proposer l'ouverture d'une discussion de principe ; c'était pour nous une question de méthode : dans toute discussion et conférence politique, les questions de personnes existent, mais pour le militant révolutionnaire, au-delà des questions de personnes, les incluant certes, ce sont les questions politiques et de principe qui sont débattues, pouvant ou non conduire à des regroupements. »

Il s'agit là d'une recherche constante chez Lambert, qui ne confondait pas deux aspects : d'une part, le caractère irrémédiablement révisionniste et irredressable du pablisme comme cristallisation d'une position de l'adaptation au stalinisme, et, d'autre part, le fait que la référence frauduleusement maintenue à la IV^e Internationale et les processus même de la crise de dislocation pouvaient, à toute période, ouvrir des possibilités de reprendre la discussion avec des courants ou des militants membres d'organisations affiliées au SU. C'est pourquoi, dans ce rapport de 1993, Lambert cite intégralement la lettre adressée, vingt ans plus tôt, par le CORQI au SU. Dans cette lettre, le CORQI constate que sur les questions les plus fondamentales, « deux lignes » s'opposent au sein du SU, et « déclare que les organisations regroupées dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) sont prêtes à participer au X^e Congrès mondial » du SU, en fonction de

« toute une série de considérations, dont nous exposons ici les principales :

1. Les conditions objectives, particulièrement favorables à la construction de sections nationales puissantes de la Quatrième Internationale, ne suffisent pas en elles-mêmes à résoudre la question centrale de la direction révolutionnaire du prolétariat. Pour ne prendre qu'un exemple, la grève générale de mai-juin 1968 n'a pas atténué les différends entre les organisations se réclamant du trotskysme en France (...).

2. Nous proposons de participer à votre congrès parce qu'à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique signifie la possi-

bilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la Quatrième Internationale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946. La Quatrième Internationale a été poussée à l'impasse par le pablisme. C'est le sentiment de cette impasse, c'est l'existence de cette impasse qui ouvre inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base de divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale. Cela témoigne de la nécessité d'examiner à nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la Quatrième Internationale en 1950-1953 et qui, depuis, se sont considérablement élargies.

3. Une expérience, longue de près d'un quart de siècle pour certains d'entre nous, atteste qu'il ne saurait être question de renier nos positions, ou d'un ralliement à une méthode, le pablisme, que nous considérons comme toujours comme étrangère au marxisme. Nous n'abandonnons évidemment rien de nos idées, tout en étant prêts à apprendre à travers l'expérience de la discussion menée en commun. Nous lutterons pour nos idées et nos positions sur la base du respect de la démocratie ouvrière, en observant le cadre de l'ordre du jour que vos instances dirigeantes ont-elles-mêmes fixé.

4. En vous proposant notre participation à votre X^e Congrès mondial, nous déclarons être prêts à discuter, à votre convenance, toutes questions, y compris celles soulevées par l'activité et les positions des organisations adhérentes au Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (...).

« Une discussion allait s'ouvrir entre le SU et le Comité d'organisation, qui devait s'étendre jusqu'en 1979. Notre position était simple : révisionnisme et trotskysme sont incompatibles, ouvrons la discussion afin que celle-ci établisse les conditions d'une réunification de principe excluant le révisionnisme des rangs de la IV^e Internationale »,

ajoute Lambert, qui revient ensuite sur la nouvelle capitulation du SWP, qui, à partir de 1977, aboutit à l'éclatement de son courant international (FLT) et sur la

rupture de 1979 au sein du Secrétariat unifié, lors de la révolution nicaraguayenne. Celle-ci débouche sur la constitution du Comité paritaire pour la reconstruction-réorganisation de la IV^e Internationale, regroupant le CORQI et les deux courants expulsés du Secrétariat unifié, le courant moréniste et la Tendance léniniste-trotskyiste.

Il revient également sur les conditions dans lesquelles Moreno, trois ans après la constitution du Comité paritaire, fait éclater la IV^e Internationale-Comité international qui en était issue. « *Nous avions, en 1979-1980, accepté l'appellation "IV^e Internationale (Comité international)"* », souligne Lambert, qui précise néanmoins :

« *Pour nous, les conditions n'étaient pas encore réunies pour reproclamer la IV^e Internationale. Ou plutôt, l'élaboration et l'intervention active dans les processus mondiaux de la lutte de classe étaient encore insuffisantes, mais nous avons alors tenu compte des acquis dans la discussion internationale. En juillet 1982, nous adoptions l'appellation IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) — IV^e Internationale (CIR) —, qui correspondait à notre analyse.* »

... À CELLE DE LA "IV^e INTERNATIONALE-CIR"

Dans les trois années qui suivirent, la discussion sur la reproclamation de la IV^e Internationale va s'engager dans le processus même par lequel les sections (de ce qui, à l'époque, s'appelait la IV^e Internationale-CIR) vont chercher à se lier concrètement à des groupes, des organisations, des courants se dégageant de la crise du mouvement ouvrier officiel. Une des premières manifestations en sera la conférence de juillet 1983, à Bogota, en solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et de la Caraïbe. Les sections de la IV^e Internationale-CIR y mènent en particulier un combat pratique contre les délégations cubaine ou d'organisations liées au Secrétariat unifié ou au stalinisme, opposant le mot d'ordre d'« *annulation de la dette extérieure* » à celui avancé par les courants cités plus haut de « *moratoire* ».

Lambert souligne dans son texte de 1993 :

« *Du fait de l'intervention de la IV^e Internationale (CIR), cette conférence lançait, pour la première fois, l'appel au non-paiement de la dette. Il s'agissait, comme l'écrivait une résolution tirant le bilan, "au-delà d'un simple acte de protestation contre l'impérialisme", d'"effectuer un premier pas dans la voie de la réalisation du front unique anti-impérialiste à l'échelle internationale". C'était là, "en quelque sorte virtuellement, l'affirmation que la lutte contre l'agression impérialiste n'est pas l'affaire des peuples opprimés seuls, mais se lie aux tâches du prolétariat international". Soulignons que la décennie dans laquelle se matérialise l'objectif de reproclamation de la IV^e Internationale, c'est celle où se développe le combat contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre les plans d'austérité et d'ajustement structurel, contre les privatisations, comme combat international unifié sur la ligne du front unique. Cette dimension est toujours présente dans les initiatives qui, de Bogota à Barcelone, vont permettre de poser concrètement la question de la reproclamation sur la ligne de la conférence ouverte de l'Internationale ouvrière.* »

1985 : LA DISCUSSION S'OUVRE SUR LA REPROCLAMATION

C'est dans ce contexte qu'en décembre 1985, le conseil général de la IV^e Internationale (CIR) ouvre pour la première fois la discussion sur la reproclamation. Lambert y explique :

« *Je ne sais pas si aujourd'hui, sous une certaine forme, il n'est pas nécessaire d'envisager d'ici un an la convocation d'un congrès pour proclamer la IV^e Internationale reconstituée. Si je suis même de loin ce qui se passe dans d'autres pays, et si l'on réfléchit aux conditions françaises que je connais mieux, il faut faire extrêmement attention de ne pas rester toujours dans un cadre quand il commence à être dépassé. Cela nous amène à des insuffisances politiques et théoriques dans la construction même des sections dans chaque pays.* »

Lambert, qui introduit cette discussion, précise qu'il ne demande pas un vote

décidant quand, comment, dans quelles conditions serait convoqué à bref délai un congrès reconstituant la IV^e Internationale. Mais, dans ce cadre, la décision pratique prise par le conseil général de juin 1986 matérialise la ligne de la conférence mondiale ouverte : il s'agit de l'initiative prise en commun par le secrétariat de la IV^e Internationale (CIR) et les dirigeants du MIR du Venezuela et du PT du Pérou (deux organisations qui ne sont pas membres de la IV^e Internationale) de convoquer une « *conférence internationale exprimant l'unité des travailleurs des pays dominés par l'impérialisme et des travailleurs des pays capitalistes avancés dans la lutte contre le FMI, pour l'abrogation de la dette, contre les plans de la CEE* ».

Cette conférence de Caracas (Venezuela) est ainsi définie par le conseil général de la IV^e Internationale (CIR) :

« Le conseil général a considéré la possibilité de mener une campagne internationale sur ces questions de la plus grande importance. Nous nous trouvons face à une véritable guerre économique menée par le FMI, relayée en Europe par la CEE, contre les pays du monde entier (...). (Une telle conférence) dépasserait l'aspect toujours nécessaire d'une activité de solidarité pour devenir un élément de reconstruction de l'Internationale donnant le contenu d'ensemble de chacune de nos initiatives. »

LA CONFÉRENCE DE CARACAS : "UN JALON ESSENTIEL"

Dans son rapport de 1993, Lambert souligne que cette conférence a « *été un jalon essentiel dans la voie de la conférence mondiale ouverte, organiquement liée au combat pour la reproclamation-reconstruction de la IV^e Internationale* ». Un texte préparatoire publié quelques mois plus tôt (6) précisait :

« La conférence de Caracas a été à l'origine d'un tournant décisif sur la ligne de la reconstruction de l'Internationale. Pour les partisans de la IV^e Internationale, il ne s'agit pas de commenter les événements de la situation mondiale et de la lutte des classes. Le point de départ, c'est comment aider à

résoudre le problème de la direction, qui est, comme l'indique le Programme de transition, la question déterminante pour l'avenir de l'humanité. C'est à partir de là qu'il faut saisir toute l'importance du débat initié lors du conseil général de décembre 1985 sur la nécessité d'avancer vers la reproclamation de la IV^e Internationale. Le fait d'avoir initié ce débat a eu comme conséquence pratique de pouvoir pleinement apprécier, au fur et à mesure de son déroulement, le tournant dans la situation mondiale qui s'opère lors de la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et de l'éclatement de la bureaucratie stalinienne (notamment à partir du coup d'Etat manqué d'août 1991). Le succès de Caracas, les leçons tirées, les mesures prises permettent à notre courant de faire face aux événements avec une orientation claire. La conférence des sections est convoquée pour janvier 1988, un effort d'élaboration politique est accompli (en particulier en 1987, sur la caractérisation du contenu restauracionniste de la perestroïka), s'accompagnant d'une bataille pour centraliser l'activité des sections et appliquer les décisions de Caracas. »

Dans le prolongement de la conférence de Caracas sont prises plusieurs initiatives. Sans être exhaustif, le rapport de Lambert cite le rassemblement international à Paris de janvier 1988 constituant le Comité de liaison pour une nouvelle Internationale ; le Tribunal international de Lima (Pérou) contre la dette en septembre 1989 ; la première conférence européenne de Berlin en novembre 1988, suivie de celle de Barcelone en octobre 1989 ; la conférence africaine de Dakar en octobre 1988 ; la nouvelle conférence européenne à Berlin en juin 1990 convoquant la conférence mondiale ouverte de Barcelone. En janvier 1991, les délégués de 53 pays réunis à Barcelone décident de constituer l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui tiendra un premier rassemblement international à Paris en juin de la même année. Signalons également la rencontre latino-américaine de mai 1991 à Brasilia pour la défense des

(6) « *Le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale et la conférence mondiale ouverte (éléments pour un rapport d'activité présenté au nom du bureau du secrétariat international et soumis à la discussion des sections)* », *La Vérité*, n° 5, février 1993.

entreprises publiques ; la deuxième conférence de Dakar en novembre de la même année ; la rencontre ouvrière de Komlo, en Hongrie, en novembre 1991 ; la deuxième conférence latino-américaine de défense d'entreprises publiques en juillet 1992 ; la manifestation européenne de mineurs et sidérurgistes à Bruxelles en septembre 1992 au siège de la CEE ; la conférence pour la défense de Cuba en septembre 1992 à Mexico, suivie, en octobre de la même année, par la conférence internationale de Moscou sur les privatisations, qui adopte l'*Adresse aux travailleurs du monde entier* et convoque un rassemblement international à Paris en juin 1993 ; la conférence contre la répression en Haïti en novembre 1992 et, le même mois, le meeting international contre la répression en Tunisie et contre l'embargo sur l'Irak ; en février 1993, le meeting à Paris pour le retour des 415 Palestiniens bannis, à l'initiative du Comité international contre la répression (Cicr) ; la conférence Europe-Asie à Hong-Kong, en avril 1993.

NE PAS REPRODUIRE L'ERREUR DU II^e CONGRÈS

Si cet article consacré à « *Pierre Lambert et la reproclamation de la IV^e Internationale* » cite largement le rapport écrit présenté à la conférence des sections, c'est parce qu'il éclaire un aspect important de sa démarche. Dans la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*, puis en de très nombreuses circonstances ensuite — et à nouveau dans ce rapport de 1993 —, Lambert est revenu sur l'erreur majeure qu'avait constitué, à ses yeux, le fait que le II^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, réuni en 1948, avait bâclé en quelques minutes la discussion sur le bilan d'activité. Or celui-ci aurait dû couvrir dix années — et quelles années ! —, de 1938, date du congrès de fondation de la IV^e Internationale, jusqu'en 1948, incluant les développements de la Seconde Guerre mondiale, les processus révolutionnaires qui en avaient marqué la fin, l'extension des rapports de propriété socialisés à l'Est de l'Europe, la chute du nazisme, les développements en

cours de la révolution chinoise et toute une série d'autres développements. Le fait que ce rapport ait été bâclé, a souligné Lambert, signifiait qu'un consensus au sommet de l'Internationale — principalement entre Pablo et le secrétariat européen, d'une part, et le SWP des Etats-Unis, d'autre part — s'était réalisé pour contourner le bilan et éviter toute discussion politique sur les sujets qui pouvaient fâcher. Par exemple, sur la politique de défaitisme révolutionnaire menée courageusement par les dirigeants du SWP durant la guerre, ou encore sur les problèmes politiques rencontrés durant la Seconde Guerre mondiale dans le combat politique internationaliste en Europe, etc. Autant de sujets dont la discussion démocratique, sans chercher à « régler des comptes », aurait permis de clarifier un certain nombre de questions, de progresser et d'assoir la centralisation politique de l'Internationale sur une réelle homogénéisation politique.

LE PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE A-T-IL ÉTÉ VÉRIFIÉ PAR LES ÉVÉNEMENTS ?

Soucieux de ne pas reproduire ce travers de méthode, Lambert s'attache donc, dans son rapport écrit soumis à la conférence de reproclamation, non pas à tirer un bilan exhaustif, mais à dégager quelques leçons des différentes étapes qui ont conduit de la crise de dislocation en 1950-1953 à la conférence de reproclamation de 1993. Il le fait — on l'a vu — en combinant une appréciation des problèmes politiques auxquels l'Internationale a été confrontée et un jugement sur les problèmes d'organisation, de méthode, de l'orientation de construction, qui, pour Lambert, ont toujours été indissociables de l'élaboration de l'orientation politique. Dans la présentation de ce rapport de 1993, il souligne :

« *L'objet de ce rapport doit être mis en relation étroite avec les deux autres rapports consacrés à l'analyse des conditions objectives et au rapport d'activité, étant donné que ces deux rapports démontrent l'actualité du programme de la IV^e Internationale, et donc du combat pour sa reconstruction.* »

De quoi s'agit-il ? Les deux rapports dont il est fait mention ici avaient été présentés quelques mois plus tôt au nom du bureau du secrétariat international devant le conseil général de la IV^e Internationale-Centre international de reconstruction (CIR). Le premier de ces rapports (7), intitulé « *Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?* », précisait ceci :

« *Les bouleversements de la situation mondiale qui se succèdent et se conjuguent les uns aux autres à un rythme accéléré s'ordonnent, pour simplifier, autour de deux axes :*

— *D'une part, le spectre d'une crise sans précédent plane sur l'humanité (...).*

— *D'autre part, à travers ces manifestations de décomposition à l'échelle mondiale, se dégagent, de la crise même des vieilles organisations, des processus mêmes de la lutte des classes, les éléments de recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe (...).*

Quelles que soient les formes politiques, nationales ou religieuses qu'ils puissent revêtir, les problèmes auxquels sont confrontés tous les peuples de tous les continents convergent à présent sur une seule question à résoudre : l'impasse du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. Sans rien ignorer des tendances contradictoires qui s'expriment dans la situation mondiale, les militants et organisations qui combattent pour l'émancipation de la classe ouvrière doivent, en toutes circonstances, chercher à déterminer sur laquelle de ces tendances contradictoires à l'œuvre la classe ouvrière peut prendre appui et progresser sur la voie de sa libération. Pour les marxistes, le programme n'est pas un dogme. C'est un guide pour l'action. Il exige d'être constamment confronté aux faits, à la réalité d'une situation sans cesse bouleversée. La convocation de la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale exige que soit répondu à la question suivante : le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ? Si les faits montraient qu'il est possible de résoudre les grands problèmes de l'humanité dans le cadre du système de la propriété privée des moyens de production ; si les faits montraient que les forces productives peuvent cesser de décliner et connaître un nouvel essor dans le cadre de ce système, alors il ne faudrait pas hésiter à reconnaître

l'inadéquation du programme de la IV^e Internationale et du marxisme. Mais, précisément, quels sont les faits ? »

AU LENDEMAIN DE LA DISLOCATION DE L'URSS

La formulation de cette entrée en matière étonnera peut-être le lecteur de 2013. Il faut en rappeler le contexte. Nous étions au début de l'année 1993. Un peu plus de trois ans s'étaient écoulés depuis que la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière et de la jeunesse allemandes avait fait tomber le Mur de Berlin et imposé la réunification de l'Allemagne, à laquelle toutes les forces attachées à la défense de l'ordre mondial (incluant tous les appareils contre-révolutionnaires) s'étaient opposées jusqu'au bout.

Les événements gigantesques qui s'en étaient suivis avaient abouti à l'effondrement de la bureaucratie stalinienne et à la dislocation de l'URSS. La dislocation de l'URSS — qui, malgré la politique restaurationniste et contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne, était restée comme système fondé sur la propriété sociale — portait un coup majeur au prolétariat mondial, ouvrant la voie à une offensive sans précédent de la classe capitaliste de destruction et de remise en cause des conquêtes, droits et garanties arrachés par la lutte séculaire de la classe ouvrière. Dans le même mouvement, elle ouvrait la voie à une crise sans précédent des organisations et partis politiques traditionnels nés au sein du mouvement ouvrier (et, notamment, des partis communistes, partie prenante jusque-là de l'appareil international du stalinisme qui se disloque). C'est en partant des faits que le rapport examinait la signification de l'effondrement de l'URSS et ses conséquences sur l'avenir du capitalisme. Il établissait ainsi la justesse de l'analyse de Trotsky (en particulier dans *La Révolution trahie*) sur la nature restaurationniste contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Il établissait aussi, sur la base

(7) Ces deux rapports ont été publiés dans *La Vérité*, n° 5, février 1993.

des faits, et à l'encontre du discours dominant, en quoi l'effondrement de l'URSS, loin d'ouvrir un nouveau champ de développement au capitalisme, ne pouvait qu'accélérer sa crise et aiguïser tous les processus de décomposition en son sein. Il montrait aussi comment, à l'intérieur de ces processus de décomposition — et contradictoirement à eux et aux obstacles dressés par les appareils —, les lois de la lutte de classe conduiraient la classe ouvrière sur le chemin de la reconstitution de ses forces, dégageant comme axe d'intervention pour la IV^e Internationale et ses sections l'aide à la « *reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe* ». Et, face à la campagne haineuse alors déchainée dans le monde entier sur la prétendue « fin du communisme », voire même la « fin de la lutte des classes », et même « la fin de l'histoire », le rapport réaffirmait la brûlante actualité du combat pour le socialisme, transition vers une société sans classes et sans Etat.

Le deuxième rapport, lui aussi présenté au conseil général au nom du bureau du secrétariat international, était intitulé « *Le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale et la Conférence mondiale ouverte* ». Beaucoup des éléments de ce rapport ont été repris dans le rapport écrit soumis quelques mois plus tard à la conférence de reproclamation, et abondamment cités précédemment dans cet article.

“NOUS ABORDONS LA DISCUSSION EN REFUSANT TOUT DOGME”

Pas plus que la première discussion au conseil général de décembre 1985 sur la reproclamation, la discussion de ces deux rapports lors du conseil général de la IV^e Internationale (CIR) de février 1993 ne se conclut par un vote. Le conseil général constate que ces rapports permettent d'ouvrir la discussion des sections pour préparer la conférence mondiale et précise :

« Cela signifie que ces documents définissent le cadre de cette discussion, mais qu'ils peuvent être enrichis par des

développements complémentaires modifiés et que la discussion doit se développer dans toutes les sections de l'Internationale » (8).

Quelques mois plus tard, rédigeant le préambule du rapport écrit soumis à la discussion de la conférence des sections de la IV^e Internationale, Lambert précise :

« Nous abordons la discussion sur la “reproclamation de la IV^e Internationale” en refusant tout dogme. Si le programme, si certaines de ses parties avaient été contredits par les événements, nous n'hésiterions pas à remettre en question ces parties ou le programme. “Le parti, c'est le programme, le programme, c'est le parti.” La discussion sur la reproclamation de la IV^e Internationale n'a donc besoin de s'appuyer sur aucune autorité qui lui soit étrangère. La discussion exige que soit reconnue la liberté de rejeter toute interprétation contraire aux faits et aux événements. “La théorie n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action.” (...) Si la nature des erreurs que nous avons pu commettre réside dans le programme, nous n'hésiterions pas à examiner la validité du programme. Si les erreurs que nous avons commises sont le résultat d'erreurs d'interprétation, alors, certes, il faut les caractériser, mais leur racine n'est pas dans la théorie. Dans le long et difficile combat pour la IV^e Internationale, nous ne méconnaissons pas les erreurs que nous avons pu commettre, mais nous affirmons sur la base des faits que le programme, confirmé par les événements, conserve sa validité comme instrument de combat pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. »

UN PLAN ET SA SIGNIFICATION

Le plan de ce rapport, rédigé et présenté entièrement sous la responsabilité du camarade Pierre Lambert, et qui sera la base du vote sur la reproclamation de la IV^e Internationale, mérite d'être cité ici. La **première partie**, intitulée « *Ce qui fonde la nécessité de la révolution sociale* », établit la validité de l'appréciation du *Programme de transition* selon

(8) « Présentation », *La Vérité* n° 5, février 1993.

laquelle, non seulement les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, mais elles sont entrées dans une phase de putréfaction. L'enjeu en est souligné en ces termes :

« C'est en relation avec le critère objectif fondamental de la révolution sociale (les forces productives ont cessé de croître, elles se transforment en forces destructives dans l'ère du capitalisme pourrissant) que nous devons examiner, d'une part, les positions dans le mouvement ouvrier officiel et, d'autre part, dans les courants se réclamant du trotskisme. »

C'est à cette question qu'est largement consacrée la **deuxième section**, intitulée « *Le critère de l'internationalisme prolétarien* », qui établit qu'après la chute de l'URSS, aussi bien les partis de la social-démocratie que les différentes fractions issues de la crise du stalinisme, et aussi le Secrétariat unifié, abandonnent tout point de vue de classe sur cette question fondamentale des rapports de propriété pour se rallier à l'économie de marché. La **section 3**, intitulée « *La dislocation du marché mondial* », établit — là aussi appuyée sur les rapports précédents — en quoi la dislocation de l'URSS ne peut qu'aggraver les processus de dislocation du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. La **quatrième section**, intitulée « *La ligne de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu* », poursuit et généralise l'élaboration politique entamée à partir de la révolution portugaise de 1974-1975. Elle met en évidence le caractère réactionnaire sur toute la ligne du capitalisme décomposé, sa tendance croissante, à l'époque de l'impérialisme, à remettre en cause toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques, et souligne la fonction du bonapartisme, qui, sous toutes les latitudes, tente d'aller jusqu'au bout de la destruction des conquêtes sociales et institutions ouvrières, en particulier celle des organisations ouvrières indépendantes, notamment syndicales. Le rapport souligne :

« Certes, historiquement, il y a incompatibilité entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière : faut-il en conclure que la démocratie bourgeoise est incompatible avec des positions de la démocratie ouvrière insérées dans la

démocratie bourgeoise ? Certes, il n'existe nulle part de formes pures de démocratie bourgeoise, mais cela ne signifie nullement que l'on puisse identifier démocratie bourgeoise et bonapartisme, bien que dans tous les pays la démocratie bourgeoise se "bonapartise". Dans la démocratie bourgeoise, y compris "bonapartisée", les éléments de démocratie ouvrière, restent des positions du combat révolutionnaire de la classe ouvrière. De même, il n'y a pas identité entre les diverses formes de bonapartisme et le fascisme. Plus précisément, le système parlementaire démocratique, le système bonapartiste, le fascisme s'appuient chacun sur des relations différentes entre les classes, et entre la classe ouvrière et les organisations qui la fondent comme classe. La défense des "foyers" de la démocratie prolétarienne est fondée sur l'existence de partis et syndicats indépendants. Le système bonapartiste est fondé sur la liquidation des partis et syndicats indépendants. Il découle de cette analyse, si l'on envisage les rapports entre les classes, que la différence entre bonapartisme et démocratie bourgeoise est un fait politique majeur dont la IV^e Internationale doit tenir compte. Se plaçant du point de vue de la démocratie des conseils, la IV^e Internationale doit très précisément tenir compte des positions que "pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent (comme) leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne" (Léon Trotsky, Et maintenant ?). Qu'est-ce donc que le mot d'ordre que nous avons mis en avant de lutte "pour la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu", sinon le combat de lutte de classe pour la défense de toutes les conquêtes matérielles, salaires, législation sociale, droits et garanties, la défense des organisations constituées à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle ? N'y aurait-il aucun lien entre la lutte revendicative pour la défense des conditions matérielles et des organisations indépendantes, le combat sur la ligne de la démocratie (dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu) et le combat contre la forme bonapartiste de la domination de la bourgeoisie qui, précisément, vise à intégrer les organisations constituant la classe comme classe, afin de liquider toutes les conquêtes matérielles arrachées par la lutte de classe ?

(...) Bien entendu, répétons-le, nous ne parlons pas d'une démocratie "absolue" s'élevant au-dessus des réalités sociales et politiques. La ligne de "la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu", c'est précisément la défense des acquis de la lutte de classe, des organisations, comme autant de points d'appui pour la révolution sociale. »

La section 5, intitulée « Front unique, front unique anti-impérialiste, gouvernement ouvrier et paysan », rappelle :

« Le cours de la révolution mondiale a été entravé, dévié, détourné par le stalinisme et les partis de l'Internationale socialiste, qui se sont transformés en instruments de l'impérialisme. Ce cours a nettement marqué le processus politique dans lequel s'insère le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan. La question du combat pour le front unique anti-impérialiste, pour le gouvernement ouvrier et paysan qui en est l'aboutissement, relève de la transition, et comme telle s'insère dans la révolution mondiale qui est un processus chaotique, avec des avancées et des reculs profonds, processus qui ne saurait se développer en ligne droite et qui couvre toute une période historique. »

Dressant la liste des « données d'ensemble de la politique de front unique, dont le gouvernement ouvrier et paysan est l'expression », le rapport y inscrit ce passage du Programme de transition :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Se référant en particulier aux développements à l'est de l'Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi en France et en Italie, aux révolutions yougoslave et chinoise, aux processus à l'œuvre à Cuba et au Vietnam, à la révolution hongroise des conseils, etc., Pierre Lambert commente :

« Ce qui pour Trotsky était considéré en 1938 comme une "variante" peu vraisemblable s'est multiplié sous des formes plus ou moins développées dans la pé-

riode qui a suivi. Cela, dans des conditions infiniment complexes, comme nous le verrons, mais n'infirmant absolument pas l'hypothèse théorique formulée dans le Programme de transition. »

S'agissant plus précisément du combat pour le front unique anti-impérialiste, le rapport, s'appuyant largement sur la théorie de la révolution permanente, et distinguant entre pays impérialistes et pays dominés, précise :

« Considérée comme relevant de la lutte de classe, la question du front unique, du front unique anti-impérialiste et du gouvernement ouvrier et paysan se rattache étroitement à la lutte de classe et comme telle au socialisme — c'est-à-dire au combat pour la Commune, la République des conseils ouvriers.

Dans les pays dominés, les intérêts des grands propriétaires fonciers sont des entraves à la constitution de la nation. La satisfaction de la soif de terre du petit paysan (propriété privée de son lopin de terre) nécessite la revendication de l'expropriation des grands domaines, laquelle contient en son sein l'expropriation des groupes impérialistes qui dominent l'économie de ces pays. Les nations opprimées ne peuvent accéder au marché mondial que par l'intermédiaire et sous le contrôle direct des groupes impérialistes qui dominent l'économie. La question agraire est une question nationale, et, à l'ère du capitalisme décadent, l'accomplissement des tâches démocratiques ne peut trouver de solution que comme tâche anti-impérialiste dans la révolution prolétarienne réalisant l'alliance des ouvriers et des paysans. Les bourgeoisies compradores, intimement liées à la grande propriété foncière, assujetties au capital financier, sont incapables de réaliser les tâches démocratiques (...). Le contenu et la portée du front unique anti-impérialiste sont précisément de nouer un lien solide entre les tâches nationales démocratiques et les tâches de la révolution prolétarienne, de prendre en compte qu'à l'ère de l'impérialisme, dans tous les pays, y compris les pays arriérés, l'accès au marché mondial ne peut se réaliser que par le capital financier. Par voie de conséquence, le contenu et la portée du front unique anti-impérialiste sont de prendre en compte le fait que les forces productives étouffent sur le marché mondial, dans le cadre des Etats nationaux et du système de la propriété privée des grands moyens de production.

Le front unique anti-impérialiste inclut le front unique ouvrier comme sa composante essentielle, les tâches démocratiques s'intégrant comme telles dans la révolution prolétarienne, qui inclut les tâches de la révolution "nationale". »

La section 6 s'intitule : « *L'effondrement des bureaucraties et la révolution politique* », et reprend les éléments déjà signalés précédemment dans cet article.

FAUT-IL REPROCLAMER LA IV^e INTERNATIONALE ?

La dernière section pose la question conclusive : « *Faut-il reproclamer la IV^e Internationale ?* »

Lambert en situe l'enjeu en ces termes :

« Reconstituer, reproclamer la IV^e Internationale sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière (Entente internationale des travailleurs) constituera une première étape dans la solution des problèmes les plus complexes et les plus importants qui se posent aux sections de la IV^e Internationale, au mouvement ouvrier international. »

Il ne s'agit donc que d'une première étape. Il n'est pas question, pour Lambert, d'ignorer la nécessité, « *par la discussion libre et démocratique* », de chercher à surmonter « *les divergences qui vont inévitablement surgir en relation avec la complexité des problèmes à résoudre* ». Pour cela, il faudra « *à la IV^e Internationale tout à la fois préserver, approfondir et adapter aux conditions concrètes les principes du centralisme démocratique : liberté de discussion et de critique dans le cadre des principes du programme, unité d'action dans le combat de classe* ».

La proposition de reproclamer la IV^e Internationale s'inscrit dans une démarche où, dans le même temps, nous devons nous « *déclarer prêts à discuter de toute question, y compris de notre programme, avec les groupes, tendances et organisations, qui, dans la crise du mouvement ouvrier officiel, recherchent les voies de l'indépendance de classe* ».

LA SIGNIFICATION DE LA CONFÉRENCE DE BARCELONE...

C'est pourquoi, le rapport de Lambert revient sur la signification de la Conférence mondiale ouverte de Barcelone (janvier 1991), qui fut précédée par une conférence mondiale des sections à laquelle furent invitées des organisations de toutes tendances qui n'étaient pas membres de la IV^e Internationale. Il écrit :

« Notre position pouvait, à l'époque, être résumée de la manière suivante : la IV^e Internationale entend constituer par elle-même une organisation internationale autonome sur son programme, dont elle réaffirme la validité. La reproclamation de la IV^e Internationale, fondée en 1938, est la constatation de ce que tous les courants se réclamant du "trotskysme", et plus particulièrement le courant pabliste, sont étrangers, ainsi que nous l'avons établi dans ce rapport, au programme de la IV^e Internationale. Ce faisant, comme organisation internationale autonome, la IV^e Internationale combat, avec les organisations, courants et partis indépendants de différents pays qui se dégagent de la crise de décomposition du mouvement ouvrier officiel, pour l'Internationale ouvrière dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs constituée par la conférence de Barcelone. »

Et Lambert de citer intégralement dans son rapport le texte du *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* adopté par la conférence de Barcelone :

« Dans un monde où s'accumulent les maux résultant de la survie d'un système économique fondé sur l'exploitation et l'oppression, le nouvel ordre international que veulent imposer Bush et Gorbatchev appuyés par tous les gouvernements siégeant à l'ONU, au service du profit et de la spéculation, conduit à l'aggravation de l'oppression des peuples dominés et de l'exploitation des travailleurs du monde entier.

La guerre avec ses massacres, la famine et les épidémies qu'elle engendrerait, signifierait un formidable recul, une atteinte peut-être mortelle à la civilisation humaine.

Nous, délégués de 53 pays réunis à Barcelone ce jour, 4 janvier 1991, refusons ces nécessités politiques, écono-

miques et sociales qui, pour le maintien du système de l'impérialisme, exigent le paiement de dettes extérieures qui ne sont pas celles des peuples et la remise en cause de tous les acquis sociaux de la classe ouvrière du monde entier.

Nous sommes contre la guerre, les peuples et les travailleurs du monde entier sont contre la guerre. Car ils savent que la guerre signifierait un pas supplémentaire dans l'oppression et l'exploitation qui, sous l'égide du FMI, de la CEE et de la Trilatérale, organisent dans tous les pays et sur tous les continents la déréglementation, le chômage, la destruction de l'enseignement et de la culture, la destruction des usines, la désertification des campagnes. La guerre signifierait un pas supplémentaire dans la direction de la subordination des organisations syndicales à l'Etat, dans la remise en cause de leur indépendance.

Nous, les peuples, la classe ouvrière internationale sommes payés pour le savoir : les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements au service de l'impérialisme tenteraient d'arracher avec la guerre tous les droits et acquis sociaux.

Conscients que chaque jour qui passe voit les gouvernements gaspiller 2 millions de dollars par minute pour des budgets de guerre dans le monde, alors que de l'aveu même de l'Unicef, 150 millions d'enfants dans les pays dominés, en Afrique, en Amérique latine, en Asie vont mourir de faim faute de soins d'ici à l'an 2000 ;

Conscients que l'intérêt des peuples et de la classe ouvrière de tous les pays est de refuser la guerre ;

Nous décidons de constituer un comité international contre la guerre, contre le nouvel ordre mondial que Bush, appuyé par Gorbatchev et tous les gouvernements siégeant à l'ONU, veut imposer ; nouvel ordre mondial qui ne serait que la couverture d'un système politique de l'impérialisme renforçant l'oppression et l'exploitation.

Nous nous prononçons en premier lieu pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des œuvres de paix et de première nécessité.

Nous nous prononçons pour le démantèlement de toutes les bases militaires dans le monde.

Nous sommes conscients que l'avenir sera difficile. Un monde croule.

Considérant que notre devoir est de combattre pour aider les peuples et la classe ouvrière à sauver par leur propre mouvement l'humanité de la guerre ;

En constituant ce Comité international contre la guerre,

En vous appelant à nous rejoindre,

Nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage.

Gouvernements, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre ! »

... EN RELATION AVEC LA MARCHÉ À LA REPROCLAMATION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Pourquoi Lambert republie-t-il dans le rapport écrit préparatoire à la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale la totalité du *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* adopté à Barcelone deux ans plus tôt ? Il s'agit pour lui d'indiquer le caractère central de la combinaison entre la reproclamation de la IV^e Internationale et le combat politique pour l'Internationale ouvrière qui prendra la forme de la constitution de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Il s'en explique dans les termes suivants :

« Il n'y a aucune ambiguïté ni omission dans la décision de reproclamer la IV^e Internationale en menant le combat politique pour l'Internationale ouvrière. Nous condamnons toute forme d'ultimatum, étranger au marxisme. Nous ne considérons pas que la méthode de Marx, présidant à la fondation de la I^{re} Internationale comme centre de regroupement des organisations ouvrières indépendantes alors en formation, soit contradictoire à celle d'Engels pour le II^e Internationale, à celle de Lénine et Trotsky fondant la III^e Internationale en 1919, ni à celle de Trotsky en 1938 pour la IV^e Internationale.

Dans l'effroyable crise de dégénérescence et de décomposition du mouvement ouvrier officiel, plus encore que dans le passé, d'énormes difficultés se dressent devant la lutte émancipatrice des masses exploitées et opprimées.

En quelque sorte, la trahison des appareils ouvriers-bourgeois les amène à refaire le chemin "balisé" par les générations antérieures qui avaient construit leurs organisations de classe, partis et syndicats indépendants, se constituant ainsi comme classe dans la résistance à l'exploitation et à l'oppression. »

L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS

Rien d'évident, au moment même où s'effondrent des pans entiers du mouvement ouvrier officiel, que de se fixer l'objectif d'aider les masses exploitées, opprimées à « *refaire le chemin balisé par les générations antérieures* ». Pour Lambert, rien ne saurait déroger à la nécessité de construire les organisations de classe, partis et syndicats indépendants — ce qui inclut au premier rang le combat pour défendre l'indépendance des organisations syndicales contre l'intégration —, qui constituent la classe comme classe dans la résistance à l'exploitation et à l'oppression. C'est pourquoi, dans ce rapport écrit, il revient avec insistance sur les processus de dégénérescence et de décomposition politique qui se précipitent dans cette dernière décennie du XX^e siècle, qui voit les segments issus de la crise du stalinisme se mettre au service direct de la restauration capitaliste et de sa politique de pillage. C'est le cas, aussi, on l'a dit, du Secrétariat unifié, dont l'un des représentants déclare alors ouvertement à la télévision française qu'il est pour une « *économie de marché autogestionnaire* » et dont la revue, quelques jours avant la chute du Mur de Berlin, dénonce « *la réunification comme le thème de la droite et de l'extrême-droite* », tandis que son organisation allemande voit dans la chute du Mur une « *défaite politique* ». De cette effroyable crise de décomposition des organisations officielles du mouvement ouvrier, Lambert souligne que vont se dégager deux tendances. S'agissant des « *fractions issues des sommets de l'appareil* », il note que, « *dans leur quasi-totalité (...), elles se réalignent sur la défense de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat bourgeois* ». En revanche, « *dans cette crise qui n'est*

identique ni dans ses formes, ni dans ses rythmes, ni dans les différents pays, qui n'est pas un processus linéaire, des militants, des courants recherchent et chercheront une voie indépendante ».

Le rapport de 1993, présenté par Lambert, se conclut en ces termes :

« En conclusion de ce rapport, il nous faut donc répondre à la question : faut-il reproclamer la IV^e Internationale, en relation avec le combat pour résoudre la grande tâche historique inscrite dans le programme de la IV^e Internationale : "La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat" ? Programme dont tous les mots d'ordre et revendications établissent que, "de plus en plus, (les) efforts désespérés des appareils bureaucratiques (...) d'arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la civilisation humaine ne peut être résolue que par la IV^e Internationale" (Léon Trotsky). La solution de ce problème a tardé. Contre le sectarisme dont la base est "le refus de lutter pour les revendications partielles ou transitoires, c'est-à-dire pour les besoins élémentaires des masses telles qu'elles sont", nous avons réintégré la construction de la IV^e Internationale dans la "transition". Nous devons en conséquence répondre à la question : "Faut-il reproclamer la IV^e Internationale ?" en relation avec la stratégie de la "conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière". Nous avons à répondre à cette question dans une situation de décomposition du mouvement ouvrier, dans cette situation très fluide où nous devons combattre pour la défense et la reconstruction de son indépendance de classe. Cela en sachant que la reproclamation de la IV^e Internationale signifie se doter de l'instrument politique et d'organisation nécessaire pour accomplir nos tâches, et ainsi affronter les plus grands bouleversements qui s'annoncent, bouleversements qui laisseront loin derrière eux ceux que la dure marche en avant de l'humanité a connus tout au long de son histoire. Les problèmes qui se posent à l'humanité, "socialisme ou barbarie", exigent que soit abolie la racine de la barbarie qui s'étend sur le monde : le système de la propriété privée des grands moyens de production.

Répondre positivement à la question : "Faut-il reproclamer la IV^e Internationale ?" implique la mise en œuvre progressive de toutes les dispositions pra-

tiques politiques et d'organisation. En premier lieu : renforcer les sections là où elles sont implantées dans la lutte de classe, créer, dans chacun des pays où n'existe pas encore de section, un noyau de la IV^e Internationale. En toutes circonstances, appuyer la construction de partis ouvriers indépendants sous des formes adaptées, et participer à la défense des organisations politiques et syndicales indépendantes.

A la conférence internationale des sections de la IV^e Internationale (CIR) seront présentes les délégations de quarante pays. Cette représentation internationale le démontre : la conférence mondiale des sections mérite bien le titre de conférence mondiale. Certes, la route ne sera pas aisée, mais la décision de reproclamer-reconstituer la IV^e Internationale constituerait le pas en avant essentiel. Répétons-le : la conférence décidant la reproclamation, il s'agira d'élaborer les pas pratiques qui permettront de poursuivre et d'amplifier le travail organisé, persévérant, cohérent, systématique. »

«LA ROUTE NE SERA PAS AISÉE»

« *La route ne sera pas aisée* », pronostique Lambert en proposant à la conférence de reproclamation de décider formellement la reproclamation de la IV^e Internationale. La route n'a pas été aisée, en effet. Mais le fait est que cinq ans plus tard, le conseil général de la IV^e Internationale issu de cette conférence s'estimait en mesure de convoquer le IV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

Présentant cette décision, *La Vérité* résume en ces termes les considérants :

« *Lorsque le conseil général a décidé de convoquer ce congrès, il a aussi décidé de le désigner comme le Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale. Ce n'est ni une formalité ni une question secondaire. Le premier congrès mondial, c'est celui de la fondation de la IV^e Internationale, sur la base du Programme de transition, en 1938. Le deuxième se tint dix ans plus tard, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en 1948. Le troisième, convoqué en 1951, fut le cadre de l'offensive liquidatrice du programme et des principes de la IV^e Internationale, qui aboutit à la dis-*

location de la IV^e Internationale comme organisation internationale centralisée. Mais, dans ce congrès, la continuité politique de la IV^e Internationale s'incarne dans la résistance à l'abandon du programme, à la destruction des sections et de l'Internationale au compte d'une politique de capitulation devant le stalinisme, présenté comme "étant contraint de réaliser le socialisme à sa manière". En ce sens, c'était un congrès de la IV^e Internationale : c'est la bataille menée dans ce congrès et dans sa préparation qui a été à l'origine du long combat de défense du programme de la IV^e Internationale, et donc pour sa reconstruction. C'est ce combat, lié à l'intervention dans la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale, qui a abouti à la reproclamation de la IV^e Internationale en 1993, sur la base du programme et des principes de la IV^e Internationale, vérifiés par plus d'un demi-siècle de luttes de classes » (9).

Depuis, avec maintes difficultés, erreurs sans doute, la IV^e Internationale a tenu ses IV^e, V^e, VI^e et VII^e Congrès mondiaux (10). En cette fin avril 2013, le VIII^e Congrès mondial vient de se tenir. En quoi a-t-il vérifié les fondements théoriques, politiques et pratiques à partir desquels Pierre Lambert a combattu pour faire prévaloir la nécessité de la reproclamation de la IV^e Internationale en y intégrant la dimension de la transition dans la construction du parti ? En quoi les développements de la situation mondiale et de la révolution mondiale ont-ils vérifié l'analyse que nous faisons à l'époque ? Il revient au lecteur d'en juger lui-même, en confrontant les éléments qui viennent d'être rappelés sur le long chemin qui a conduit à la reproclamation de la IV^e Internationale avec les résultats du VIII^e Congrès, consignés dans ce numéro de *La Vérité*.

Daniel Gluckstein

(9) « *Présentation* », *La Vérité* n° 22, mai 1998.

(10) *La Vérité*, n° 24, mai 1999 : « *Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale* » ; *La Vérité*, n° 30, mai 2002 : « *Le Cinquième Congrès de la IV^e Internationale* » ; *La Vérité*, n° 53, décembre 2006 : « *Textes et résolutions adoptés par le Sixième Congrès de la IV^e Internationale* » ; *La Vérité*, n° 67, janvier 2010 : « *Le VII^e Congrès de la IV^e Internationale s'est tenu du 8 au 11 octobre 2009* ».

Où va le Venezuela ?

Par Julio Turra

Après quatorze ans de gouvernements successifs d'Hugo Chavez, nommé à la présidence de la nation en 1998, le Venezuela a vécu, le 14 avril dernier, l'élection présidentielle avec les résultats les plus serrés jamais connus, où Nicolas Maduro, candidat du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), parti créé par Chavez, était opposé à Henrique Capriles, candidat de la Plate-forme d'unité pour la démocratie (MUD), ouvertement soutenu par Washington.

Une déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale, diffusée le 5 avril, signalait les éléments centraux de ce qui était en jeu dans ces élections au Venezuela :

« Le véritable choc et la mobilisation populaire qui se sont emparés des rues du Venezuela à l'annonce de la mort du président Hugo Chavez trouvent leurs racines profondes dans les luttes des travailleurs et du peuple pour la souveraineté nationale et contre l'impérialisme.

La réaction du président des Etats-Unis, Barack Obama, a été de déclarer que la mort de Chavez "ouvre un nouveau chapitre" et d'annoncer que "les Etats-Unis continueront d'appuyer des politiques fondées sur des principes démocratiques". Ce qui, pour les peuples, sonne comme un avertissement. Car dans la bouche de l'impérialisme, de tels "principes" ne recouvrent en réalité qu'une politique d'ingérence.

En réalité, cette situation se répercute dans toute l'Amérique latine. En fait, l'impérialisme américain, sur lequel retombe le poids de la crise du capitalisme mondial, cherche à reprendre les positions perdues sur le continent en faisant pression sur tous les gouvernements pour qu'ils appliquent des mesures en faveur de ses multinationales, dans une offensive qui s'inscrit dans sa politique globale de guerre et d'exploitation visant à contenir la réaction des peuples qui, en Europe comme en Tunisie et en Egypte, refusent de payer la facture de la crise du système. (...)

La IV^e Internationale et ses sections, chaque fois que le gouvernement Chavez a adopté des mesures de rupture avec l'impérialisme, aussi minimes qu'elles aient été, et qu'il a été agressé ou menacé par l'impérialisme américain et ses laquais, se sont toujours inconditionnellement placées du côté du peuple et du gouvernement vénézuélien.

Mais nous l'avons toujours fait sur la base d'une position indépendante, considérant que l'avancée dans le processus révolutionnaire au Venezuela, comme dans tous les pays du monde, n'est possible qu'à partir de l'organisation de la classe ouvrière sur son terrain de classe, en opposition à l'impérialisme mondial et à la bourgeoisie.

Il n'y aura pas de socialisme sans organisation propre et indépendante de la classe ouvrière. (...)

Le 14 avril, le peuple du Venezuela va élire un nouveau président. A partir de l'expérience qu'il a vécue ces dernières années, le peuple vénézuélien est déterminé à empêcher le retour au pouvoir de la minorité de laquais de l'impérialisme représentée par Capriles, dont les déclarations putschistes appellent les Forces armées nationales à "ignorer la légalité" au nom des généraux prétendument disposés à l'appuyer.

Le peuple a raison de voter massivement pour Nicolas Maduro pour défaire la réaction, comme le confirment les derniers meetings électoraux, sachant bien que Maduro n'est pas Chavez et que des questions se posent sur l'évolution de la situation dans le pays (par exemple, le gouvernement vient de dévaluer la monnaie sans aucune mesure de compensation salariale), mais avec la ferme volonté d'approfondir le processus de libération nationale contre l'impérialisme. (...)

La IV^e Internationale et ses sections ne se séparent pas de ce profond mouvement du peuple travailleur vénézuélien, et sur la base d'une politique de Front unique anti-impérialiste, elles chercheront à l'aider avec des propositions et des mots d'ordre permettant d'avancer vers la rupture avec l'impérialisme pour parvenir à la totale souveraineté nationale dans le cadre du combat pour une union libre des nations souveraines d'Amérique latine et de la Caraïbe, en alliance avec les travailleurs et les opprimés des Etats-Unis et du Canada. »

RÉSULTATS SERRÉS ET PROVOCATIONS DE L'OPPOSITION

Tous les sondages annonçaient la victoire électorale de Nicolas Maduro. Le précédent immédiat était l'élection présidentielle du 7 octobre 2012, où Hugo Chavez l'avait emporté avec 55,07 % des voix, contre le même Capriles qui avait obtenu 44,31 %, avec une participation dépassant les 80 % des inscrits.

Le matin du 15 avril, le Conseil national électoral (CNE) annonçait les résultats officiels et irrévocables des élections :

« Sur 99,12 % des votes exprimés et une participation relative de 78,71 % des électrices et électeurs, nous obtenons : candidat Nicolas Maduro Moros, 7 505 338 et 50,66 %, candidat Henrique Capriles Radonski, 7 271 403 et 49,07 %. »

Ce sont des résultats qui montrent une baisse du soutien électoral au « chavisme » de près de 5 % par rapport à octobre 2012, et une augmentation proportionnelle pour le vote en faveur de l'opposition (un transfert de presque 700 000 voix), laissant un avantage en faveur de Maduro d'à peine 1,6 %.

Immédiatement, l'opposition a refusé de reconnaître les résultats. Capriles a dit qu'il s'agissait d'un « gouvernement illégitime » et a agité l'exigence de recomptage de tous les bulletins, mais sans même suivre les démarches légales pour le faire auprès du CNE, ne reconnaissant pas davantage l'autorité de l'organisme qu'il avait attaqué pendant la campagne électorale.

Dès la nuit du 15 avril, des partisans de l'opposition sont sortis dans les rues de certains quartiers de la capitale, Caracas, et d'autres villes, avec un concert de klaxons et de bruits de casseroles en réponse à l'appel de Capriles à exprimer « la rage contre la manipulation électorale ». Des groupes d'opposants ont incendié plusieurs centres de diagnostic intégral (CDI — unités de soins de base, où travaillent des médecins cubains), des sièges du PSUV, des maisons de militants « bolivariens », des locaux de radios communautaires et des « Mercales » (marchés qui distribuent des denrées alimentaires à prix réduit). Bilan : 11 à 18 morts (selon les sources) et des dizaines de blessés durant deux jours de conflits provoqués par l'opposition.

La réaction du président élu Maduro a été d'appeler le peuple à se mobiliser dans tout le pays, interdisant une marche de l'opposition sur Caracas à laquelle Capriles avait appelé le 17 mai. Mais, devant l'annonce d'une « main de fer avec les putschistes » proposée par le gouvernement, Capriles a reculé et a annulé la

marche, sans cesser pour autant de contester les résultats électoraux.

En écho à la réaction intérieure de l'opposition, l'ingérence du gouvernement américain ne s'est pas fait attendre. Patrick Ventrell (Département d'Etat) a déclaré que le vainqueur ne pouvait être proclamé sans un recomptage des voix. Jay Carney, porte-parole de la Maison-Blanche, déclarait quant à lui : « *Cela semble un pas important, prudent et nécessaire (le recomptage des voix) pour garantir que tous les Vénézuéliens fassent confiance à ces résultats. A notre avis, prendre dans l'urgence une décision dans ces circonstances ne serait pas cohérent avec les attentes des Vénézuéliens qui veulent un résultat clair et démocratique.* »

Sur le même ton que celui de Washington, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Miguel Insulza, précisait « *soutenir le recomptage des voix* », mais l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et tous les gouvernements d'Amérique latine ont reconnu Nicolas Maduro comme président élu du Venezuela.

Il est certain que la menace immédiate de déstabilisation du pays par les provocations de groupes de l'opposition a reculé. Il est vrai aussi que, sur le plan international, la prise de pouvoir de Maduro a fini par être reconnue par tous les gouvernements, à l'exception de celui de Barack Obama. L'isolement diplomatique total du gouvernement américain sur cette question est certes symptomatique, mais, en même temps, il s'agit là d'un soutien clair donné à ses agents locaux regroupés dans le MUD pour des tentatives à venir de coups d'Etat contre le président élu souverainement par le peuple vénézuélien.

Sur le front intérieur, le CNE a décidé de recompter 100 % des votes (le système électoral vénézuélien revoit déjà normalement 54,3 % des mêmes votes, le vote étant électronique, avec copie imprimée) et les résultats ont été confirmés. Ce qui n'empêche pas l'opposition et son patron de Washington de continuer à ne pas reconnaître le président Maduro, même si

le discours de Capriles a changé pour désormais demander « *le calme* » à ses partisans.

La stratégie de l'opposition pro-impérialiste qui se dessine est celle qui consiste à exploiter les difficultés du gouvernement Maduro à contrôler la situation économique difficile que traverse le pays, pour revenir à la charge contre un gouvernement qu'il accuse « d'illégitimité ». Elle pourra encore, si elle ne parvenait pas à déstabiliser la situation à son avantage, demander un référendum de révocation du mandat présidentiel en 2016, en utilisant la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela qui prévoit un tel mécanisme, à mi-mandat présidentiel, le mandat prévu étant de six ans.

Ainsi, l'ingérence de l'impérialisme américain au Venezuela se poursuit, que ce soit par son soutien sans équivoque à l'opposition, ou que ce soit par des mesures prévisibles de pression économique et politique sur le gouvernement Maduro, même si les conditions d'une intervention militaire ne sont pas réunies, du fait de la crise de l'impérialisme dominant et du rapport de forces dans le continent latino-américain et au Venezuela même.

“POURQUOI REÇULONS-NOUS EN VOIX DANS CES ÉLECTIONS ?”

C'est la question qui est discutée aujourd'hui dans le mouvement ouvrier et populaire au Venezuela, parmi les adhérents du PSUV, dans les organisations syndicales et les regroupements politiques qui ont pris position pour le vote Nicolas Maduro afin de préserver les conquêtes arrachées par de puissantes luttes, en quatorze ans de « chavisme », et barrer les prétentions des agents locaux de l'impérialisme à prendre en mains le pouvoir politique de l'Etat.

Si nous prenons les résultats électoraux depuis la première victoire d'Hugo Chavez en 1998, quand il avait recueilli 56,2 % des voix contre 39,9 % pour Salas, l'évolution a été la suivante : 59,7 %

contre 37,5 % pour Arias en 2000 ; 59,1 % contre 40,9 % au référendum de révocation de 2004 ; 62,8 % contre 36,9 % en 2006 contre Rosales ; et à la dernière élection présidentielle disputée par Chavez, en octobre 2012, 55,1 % contre 44,3 % pour Capriles.

D'une moyenne de 40 % des voix tout au long de la période, toujours avec le soutien acharné des grands médias et du patronat associé aux multinationales, l'opposition a fait un bond, avec 49 % des voix lors de l'élection d'avril dernier. Cela six mois à peine après qu'Hugo Chavez a obtenu son plus mauvais score dans des élections polarisées (55,1 %), soit, quand même, 5 % de voix de plus que Maduro.

Exprimant la discussion qui s'engage sur les causes de ce recul, le bulletin *Travailleurs en révolution* — édité par le Collectif travail et jeunesse de Maracaibo (Etat de Zulia), lié au Courant Travailleurs en révolution (CTR) de l'Union nationale des travailleurs (UNETE, centrale syndicale) — a publié un article le 15 avril où nous lisons :

« Les résultats électoraux sont l'expression d'une situation politique nouvelle, dangereuse pour la poursuite et l'approfondissement de la révolution bolivarienne. La situation économique du pays, face à la crise actuelle du capitalisme dans le monde, a commencé à se réfracter au Venezuela. Symptômes de cette spéculation, l'accaparement des aliments, l'inflation, l'attaque brutale du capital contre notre monnaie, la fraude des entreprises en connivence avec des secteurs de la technobureaucratie corrompue, alliée au capital, qui s'approprient les bénéfices du pétrole, qui s'attaquent aux droits des travailleurs, aux droits collectifs inscrits dans le contrat de travail, à la liberté syndicale, et la criminalisation des luttes.

Les mesures d'ajustement prises par le gouvernement — la dévaluation de la monnaie — ont fini par ponctionner le salaire des travailleurs ; le refus de discuter les conventions collectives, les dettes

patronales, l'intérim galopant parmi les fonctionnaires, la violation de la LOTT (loi organique du travail — NDR) par des organismes de l'Etat, le refus de réemploi par des organismes publics, la difficulté que nous avons à ce que le ministère du Travail assume ses responsabilités vis-à-vis des salariés, le partenariat avec certains secteurs syndicaux patronaux qui se taisent devant les abus de l'administration contre les travailleurs du secteur public, l'importance des conflits du travail, tout cela a préparé le terrain à ce résultat électoral.

L'annonce de l'augmentation salariale (au cours de la dernière semaine d'une campagne électorale de trente jours, Maduro a annoncé un réajustement de 30% du salaire minimum — NDR) n'a pas eu d'effet notable, car elle a été faite à contretemps, même si Maduro avait publiquement déclaré que Chavez, après la dévaluation, allait la réaliser "très vite". Bien qu'on ait voulu contrôler le sabotage électrique, au dernier moment, il n'y a eu rien à faire. Ce samedi-là, les saboteurs réussissaient quelques actes nocifs aux objectifs électoraux. Le vendredi et le samedi, avant l'élection, il était pratiquement impossible d'avoir du papier hygiénique, du dentifrice, du riz, de l'huile, du pain, de la farine et d'autres produits, il y avait la spéculation et l'inflation, autant d'éléments qui ont contribué au transfert de 700 000 voix en faveur de la droite.

Le candidat de la droite, Henrique Capriles Radonski, a mené sa campagne en promettant l'augmentation du salaire minimum de 40 %, l'augmentation générale des salaires, il a même parlé des luttes des travailleurs en Guyane, des travailleurs du ciment, il a dénoncé les entreprises nationalisées pour leur inefficacité et leur refus de respecter le droit du travail, dans le but d'accroître la brèche entre les travailleurs et le gouvernement.

Il n'en reste pas moins que Maduro n'est pas Chavez, les illu-

sions ne sont pas les mêmes, ce qui exigera de nous un accompagnement et des propositions précises face au développement de la situation dans le pays dans la prochaine période. Sans abandonner la politique de front unique anti-impérialiste, nous continuerons de soutenir toute mesure, aussi minime soit-elle, que le gouvernement adoptera dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, en le défendant contre les attaques de la bourgeoisie locale et de l'impérialisme, en gardant toujours notre indépendance politique, en posant la nécessité de la construction d'une centrale autonome et le développement d'une expression politique propre des travailleurs vénézuéliens. »

LES CONTRADICTIONS DU CHAVISME

Il ne s'agit pas, dans les limites de cet article, de faire un bilan exhaustif des quatorze ans de « chavisme » au Venezuela et de son impact en Amérique latine, mais de reprendre dans les grandes lignes son origine, son évolution et la situation actuelle.

L'apparition d'Hugo Chavez sur la scène politique vénézuélienne s'est produite après une tentative avortée de coup d'Etat menée par des officiers « nationalistes » de l'armée, en 1992, contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez, dirigeant de l'Action démocratique (AD, membre de la mal nommée « Internationale socialiste »), celle qui avait réprimé en 1989 un soulèvement populaire, le « Caracazo », mené contre un ensemble de mesures d'ajustement du FMI appliquées par son gouvernement, qui a laissé un bilan de plus de mille morts.

Devant l'effondrement des partis traditionnels qui contrôlaient l'Etat vénézuélien (AD et Copey, démocratie chrétienne) au service de l'impérialisme américain, qui s'est produit après le « Caracazo », devant l'absence d'un parti ouvrier, Hugo Chavez est élu président du Venezuela, prenant le pouvoir en 1998 et convoquant une Assemblée consti-

tuante qui élabore la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, toujours en vigueur.

Un développement politique lié à ce que Trotsky, dans le *Programme de transition* (1938), a présenté comme une « possibilité théorique » peu probable, mais qui, par l'approfondissement de la crise de la direction politique du prolétariat, s'est produit plusieurs fois, à savoir,

« que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerres, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ».

L'accession de Chavez au pouvoir a ainsi été le produit d'une vague de rejet de la politique de l'impérialisme américain qui a balayé tout le continent américain du nord au sud, qui a amené l'élection de gouvernements appuyés sur les organisations populaires et syndicales (Equateur, Bolivie, Brésil, Uruguay). Sous la pression de la lutte de classe, Chavez a adopté des mesures, bien que partielles, de rupture avec la domination de l'impérialisme.

Cela s'est fait en particulier après l'échec du coup d'Etat des patrons et de l'opposition pro-impérialiste, avec le soutien de Bush, en avril 2002, lorsque les masses populaires ont remis Chavez au pouvoir, et, dans la période du combat ouvrier et populaire contre la « grève sabotage » (lock-out) organisée par les gérants de la PDVSA (entreprise d'Etat du pétrole) en décembre de la même année. A ce moment-là, des usines abandonnées par les patrons ont été nationalisées, des terres distribuées, les ressources du pétrole investies dans l'amélioration des conditions de vie des secteurs les plus pauvres de la population par les dites « missions » organisées par le gouvernement.

Pendant ce temps, le « chavisme » ou « bolivarianisme », d'abord avec le Mouvement Cinquième République puis avec le PSUV, s'est constitué comme un mouvement nationaliste à base populaire,

mais qui abrite en son sein des secteurs du patronat (la « bolibourgeoisie ») qui profitent des affaires avec l'Etat, qui reste un Etat bourgeois. En son sein il y a aussi, à des postes de décision, la direction militaire et une bureaucratie d'Etat marquée par la corruption. Ainsi, d'innombrables conflits du travail, des grèves et des manifestations se sont produits et se produisent contre les autorités chaviste à différents niveaux.

Une telle contradiction, résultat d'une rupture partielle avec l'impérialisme (car au Venezuela, le monopole du commerce extérieur n'existe pas, il y a des multinationales présentes dans diverses branches de l'économie, souvent associées au capital d'Etat, et la propriété privée des grands moyens de production a été préservée), s'exprime sur tous les terrains.

Ainsi, en avril 2003, le mouvement ouvrier vénézuélien, en réaction à la participation de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) à la tentative de coup d'Etat, a constitué l'Union nationale des travailleurs (UNETE) comme centrale syndicale indépendante, saluée par Chavez lui-même à l'époque. Mais les forces politiques liées au gouvernement ont tout fait pour invalider la nouvelle centrale, sans parvenir à leur objectif, pour former finalement, avec l'aval de Chavez, une centrale liée au gouvernement et au PSUV, la Centrale socialiste bolivarienne des travailleurs (CSBT), créée en 2011.

Le Venezuela a dénoncé le coup d'Etat contre le président Aristide en Haïti en 2004, Chavez refusant de participer à l'occupation militaire menée par l'ONU (Minustah), commandée par le Brésil. Cependant, au fur et à mesure, il a cessé de combattre l'occupation, préférant s'entendre avec les gouvernements de la région qui y maintenaient des troupes, finissant par inviter le président Martelly, fruit de la fraude électorale réalisée en Haïti en 2011, à intégrer l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique (ALBA, alliance économique avec la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et d'autres pays de la Caraïbe, mise en place par Caracas [capitale du Venezuela — NDLR]).

Les notes politiques adoptées lors du VII^e Congrès de la IV^e Internationale (octobre 2009) abordaient la caractérisation du chavisme de la manière suivante :

« La poussée des masses à l'échelle du continent a contraint dans un certain nombre de cas les forces petites-bourgeoises à aller plus loin qu'elles ne voulaient dans la voie de la rupture avec l'impérialisme. C'est le cas au Venezuela où le gouvernement Chavez a pris des mesures, notamment sur le pétrole, qui s'opposaient aux intérêts immédiats de l'impérialisme (il a quitté le FMI et la Banque mondiale le 1^{er} mai 2007) mais dans un mouvement contradictoire (adhésion au MERCOSUR [Marché commun du Sud — NDLR] puis création de l'ALBA).

Dans ce sens, il faut clarifier notre position par rapport à l'ALBA : présentée comme une alternative aux traités de libre commerce, l'ALBA n'est pas basée sur l'expropriation du capital et elle ne peut être considérée par nous comme une rupture avec l'impérialisme et le régime de la propriété privée.

Le fait que, comme IV^e internationale, nous ayons soutenu ces pas en avant ne doit pas nous faire ignorer que le gouvernement Chavez n'est pas un gouvernement ouvrier et paysan. Chavez, comme nombre de courants petits-bourgeois, et comme les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier, se situe sur un terrain de réforme du capitalisme.

Dans le cas de Chavez, comme d'autres dirigeants de type bonapartiste aujourd'hui en Amérique latine, il s'agit de la recherche d'une renégociation des relations avec l'impérialisme. Le "chavisme", son opposition à un syndicalisme libre et indépendant, l'obstacle qu'il dresse à une représentation politique ouvrière indépendante par la création d'un parti petit-bourgeois, le PSUV, démontre ce qu'est sa nature : un courant (et un gouvernement) natio-

naliste petit-bourgeois. Par différents moyens (et avec des rythmes différents), qui répondent à la résistance des travailleurs et de leurs syndicats, le "chavisme" tente de bloquer ou de dévoyer les processus par lesquels les travailleurs dressent leur lutte de classe contre les capitalistes et, plus précisément, contre leur domination politique, économique et sociale.

De ce point de vue, nous devons considérer que le courant "chaviste" qui d'une part prend une série de mesures insupportables pour l'impérialisme (soutien au peuple palestinien, contestation de l'agression contre l'Iran, contre les bases militaires américaines en Colombie) est au bout du compte un obstacle au mouvement de la classe qui tendait à se diriger vers la prise du pouvoir politique pour défendre et conquérir ses droits, pour réaliser les tâches de la nation souveraine.

Un obstacle que nous combattons par l'aide apportée aux masses par la réalisation du plus large front unique anti-impérialiste de rupture complète avec l'impérialisme, s'adressant y compris aux dirigeants de type bonapartiste et, de l'autre côté, en développant notre propre travail de construction indépendante, ce qui inclut l'aide à la formation de sections de la IV^e Internationale et de partis ouvriers indépendants. »

En effet, l'activité de la IV^e Internationale et de ses sections pour la défense du peuple et du gouvernement vénézuéliens chaque fois qu'ils sont agressés ou menacés par l'impérialisme et ses agents locaux a été une constante.

Cela s'est vu dans la campagne que nous avons aidée à développer contre la plainte déposée à l'Organisation internationale du travail (OIT) par la Fedecamaras (organisation des patrons) et la CTV contre le gouvernement Chavez, qui a entraîné la prise de position d'organisations syndicales de tous les continents contre cette provocation, et qui a fini par la vaincre. Cela a été aussi l'organisation de plusieurs délégations qui ont été organisées au Venezuela, comme

celle qui a participé du combat pour le « non » au référendum de 2004, par lequel l'opposition pro-impérialiste tentait de raccourcir le mandat de Chavez et qui a été vaincue massivement, pour ne prendre que deux exemples.

Mais nous l'avons toujours fait sur une position indépendante, considérant que l'avancée dans le processus révolutionnaire au Venezuela, comme dans tous les pays du monde, ne peut se faire qu'à partir de l'organisation de la classe ouvrière sur son terrain de classe, en opposition à l'impérialisme mondial et à la bourgeoisie locale, tant sur le terrain syndical que sur la nécessaire organisation d'un parti ouvrier indépendant au Venezuela, place que le PSUV n'occupe pas et est loin d'occuper.

UNE JEUNE SECTION CONFRONTÉE À D'ENORMES DÉFIS

Le VIII^e Congrès mondial qui vient de se dérouler, dont les résolutions sont publiées dans cette édition de *La Vérité*, a reconnu une nouvelle section de la IV^e Internationale au Venezuela, fruit d'un travail patient de regroupement de militants et de cadres, de discussions et éclaircissements menés ces dernières années.

Dans la résolution adoptée par les camarades vénézuéliens en février 2013, qui demandait la reconnaissance de la section, nous pouvons lire :

« Mais une nouvelle situation politique s'ouvre au Venezuela avec la maladie de Chavez et la possibilité qu'il ne puisse diriger le gouvernement. Lors de sa prise de fonctions, alors que la droite exigeait de nouvelles élections, les travailleurs dans la rue ont affirmé la souveraineté de leur vote et ont ramené l'opposition et l'impérialisme à la prudence, les obligeant à accepter la décision du Tribunal. De fait, l'impérialisme et l'opposition n'ont pas le contrôle de la situation politique, mais le "chavisme sans Chavez" non plus. La combinaison des pressions, produits de la crise mondiale et des pro-

blèmes et difficultés internes du gouvernement (endettement, déstabilisation, problèmes dans l'infrastructure, contrats collectifs arrivés à terme, etc.) donnent les signes de l'ouverture d'une grave crise politique et économique dans le pays. Les caractéristiques bonapartistes du gouvernement ouvrent petit à petit à des mesures directement opposées aux intérêts de la classe ouvrière.

De sorte que le gouvernement Maduro (qui assurait l'intérim à ce moment-là — NDR) vient de dévaluer la monnaie et prévoit déjà la possibilité d'augmenter le carburant et l'électricité, mesures qui touchent directement les conditions de vie des travailleurs, sans que soit annoncée la moindre mesure de rattrapage du pouvoir d'achat des salaires. Une politique qui accroîtra les chocs entre le gouvernement, le PSUV et les revendications ouvrières et populaires, approfondissant les failles entre les travailleurs et le gouvernement et se répercutant dans le "chavisme". Devant l'absence d'une représentation politique des travailleurs, le résultat peut finir par renforcer la droite, qui avance de façon démagogique quelques revendications des travailleurs. (...)

C'est encore un fait que les secteurs les plus organisés de la classe ouvrière ne se sentent pas représentés par le PSUV (constitué comme parti d'Etat, il n'est pas et ne peut occuper la place d'un parti ouvrier, ni même d'un parti ouvrier-bourgeois), ce qui, sur la ligne de défense des organisations indépendantes, exige de poser la nécessité de construire la représentation politique de classe, le parti ouvrier indépendant. (...)

Dans la résolution de décembre 2011 nous disions : "Il ne faut pas sous-estimer le danger que représente l'apparition de cette centrale "pro-gouvernementale" (en référence à la CSBT — NDR)", même si la base ne fait pas confiance à ses dirigeants, il y aura une pression énorme de la part du PSUV et de l'appareil d'Etat et la

tentative de discipliner le mouvement syndical pour "faire diminuer les conflits du travail", dans le plus pur style "bonapartiste" (intégrer le mouvement syndical à l'Etat et au parti pour l'utiliser comme contrepoids à la pression de l'impérialisme et fermer la voie vers les organisations indépendantes et autonomes).

De sorte que, plus que jamais, il est prioritaire de garantir ces élections pour combattre la dispersion des syndicats de l'UNETE. Nous défendrons dans la prochaine période le fait que l'UNETE invite tous les syndicats qui ont fondé la centrale en 2003 et ont participé au congrès de 2006 (ce qui permettrait d'intervenir auprès des militants de Chirino et de la centrale officielle chaviste) pour qu'ils reviennent à l'UNETE. Un appel qui commencerait par mettre en exergue le combat de 2002-2003 qui a abouti à la fondation de l'UNETE et de poser comme point central de sa plate-forme le combat pour la défense de la nation contre l'impérialisme, à partir des revendications de la classe ouvrière adressées (y compris avec l'exigence d'application de la LOTT et de l'abrogation des articles qui attaquent l'indépendance syndicale) en totale indépendance par rapport au gouvernement Chavez. »

LE MOMENT DE LA SITUATION

L'orientation politique exprimée dans cette résolution garde toute son actualité, à condition bien entendu d'y intégrer les développements d'une nouvelle situation ouverte le 14 avril par l'élection de Nicolas Maduro et les conditions dans lesquelles elle s'est produite.

La pression de l'impérialisme en crise s'exercera encore sur le Venezuela et l'ensemble de l'Amérique latine, car sa survie est incompatible avec la situation existant dans la région. Comme l'expliquait l'article de *La Vérité*, n° 68 (avril 2010), sur la signification de l'ALBA :

« Il est insupportable pour l'impérialisme, au nom de la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production, qu'il puisse permettre que le pétrole vénézuélien, bolivien, etc., échappe à son contrôle. Comme il ne peut pas plus permettre qu'il y ait des renationalisations qui mettent en question la domination totale des multinationales. Par exemple, l'administration Obama a lancé une terrible offensive contre tous les pays d'Amérique latine, dont la composante militaire est nécessaire, mais dont l'effet est d'inonder tous les pays latino-américains de produits subventionnés, bon marché, en provenance des Etats-Unis.

C'est une atroce guerre commerciale qui, évidemment, ne concerne pas uniquement l'Amérique latine, mais qui est indispensable pour l'impérialisme américain pour tenter de surmonter sa terrible crise. »

La mort d'Hugo Chavez a été l'occasion de faire plusieurs bilans de ses quatorze ans de gouvernement, mais il y a des données incontournables qui expliquent le soutien des masses vénézuéliennes à son personnage : l'extrême pauvreté a été réduite de 20,3 % en 1998 à 8,6 % en 2010 ; le salaire minimum est devenu le plus élevé de l'Amérique latine (462dollars), le chômage est passé de 16,6 % en 1999 à 7,9 % en 2012, la malnutrition est tombée de 21 % en 1999 à 5 % en 2009, le nombre d'établissements de santé a augmenté, en treize ans, de 169 % et, dans la même

période, le nombre d'enfants terminant leurs études primaires est passé de 60 à 85 %.

Ce sont des données qui, en même temps, reflètent des conquêtes de la lutte des travailleurs et du peuple vénézuéliens que l'impérialisme veut aujourd'hui détruire.

Si les conditions de la lutte de classe ne sont pas réunies pour le choc frontal avec les masses dont l'impérialisme a besoin, il n'a pas d'autre politique ou alternative. C'est pourquoi un choc s'annonce pour lequel nous devons être prêts en utilisant toutes les contradictions créées par la pression impérialiste, pour mener une politique de front unique anti-impérialiste pour la défense de la nation, qui mette au centre la défense de l'indépendance des organisations ouvrières.

Au Venezuela, nous défendons le gouvernement Maduro contre toutes les attaques de l'impérialisme — reprises par la droite et par le gauchisme — tout en combattant pour la construction de l'UNETE comme centrale syndicale indépendante, pour la défense des revendications et contre les mesures de répression ou d'intégration des syndicats menées par le gouvernement, en avançant dans la voie pour doter les travailleurs d'un parti de classe. Tâche qui n'est pas seulement celle de la section vénézuélienne, mais celle de toute la IV^e Internationale.

15 mai 2013

Julio Turra

Le bilan désastreux du "socialisme dans un seul pays"

Par Jean-Jacques Marie

A sa mort, le 5 mars 1953, Staline laisse un héritage accablant, dont la réalité perce vite sous les flonflons d'une propagande tapageuse. Certains membres du comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) l'évoquent entre eux au cours du plénum du comité central de juillet 1953. Anastase Mikoïan, longtemps responsable du commerce, affirme que depuis deux ans l'URSS souffre d'« un déficit aigu de légumes et de pommes de terre ». Et, faisant référence aux rituelles baisses de prix annuelles, il souligne :

« On a diminué de moitié récemment le prix des pommes de terre, des légumes et des fruits, et la population se plaint : qui a besoin d'une telle baisse des prix alors qu'il est impossible d'acheter ces produits à ces prix-là dans les magasins et que, sur les marchés kolkhoziens, les prix, loin de baisser, ont augmenté ? »

Même l'ultra-stalinien Lazare Kagano-vitch insiste :

« Il y a peu de viande, pas assez de saucisson, mais la question du logement est particulièrement aiguë. »

Et ce partisan fanatique de la répression tous azimuts évoque même le cas — excessif à ses yeux — de femmes « condamnées à trois ans de camp pour (avoir dérobé) une petite botte de paille » en application d'une loi extrêmement brutale du 4 juin 1947, sanctionnant les châtiments commis le plus souvent par des veuves de guerre pour nourrir leurs enfants affamés.

Les kolkhozes doivent livrer à l'Etat une bonne moitié du blé qu'ils récoltent et plus de la moitié de la viande et du lait qu'ils produisent, tout cela à des prix qui ne couvrent même pas les frais de production. En 1950, 22,4 % des kolkhoziens n'ont officiellement pas touché un kopeck pour leur « trouhodni », seul jour de travail. Ils ont travaillé gratuitement toute l'année ! 20 % des kolkhoziens, de plus, ont touché eux, pour toute l'année... une livre de grains. Les kolkhoziens travaillent donc le moins possible dans le kolkhoze et, pour survivre, concentrent tous leurs efforts sur leur petit lopin individuel... que Staline accable d'impôts visant à les décourager, y compris un impôt sur chaque arbre fruitier, si lourd que certains préfèrent abattre leurs arbres. L'URSS est confrontée à un déficit alimentaire, dissimulé par des baisses de prix annuelles sur des produits de plus en plus introuvables. Quatre ans plus tard, en 1957, devant le comité central, Kirill Mazourov expliquera :

« En 1953, les kolkhozes avaient même cessé de planter des pommes de terre, parce que l'Etat leur payait 3 kopecks le kilo pour le stockage ; on coupait le lin à la racine, l'élevage s'effondrait. »

Khrouchtchev résumera cette réalité en trois mots : à la mort de Staline, « le pays était en ruine ».

Selon le secrétaire de Smolensk, Pavel Doronine, « la situation dans l'agriculture de la région de Smolensk était

effrayante ». Mais « *quand nous allions au comité central, comme nous ne savions pas si nous en ressortirions ou pas, nous faisons des rapports mensongers* ». En novembre 1952, un vétérinaire écrit à Staline que la moitié de la récolte n'est pas moissonnée, car les paysans, ne touchant à peu près rien pour leurs « *troudodni* » (jours de travail), ne veulent pas travailler gratis. Nikita Khrouchtchev le confirme, le 28 février 1964 : à l'époque de Staline, « *le travail de la majorité des kolkhoziens n'était pratiquement pas payé, suivant les régions, en 1952, de un à quatre kopecks. Et dans beaucoup de kolkhozes, pendant des années, on ne versait pas le moindre kopeck pour les trou-dodni.* » Donc, les paysans, dans les kolkhozes, étaient invités à travailler gratuitement.

Au plénum du comité central de 1953, Khrouchtchev indique :

« *De nombreux secteurs de l'agriculture se trouvent dans un triste état : il y a peu de lait, peu de beurre. Quel communisme, s'il n'y a ni galettes ni beurre ?* »

Le 12 avril 1955, il déclare à Leningrad :

« *Le peuple nous demande : "Il y aura de la viande, oui ou non ? Il y aura du lait, oui ou non ? Il y aura de bons pantalons ?" Il est impossible que tous aient une idéologie correcte et aillent sans pantalon.* »

Devant le comité central du PC polonais (POUP), le 20 mars 1956, il s'écrie :

« *Quel genre de socialisme est-ce quand on ne peut pas boire une tasse de lait supplémentaire ? Quand j'étais mineur sous le capitalisme, je pouvais boire autant de lait que je le voulais* » (1).

Les auteurs de ces aveux purement internes parlent pourtant de socialisme réalisé, ce qui, dans leur bouche, signifie seulement le pouvoir de leur couche sociale.

LA RUPTURE AVEC LÉNINE

Dans son dernier article, *Mieux vaut moins, mais mieux*, rédigé au début de

1923 avant l'attaque qui va le réduire définitivement au silence, le 10 mars 1923, Lénine définit avec une grande clarté la situation dans laquelle se trouve l'Union soviétique en ce début de 1923 avec le reflux de la vague révolutionnaire, contenue grâce aux efforts acharnés de la social-démocratie européenne, en particulier en Allemagne, en Autriche et en Italie.

Il souligne « *la situation internationale qui fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière* » et que la productivité du travail s'est effondrée. Les puissances capitalistes européennes ont, écrit-il,

« *accompli leurs tâches à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant.* »

Certes, ajoute-t-il, « *il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale* », mais il s'inquiète :

« *Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec le délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?* »,

jour qui ne lui semble pas proche. En attendant, il faut, écrit-il, « *subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire* », qui forme la majorité de l'humanité, mais qui doit avoir « *le temps de se civiliser* ». Dans l'immédiat, il faut tenir. Et pour tenir, il faut, répète-t-il une nouvelle fois, « *perfectionner (...), rénover notre appareil d'Etat* » (2) (qui ne va pas cesser de grossir) dans les années suivantes, l'épurer et le réduire au maximum. On peut légitimement voir dans ces lignes, les dernières qu'il ait écrites, son testament politique.

Ainsi, Lénine n'envisage pas un instant que l'Union soviétique paysanne et « *délabrée* » puisse construire le socialisme à l'intérieur de ses frontières indé-

(1) Pour ces citations, voir Jean-Jacques Marie, *Khrouchtchev*, pp. 181 à 183.

(2) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 33.

pendamment des développements de la révolution en Europe ; pour lui, le salut de l'Union soviétique dépend très clairement de la marche en avant de la révolution dans les « *pays capitalistes d'Europe occidentale* » et même de l'achèvement dans ces pays du « *développement vers le socialisme* ». Il dépend donc de la capacité des partis communistes, rassemblés dans l'Internationale communiste fondée en mars 1919, à aider la classe ouvrière de chaque pays à renverser la domination du capital lorsque la crise de domination de la bourgeoisie rend cette perspective possible. Tant que ce processus n'est pas largement engagé, l'Union soviétique n'a, elle, comme perspective, que de « *tenir* » le moins mal possible.

En 1922, Léon Trotsky déclarait dans le même sens :

« *La république soviétique russe n'est pour nous qu'un point de départ de la révolution européenne et mondiale dont les intérêts priment tout (...) ; l'intérêt de la République des soviets ne peut être autre que l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial* »,

car « *la république ouvrière russe ne peut pas se soustraire artificiellement aux conditions de l'économie capitaliste* » (3) qui régule le marché mondial. Son sort est donc étroitement lié au sort de la révolution en Europe et dans le monde.

En décembre 1924, Staline rompt avec ce testament politique de Lénine. Il avait prononcé en avril 1924 une série de conférences sur *Les bases du léninisme*, publiée dès la fin de mai 1924. Une seconde édition, datée de décembre, est aussitôt retirée de la vente. Staline y niait en effet encore la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays en URSS, qu'il affirme pour la première fois dans la *Pravda* datée du 20 décembre 1924 et, ce même mois, dans une édition modifiée des *Questions du léninisme*, où il affirme possible « *l'édification de la société socialiste intégrale par les seules forces d'un pays* » (4). Il oppose cette possibilité, consolante pour les déçus de la révolution mondiale, à la « *révolution permanente* » de Trotsky, qui repose sur le constat que Trotsky faisait dès 1906 :

« *En liant tous les pays entre eux par son mode de production et son com-*

merce, le capitalisme a fait du monde entier un seul organisme économique et politique » (5).

Le socialisme ne saurait donc être édifié dans un pays isolé en revenant en arrière sur cette évolution irréversible ; on ne peut construire un socialisme national autarcique alors que le capitalisme a mondialisé l'économie et fait de la planète un marché unique régi par la division internationale du travail entre les divers pays, c'est-à-dire l'interpénétration et la complémentarité de leurs économies.

Staline le nie ; il promet et répète qu'il est possible de construire le socialisme dans l'URSS isolée malgré son bas niveau des forces productives et sa faible productivité du travail. Il précisera deux ans plus tard : « *Nous avons tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale* » (6), alors que l'URSS, malgré son imposant développement industriel, ne sortira jamais de la pénurie que la pression de l'impérialisme maintient et renforce en lui imposant des dépenses militaires énormes pour se défendre contre cette pression même. Ce sera particulièrement vrai au lendemain d'Hiroshima.

Avec ce rêve autarcique, Staline apparaît comme l'homme de la grande promesse à un appareil du parti sorti d'années de secousses révolutionnaires et désireux de jouir des fruits d'une victoire toujours menacée. L'appareil, débarrassé du souci de la révolution mondiale à préparer, ou du moins à aider, applaudit. Comment ce jeune appareil, qui n'est encore que l'embryon de la nomenklatura avide et cynique des années 1940 ou 1960, ne se reconnaîtrait-il pas dans le porteur de cette bonne nouvelle ? Cette feuille de vigne idéologique du « *socialisme dans un seul pays* » est indispensable pour dissimuler les appétits matériels de l'appareil naissant qui va peu à peu se transformer en bureaucratie. Le socialisme dans un seul pays devient la théorie officielle du parti, qui s'appelle encore bolchevique mais rompt avec le bolchevisme.

(3) Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 152 et 211.

(4) Staline, *Œuvres complètes*, tome 8, p. 62.

(5) Léon Trotsky, *Bilan et perspectives*, p. 99.

(6) *Staline contre Trotsky*, p. 282.

SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS CONTRE BOLCHEVISME

Le heurt entre lui et la révolution mondiale définit le contenu réel du conflit Staline-Trotsky. Cela apparaîtra pleinement deux ans plus tard dans la XV^e Conférence nationale, du 26 octobre au 1^{er} novembre 1926. Trotsky y affirme alors :

« Il est juste de dire que nous construisons le socialisme, et que nous le construisons main dans la main avec le prolétariat mondial est indiscutable. »

A ces mots, la grande majorité de la salle éclate de rire. L'un des présents crie à Trotsky : *« Pas de démagogie ! »* Un autre : *« Ce n'est pas avec ça que vous allez nous séduire ! »*

Trotsky ajoute :

« Nous ne construirons jamais le socialisme à pas de tortue (slogan de Boukharine — NDA), car le marché mondial nous contrôlera de plus en plus » (7).

Ces apparatchiks éclatent de rire parce que, en 1926, la révolution au-delà des frontières leur paraît un rêve dépassé et creux. Ce scepticisme deviendra demain hostilité farouche et combat acharné contre la révolution pour protéger leur pré carré, que les bureaucrates tentent d'élargir au maximum.

Le communiste hongrois Varga, membre du comité exécutif du Komintern et académicien, décrira à la fin des années 1930 le mode de vie luxueux de la haute bureaucratie alors que les masses ouvrières et paysannes vivent dans la gêne, voire dans la misère, la plus grande :

« Près de Moscou, sur d'énormes parcelles de terrain, on construit des datchas gouvernementales protégées par des gardes. Dans ces datchas, travaillent des jardiniers, des cuisiniers, des femmes de chambre, des médecins spécialisés, des infirmières, un personnel d'une cinquantaine d'individus, tout cela payé par l'Etat. Des trains spéciaux personnels, des avions personnels, des criques personnelles, des yachts personnels, une ribambelle d'automobiles destinées aux dirigeants et aux membres de leur famille. Ils reçoivent quasiment gratuitement tous les produits d'alimentation et

d'usage courant. Pour s'assurer un tel niveau de vie en Amérique, il faut être multimillionnaire. »

Trotsky résumera plus tard en termes simples l'opposition entre le socialisme dans un seul pays et la révolution permanente :

« Dans toutes les grandes luttes politiques, on peut en dernière analyse découvrir la question du beefsteak. A la perspective de la "révolution permanente", la bureaucratie opposait celle du bien-être personnel et du confort » (8).

Mais cette perspective a des conséquences que ne prévoient ni ses bénéficiaires ni même Staline, et que Trotsky dégagea plus tard :

« Pour assurer à des millions de fonctionnaires, grands ou petits, leur beefsteak, leur bouteille de vin et autres bonnes choses, il se trouvait qu'il fallait un régime totalitaire » (9)

... qui engloutira les vieux bolcheviks bureaucratisés et édictera une législation d'une extrême brutalité contre les ouvriers et les paysans.

LE RÈGNE DE LA BUREAUCRATIE

La bureaucratie est née du recul de la révolution mondiale. Le reflux de cette dernière, dans une économie soviétique de pénurie soumise à la pression de l'impérialisme mondial, a contribué à la transformation d'une strate de dirigeants politiques et économiques en couche sociale parasitaire installée sur la propriété collective des moyens de production et qui s'est entièrement subordonné l'Etat et son appareil. Trotsky la définissait comme une *« catégorie sociale qui, sans fournir un travail productif direct, commande, administre, dirige, distribue les châtiments et les récompenses » (10).*

(7) XV konferentsia VKP (b), Moscou 1927, pp. 529-530.

(8) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 16, p. 49.

(9) *Ibidem*, pp. 56-57.

(10) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, 10-18, p. 140.

LA RÉACTION INTERNATIONALE

Dès qu'elle se cristallise en tant que couche sociale particulière à la fois parasitaire et privilégiée, la bureaucratie-nomenklatura utilise son contrôle du Komintern (l'Internationale communiste, ou IC) au compte des intérêts de son Etat. Ainsi, lorsque le dernier rессac de la vague révolutionnaire de 1917-1918 submerge la France et l'Espagne en 1936, le Kremlin mobilise toutes ses forces pour la contenir et la faire refluer au compte des intérêts politiques et militaires du Kremlin. C'est le sens de la politique dite de front populaire reposant sur l'alliance la plus à droite possible des partis ouvriers avec des partis bourgeois, attachés bec et ongles à la défense de la propriété privée, des banques et de l'empire colonial.

Le secrétaire à l'organisation du PCF, Marcel Gitton, exprime cette politique avec brutalité dans *L'Humanité* (29 mai 1936). Poussé par la marée gréviste qui submerge la métallurgie parisienne et met en cause la propriété privée par l'occupation des usines, Marceau Pivert, dirigeant de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, avait affirmé, le 27 mai, dans *Le Populaire* : « *Tout est possible.* » Gitton répond : « *Tout n'est pas possible (...). Les travailleurs veulent des conditions plus humaines. C'est tout.* » Rien de plus et rien d'autre... Et il dénonce « *toutes les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés* ».

Encore plus nettement peut-être, le 27 juin, Jacques Duclos explique dans *L'Humanité* :

« *Les radicaux ont raison quand ils déclarent avoir voulu, en adhérant au Front populaire, réaliser une union nationale capable de faire face à la menace que fait peser sur nous l'ardeur guerrière des dirigeants d'un grand pays voisin (...) quand ils déclarent n'accepter aucune menace contre la propriété privée.* »

Pour traduire en clair ce que dit Jacques Duclos, aucune menace, contre la domination du capital et des banques, n'est permise. Ce qui est vrai pour la France l'est pour l'Espagne.

Ainsi, l'historien des Brigades internationales, Rémy Skoutelsky, souligne :

« *La volonté de l'Internationale communiste* (en réalité du Kremlin, dont l'Internationale n'est plus depuis 1929-1930 qu'un instrument docile et dont le secrétaire général, Dimitrov, n'est qu'un domestique tremblant de Staline) *d'utiliser les Brigades internationales à des fins de propagande pour la stratégie des Fronts populaires date de leur origine.* »

Et il souligne : « *Le PCE et le PSUC* (le parti stalinien en Catalogne) *sont les tenants de l'ordre et du respect de la propriété privée* » (11).

Tel est le contenu de cet antifascisme. Le Front populaire part ainsi des besoins du Kremlin, désireux de forger une alliance contre le danger allemand. Pour se concilier Londres et Paris, Staline s'engage, à travers les partis communistes, à interdire toute atteinte à la propriété privée des moyens de production et aux banques. Ce texte est clair : le Front populaire est conçu pour permettre à l'URSS de parvenir à conclure une alliance avec les démocraties bourgeoises et colonialistes face à la menace militaire de l'Allemagne nazie et, à cette fin, veut faire refluer la mobilisation de la classe ouvrière française et espagnole. Et le Kremlin est prêt à aller très loin dans cette voie.

Pour les mêmes besoins, le PC italien, en 1936, fait la cour aux fascistes italiens. Dans un appel du 1^{er} août 1936, signé par son secrétaire, Palmiro Togliatti, alors à Moscou et qui organisera la chasse aux « trotskystes » en Espagne, il appelle les « *fascistes de la vieille garde* » et « *de la jeune garde* » à appliquer en commun avec lui le programme fasciste de 1919, qualifié de « *programme de progrès social, de paix et de liberté* » (12). Sous une autre forme, c'est ce que Thorez proposera en lançant fin août 1936 le slogan de Front français, qui devait élargir le Front populaire le plus loin possible sur la droite. Mais les Paul Reynaud et autres « patriotes » attachés à la propriété privée

(11) Rémy Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas*, p. 87.

(12) *Stato Operaio*, n° 8, août 1936, p. 9, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, décembre 1998, p. 112.

des moyens de production sont d'abord attachés aux intérêts de leur propre classe dominante, plus prête à faire confiance à Hitler qu'à Staline pour défendre la domination du capital.

De même, pour la bourgeoisie anglaise attachée bec et ongles à ses banques et à son empire colonial — et à la française, qui la suit comme son ombre, même sous le gouvernement de « Front populaire » dirigé par le socialiste Léon Blum —, Franco est un garant plus sûr de la propriété privée et du colonialisme que Staline, qui porte comme une tache indélébile la révolution d'Octobre, dont l'URSS apparaît la continuatrice. En ce sens, elle est un facteur de mobilisation des masses colonisées malgré la politique de Staline.

Revers de cette politique : tous ceux qui, en Espagne, ou en France d'ailleurs, qui dans la grève générale veulent s'attaquer à la propriété privée des moyens de production, sont dénoncés, calomniés, traités d'agents de la cinquième colonne, voire abattus. Staline organise la chasse préventive à tout ce qui peut nourrir la révolution. Le seul nom de l'Internationale communiste est dangereux, car il est porteur de la tradition d'Octobre 1917. Staline la dissoudra le 15 mai 1943.

MAINTENIR OU RECONSTRUIRE L'ÉTAT BOURGEOIS

Tout comme la Première Guerre mondiale, la seconde disloque un certain nombre d'États bourgeois, ceux d'Europe centrale, les États français, italien, allemand, belge. Pour contenir cet ébranlement et la vague révolutionnaire qu'elle suscite, le Kremlin installe des gouvernements d'union nationale dans les États d'Europe centrale et invite les Partis communistes de France et d'Italie à maintenir et reconstruire l'État bourgeois dans leur pays. Staline envoie Togliatti dans le gouvernement d'union nationale du maréchal Badoglio, ancien dignitaire fasciste.

Le 19 novembre 1944, Staline convoque Thorez, réfugié à Moscou depuis le début de la guerre. Il lui déclare

qu'il a décidé de reconnaître le gouvernement de Gaulle, lui ordonne de dissoudre les organisations communistes armées de la Résistance (les milices patriotiques) et insiste pour que les communistes français participent à la construction d'un « mouvement pour la reconstruction d'une France forte » et sur la nécessité de la « remise en route des entreprises industrielles, avant tout des industries d'armement » pour reconstruire une armée française forte (13). Il invite ainsi les communistes français à sauver l'État bourgeois disloqué après la déroute de Vichy. Au retour de Thorez en France, le PCF traduira cette politique d'union nationale pour maintenir à flot l'État bourgeois par le slogan « *Un seul Etat, une seule armée, une seule police* », ceux de l'État bourgeois, slogan au nom duquel seront dissoutes les formations armées du Parti communiste, les Francs-tireurs et Partisans, contraints de rendre leurs armes aux officiers de l'armée régulière.

Staline impose la même politique au Parti communiste italien pour sauver l'État bourgeois italien, encore plus disloqué que l'État français de Vichy.

Quiconque refuse cette politique et tente d'aider le mouvement profond des masses à s'orienter vers le renversement de cet État est qualifié d'hitléro-trotskyiste. Ainsi, Maurice Thorez, l'auteur du slogan « *Un seul Etat, une seule armée, une seule police* », déclare alors :

« *Nous aurons à faire preuve de vigilance pour dépister et chasser de nos rangs les éléments troubles, les provocateurs, les agents de l'ennemi, hitléro-trotskyistes, qui se couvriront le plus souvent par des phrases "gauchistes" »* (14).

YALTA-POTSDAM

Cette politique est codifiée dans les accords signés lors de la conférence de Yalta (début février 1945) entre Staline, Roosevelt et Churchill, puis, de façon plus rigide, dans ceux signés à Potsdam (fin

(13) G. Suberville, *L'Autre résistance*, pp. 167 à 177.
(14) Maurice Thorez, *Une politique française*, 1945, p. 61.

juillet-début août 1945) entre ce dernier (remplacé par le travailliste Attlee au milieu de la conférence), Staline et Truman (qui a remplacé Roosevelt, mort trois mois plus tôt).

Ces accords organisent une sorte de partage du monde que Staline respectera. Ainsi, la Grèce relevant des intérêts britanniques, Staline laissera écraser par les troupes britanniques, puis américaines, l'insurrection communiste grecque contre un gouvernement qui veut maintenir la monarchie, pratique la fraude électorale sur une grande échelle et déclenche la terreur blanche ; la Chine relevant des intérêts américains, Staline tentera de convaincre Mao Tsé-toung de passer un accord avec le chef nationaliste Tchang Kaï-chek, qui s'avérera impuissant à sauver un régime vermoulu contre le soulèvement du peuple chinois, contrecoup de la vague révolutionnaire contenue à grand peine en Europe, mais qui submerge une partie de l'Asie.

En 1947-1948, il soutient la création de l'Etat d'Israël, qu'il fait alimenter en armes par la Tchécoslovaquie en même temps qu'il prépare une campagne antisémite (dite contre le « *cosmopolitisme* »), laquelle démarre en janvier 1949. Fidèle aux consignes du Kremlin, le PCF s'affirmera partisan de l'Union française (bien entendu rénovée), c'est-à-dire le maintien de l'empire colonial français, de l'Indochine à l'Afrique, jusqu'à l'été 1959.

Cette politique extérieure réactionnaire prolonge une politique intérieure qui l'est tout autant. Il sème les graines de la dislocation de l'URSS en soumettant une vingtaine de nationalités à un traitement d'une brutalité sans exemple dans l'histoire. Dès août 1937, il avait fait déporter en Ouzbékistan 180 000 Coréens qui vivaient en URSS dans la région de Khabarovsk, non loin de la frontière avec la Corée occupée par les Japonais, dont eux ou leurs parents avaient fui la domination particulièrement brutale. Pour Staline, ce sont 180 000 espions potentiels. La même année, il organisait la chasse aux Finnois, Lettons, Allemands soviétiques installés dans les régions frontalières. En octobre 1941, il a fait déporter au Kazakhstan et dans l'Altaï la grande majorité des

1 200 000 Allemands soviétiques, descendants des colons installés dans le sud de la Russie depuis Catherine II. Pour Staline, ce sont un million et quelques d'espions et saboteurs potentiels.

La victoire sur la Wehrmacht s'accompagne d'une véritable chasse aux nationalités du Caucase, qui explique les soubresauts qui secouent ces régions de la Russie depuis l'explosion de l'URSS et continuent à les ravager. C'est l'un des héritages les plus réactionnaires du règne de Staline.

D'octobre 1943 à juillet 1944, au fur et à mesure de l'avancée de l'Armée rouge qui libère les territoires occupés, il confie à Beria la déportation au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Kirghizie, en Sibérie, de peuples entiers accusés de trahison collective : 68 000 Karatchaïs, 80 000 Kalmouks, 496 000 Tchétchènes et Ingouches réunis dans l'adversité et les statistiques malgré leurs rapports parfois tendus, 37 000 Balkars, 200 000 Tatars de Crimée, 40 000 Grecs, Bulgares et Arméniens, installés en Crimée, 86 000 Turcs-Meskhètes. En 1945, il fera déporter 70 000 Estoniens, Lituaniens et Lettons, et, en 1947 et en 1949, 94 000 Moldaves. En 1948, il crée les camps de concentrations spéciaux destinés à accueillir les trotskystes, les anarchistes, les mencheviks, les S-R (pourtant massivement liquidés, mais dont il craint la renaissance politique), dont il prévoit une capacité d'accueil de 180 000 places, bientôt élargie à 200 000. En 1949, de nouvelles rafles massives envoient des dizaines de milliers de victimes au goulag. Cette même année, sous le masque du rejet du cosmopolitisme, Staline lance une campagne antisémite conçue, selon la tradition, comme une diversion aux problèmes internes, que la bureaucratie ne peut résoudre.

LES AVERTISSEMENTS AMÉRICAINS

A la fin de la guerre, écrivent Mathilde Aycard et Pierre Vallaud, auteurs de *Russie, révolutions et stalinisme* :

« *Le dictateur soviétique collectionne les avertissements. Le bombardement de*

Dresde effectué juste après Yalta (dans la nuit du 12 au 13 février) avait pour objectif non seulement d'anéantir les Allemands, mais aussi de signifier à Staline le sort qui l'attend s'il ne respecte pas ses engagements. Le largage de deux bombes atomiques dévastatrices à Hiroshima (6 août 1945) et Nagasaki (9 août 1945) doit faire cesser l'offensive du Japon, mais aussi rappeler à l'URSS, qui a un million de soldats massés à la frontière mandchoue, qu'elle ne doit pas trop empiéter sur le sol japonais. Truman a d'ailleurs utilisé l'arme nucléaire sans prévenir Staline, qui est pourtant son allié » (15).

Le bombardement atomique de Nagasaki visait d'ailleurs plus l'Union soviétique que le Japon, déjà à genoux après Hiroshima. Il est un avertissement à Staline à retirer les troupes du Japon, qu'il avait attaqué conformément aux promesses exigées par Roosevelt, et du nord de l'Iran, ce qu'il fera sans barguigner. On a là une nouvelle et éclatante démonstration de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. Tétanisés après ce triple avertissement, les dirigeants soviétiques vont investir des sommes colossales pour construire la bombe A, puis la bombe H, et porter tous les efforts sur l'armée.

Dans son discours électoral du 9 février 1946, Staline, sans parler de la bombe atomique dont la construction très coûteuse relève du secret d'Etat, définit quatre priorités : produire du métal pour fabriquer les machines dont ont besoin les entreprises et les armées, du combustible nécessaire au fonctionnement des usines et du transport, du coton pour vêtir l'armée et du pain pour la nourrir. La population doit donc encore longtemps se serrer la ceinture. Le provisoire de la pénurie est en effet une donnée permanente du « socialisme dans un seul pays ». Ajoutées aux prélèvements énormes de la nomenklatura pour financer ses privilèges de plus en plus exorbitants, les sommes gigantesques ainsi prélevées interdisent aux dirigeants du Kremlin de pouvoir jamais nourrir, vêtir et loger convenablement la masse des citoyens soviétiques, dont le mécontentement sourd ne peut s'exprimer ouvertement faute de la moindre liberté politique.

“À LA VEILLE D'UNE EXPLOSION SOCIALE”

Contenu politiquement par un système policier totalitaire, le mécontentement des ouvriers se manifeste par une lutte sourde permanente contre les cadences de travail. Ainsi, la productivité de l'ouvrier soviétique est alors quatre fois inférieure à celle d'un ouvrier anglais, français ou allemand, infériorité qui, par ailleurs, aggrave la pression du marché mondial dominé par le capital sur l'URSS. Un peu plus tard, sous Khrouchtchev, cette forme de résistance collective se traduira par une phrase que j'ai entendu prononcer en URSS en 1960-1961 :

« On cessera de faire mine de travailler quand ils cesseront de faire mine de nous payer. »

Ce mécontentement se traduit à la campagne par une immense grève passive de la paysannerie, qui reste massivement les bras croisés et regarde en ricanant les ouvriers, employés ou étudiants envoyés au printemps faire les semailles et à l'automne la moisson, que dans les deux cas elle laisse à la traîne. Et comme disait Khrouchtchev, dans une de ses saillies dont ce bureaucrate parfois trop bavard était coutumier :

« De quel communisme peut-on parler quand il n'y a pas ni galette ni beurre ? » (16).

Aveugles ou complices, les chantres du stalinisme ne voient pas que l'édifice stalinien est déjà largement fissuré. L'historien russe Naoumov écrit :

« En 1953, la société soviétique se trouvait à la veille d'une explosion sociale (...), tous les clichés de la propagande officielle ne pouvaient déjà plus dissimuler les profondes contradictions qui déchiraient la société. Des millions et des millions de gens avaient de longues années durant supporté des privations et des sacrifices incroyables. Leur patience arrivait à son terme. La masse de la population avait déjà perdu foi dans le “futur radieux” promis par le parti » (17).

(15) Mathilde Aycard et Pierre Vallaud, *Russie, révolutions et stalinisme*, p. 292.

(16) Cf. note 1.

(17) *Voprossy Istorii*, 1997, n° 4, p. 29.

Le provisoire de la pénurie est une donnée permanente du « socialisme dans un seul pays ». De plus, Hiroshima et Nagasaki ont convaincu Staline de l'infériorité technique et militaire de l'URSS sur les Etats-Unis. Aussi fait-il porter tous les efforts sur l'armée.

La pression de l'impérialisme étrangle URSS et y renforce les tendances de la nomenklatura à faire sauter le carcan de la propriété d'Etat qui bride ses aspirations à devenir propriétaire des richesses qu'elle ne fait que contrôler.

L'ENCENS

Le revers de l'imposture du « *socialisme dans un seul pays* » est le culte délirant fabriqué par l'appareil de Staline dans le monde entier. Ce culte, qui divinise jusqu'à l'absurde Staline dont les photos soigneusement retouchées illustrent son rajeunissement permanent, a une fonction très précise : on ne discute pas les paroles d'un dieu. Elles sont sacrées. On ne discute donc pas la politique de Staline — qui camoufle la défense de la nomenklatura sous la propagande d'un socialisme, voire d'un communisme, dont cette propagande annonce l'avènement imminent en URSS (18) —, on l'applique.

Dans l'éditorial de la revue *Nouvelle Critique*, au lendemain de la mort de Staline, Jean Kanapa, membre du bureau politique du PCF sous Georges Marchais, résume la vision théologique de Staline fabriquée depuis près de vingt ans pour remplir cette fonction de camouflage :

« L'homme que nous aimions le plus, ouvriers, paysans, intellectuels intégrés corps et âme au combat du prolétariat révolutionnaire. Et notre douleur est à la mesure de cet amour. Il ne peut y en avoir de plus grande... Nous perdons celui dont le résistant, dans sa chambre de torture, écrivait le nom sur les murs comme en gage de victoire ; celui qui, pour des millions d'hommes et de femmes dans le monde, avait le visage même de la paix ; celui qui a ouvert à son peuple le chemin de l'accomplissement du rêve millénaire et donné à tous les peuples la triomphante certitude d'entrer à leur tour sur ce chemin (...). Nous perdons l'homme pour qui l'homme était le capital le plus précieux (...). Comme de toute l'humanité progres-

sive, il était notre guide, à nous, intellectuels socialistes. Géant de la pensée et de la science, il nous ouvrait la voie d'une culture nouvelle, d'avant-garde, au service de la classe ouvrière, et qui fécondait sans limites le travail du savant, l'art du créateur. »

Citant les vers d'Eluard affirmant que « *Staline pour nous est présent pour demain* », il conclut :

« A jamais, à jamais Staline reste parmi nous » (19).

Or sa statue s'effrite déjà sous le choc de la lutte des classes.

L'ÉCHO DE BUDAPEST ET DE VARSOVIE

Trois ans après la mort de Staline, les ouvriers hongrois et polonais tenteront de briser le joug du stalinisme. Porté par ce mouvement que la bureaucratie parviendra à étouffer en Pologne et qu'elle écrasera par ses chars en Hongrie, un écrivain soviétique, Constantin Paoustovski, fera dans un discours, le 25 octobre 1956, à Moscou, une description de cette couche réactionnaire qui, par-delà telle ou telle imprécision de vocabulaire, en définit la nature réactionnaire et illustre l'aversion qu'elle suscitait dans les profondeurs du pays, le romancier ne faisant ici qu'exprimer un sourd ressentiment, en règle générale dissimulé. Il déclare :

« Le problème, c'est que dans notre pays existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits-bourgeois.

C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime, ni avec le socialisme. Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes (...). D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom ? (...). D'où ces gens

(18) La revue *Europe* de mars 1949 comporte un article central de Francis Cohen intitulé : « *L'âge d'or, objectif numéro un de l'URSS* ».

(19) *Nouvelle Critique*, mars 1953, pages 1 et 2.

sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique (façon discrète de désigner Staline et son régime — NDA). C'est un sol fertile sur lequel ont poussé ces hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier. Ils ont été formés et encouragés aux plus bas instincts de l'homme. Leur arme, c'est la trahison, la calomnie, l'assassinat moral, l'assassinat tout court (...). Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le déposséder avec un certain culot. Mais je considère que le peuple qui a pris conscience de la dignité de notre vie les balaiera à coup sûr et assez rapidement. Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début » (20).

L'étouffement de la mobilisation ouvrière en Pologne et l'écrasement de la révolution hongroise par les chars du Kremlin repousseront cette échéance et modifieront les conditions dans lesquelles elle se produira.

STALINE, FOSSOYEUR DE L'URSS

Staline a été le parrain et le protecteur de la nomenklatura. Simple excroissance parasitaire sur la propriété d'Etat, la caste bureaucratique a toujours été moins homogène qu'une classe comme la bourgeoisie ou le prolétariat, pourtant eux-mêmes loin de l'être, mais dont l'homogénéité relative est garantie par leur fondement social (possession du capital et des moyens de production pour l'une, vente de la force de travail et production de la plus-value pour l'autre). Ce qui fonde son homogénéité très relative — plus ou moins maintenue par le carcan du parti unique —, c'est son contrôle total de la propriété d'Etat qui la vertèbre.

La dislocation de cette propriété d'Etat provoquée par elle-même, sous la pression de l'impérialisme, la disloquera en clans et cliques rivaux dans le pillage des débris de la propriété d'Etat. Les sanglantes répressions staliniennes la maintenaient dans un carcan que la mort de Staline a commencé à desserrer. Son hétérogénéité s'est aggravée au fil des années : des clans se sont constitués en

son sein ; sous Brejnev, l'un des représentants les plus caractéristiques de la couche installée à la tête de l'URSS sur les cadavres des vieux révolutionnaires en 1937-1938, ils ont souvent pris la forme de groupes mafieux contrôlant des régions entières (le clan Rachidov contrôlant et pillant tout l'Ouzbékistan, où il avait même installé un camp de concentration privé de travail forcé !) ou des secteurs économiques. Ces clans aspiraient à transformer leur pillage de la propriété d'Etat en propriété privée et à trouver la jonction avec le marché mondial qui leur permettrait de réaliser le produit de leur pillage sur ce dernier.

Staline est aujourd'hui chanté en Russie comme le Maréchal, le vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, le sauveur de l'URSS, et donc, par délégation posthume, le symbole de la grandeur nationale de la Russie d'aujourd'hui.

En réalité, Staline, en se faisant le défenseur et le chantre d'une nomenklatura parasitaire et avide qui engendrera les oligarques restaurateurs de la propriété privée pillards d'aujourd'hui, en transformant les Partis communistes du monde entier en instruments de sa diplomatie fondée sur le respect des accords de Yalta et donc sur le maintien des Etats bourgeois, en gouvernant par le bluff, la menace, la peur et la chasse aux « saboteurs » imaginaires, en tentant de russifier les républiques soviétiques, en déportant des minorités nationales et des peuples entiers, en laissant à sa mort un pays exsangue et un régime bureaucratique, policier et totalitaire impossible à réformer, a préparé les conditions de la dislocation de l'Union soviétique en 1991. Il est donc le premier fossoyeur de l'URSS.

Jean-Jacques Marie

(20) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 32, octobre-décembre 2006, pp. 26-27.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris